



# Rapport financier du 1<sup>er</sup> semestre 2022

Le présent document constitue le rapport financier semestriel prévu par l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier.

Il a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 28 juillet 2022.

# Sommaire

<b>1. Rapport d'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2022</b>	<b>4</b>
1.1 Vue d'ensemble	5
1.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe	11
1.3 Analyse par secteur opérationnel	18
1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms	36
1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	38
1.6 Informations complémentaires	43
<b>2. Comptes consolidés résumés du 1<sup>er</sup> semestre 2022</b>	<b>47</b>
Compte de résultat consolidé	49
Etat du résultat global consolidé	50
Etat consolidé de la situation financière	51
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	53
Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global	54
Tableau des flux de trésorerie consolidés	55
Annexe des comptes consolidés	56
<b>3. Déclaration de la personne responsable</b>	<b>90</b>
<b>4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle</b>	<b>91</b>

(page laissée volontairement en blanc)

# 1. Rapport d'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2022

<b>1.1</b>	<b>Vue d'ensemble</b>	<b>5</b>		
1.1.1	Données financières et effectifs	5	1.3.4.4	CAPEX économiques – Entreprises
1.1.2	Synthèse des résultats du premier semestre 2022	6	1.3.4.5	Informations complémentaires – Entreprises
1.1.3	Faits marquants	7	1.3.5	Totem
1.1.4	Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes	11	1.3.5.1	Chiffre d'affaires – Totem
<b>1.2</b>	<b>Analyse des résultats et des investissements du Groupe</b>	<b>11</b>	1.3.5.2	EBITDAaL – Totem
1.2.1	Chiffre d'affaires du Groupe	11	1.3.5.3	Résultat d'exploitation – Totem
1.2.1.1	Chiffre d'affaires	11	1.3.5.4	CAPEX économiques – Totem
1.2.1.2	Nombre de clients	13	1.3.6	Opérateurs internationaux & Services partagés
1.2.2	Résultats opérationnels du Groupe	13	1.3.6.1	Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés
1.2.2.1	EBITDAaL du Groupe	13	1.3.6.2	EBITDAaL – Opérateurs internationaux & Services partagés
1.2.2.2	Résultat d'exploitation du Groupe	15	1.3.6.3	Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés
1.2.3	Résultat net du Groupe	16	1.3.6.4	CAPEX économiques – Opérateurs internationaux & Services partagés
1.2.4	Résultat global du Groupe	17	1.3.7	Services Financiers Mobiles
1.2.5	Investissements du Groupe	17	1.3.7.1	Activité opérationnelle
1.2.5.1	CAPEX économiques	17	1.3.7.2	Actifs, passifs et flux de trésorerie
1.2.5.2	Licences de télécommunication	18	<b>1.4</b>	<b>Trésorerie et endettement financier des activités télécoms</b>
<b>1.3</b>	<b>Analyse par secteur opérationnel</b>	<b>18</b>	1.4.1	Situation et flux de trésorerie des activités télécoms
1.3.1	France	21	1.4.1.1	Cash-flow organique des activités télécoms
1.3.1.1	Chiffre d'affaires – France	21	1.4.1.2	Flux de trésorerie des activités télécoms
1.3.1.2	EBITDAaL – France	22	1.4.2	Endettement financier et position de liquidité des activités télécoms
1.3.1.3	Résultat d'exploitation – France	22	<b>1.5</b>	<b>Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS</b>
1.3.1.4	CAPEX économiques – France	22	1.5.1	Données à base comparable
1.3.1.5	Informations complémentaires – France	23	1.5.2	EBITDAaL
1.3.2	Europe	23	1.5.3	eCAPEX
1.3.2.1	Chiffre d'affaires – Europe	23	1.5.4	EBITDAaL – eCAPEX
1.3.2.2	EBITDAaL – Europe	24	1.5.5	Cash-flow organique des activités télécoms
1.3.2.3	Résultat d'exploitation – Europe	25	1.5.6	Endettement financier net
1.3.2.4	CAPEX économiques – Europe	25	1.5.7	Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms
1.3.2.5	Informations complémentaires – Europe	26	<b>1.6</b>	<b>Informations complémentaires</b>
1.3.2.6	Informations complémentaires – Espagne	26	1.6.1	Litiges et engagements contractuels non comptabilisés
1.3.3	Afrique & Moyen-Orient	28	1.6.2	Transactions avec les parties liées
1.3.3.1	Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient	28	1.6.3	Événements postérieurs à la clôture
1.3.3.2	EBITDAaL – Afrique & Moyen-Orient	29	1.6.4	Glossaire financier
1.3.3.3	Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient	29		
1.3.3.4	CAPEX économiques – Afrique & Moyen-Orient	29		
1.3.3.5	Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient	30		
1.3.4	Entreprises	30		
1.3.4.1	Chiffre d'affaires – Entreprises	30		
1.3.4.2	EBITDAaL – Entreprises	31		
1.3.4.3	Résultat d'exploitation – Entreprises	31		

Ce rapport contient des indications prospectives concernant Orange. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2021.

Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*, voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés). Ces comptes ont fait l'objet d'un examen limité de la part des commissaires aux comptes.

Les données à base comparable, l'*EBITDA after Leases* (dénommé "*EBITDAaL*"), les CAPEX économiques (dénommés "*eCAPEX*" ou "*Economic CAPEX*"), l'indicateur "*EBITDAaL - eCAPEX*", le cash-flow organique des activités télécoms, l'endettement financier net, et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'*EBITDAaL* des activités télécoms sont des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces indicateurs et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise et les considère utiles pour les lecteurs, voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Les données historiques (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) correspondent aux données des périodes passées telles que publiées dans les comptes consolidés de la période actuelle. Le passage des données historiques aux données à base comparable pour le premier semestre 2021 est décrit dans la section 1.5.1 *Données à base comparable*.

Annoncée en février 2021, Totem, la *TowerCo* européenne d'Orange, est opérationnelle depuis la fin de l'année 2021 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*). Dans les informations sectorielles présentées, les données historiques relatives à Totem font parties intégrantes des secteurs opérationnels France, Espagne et, très accessoirement, Opérateurs Internationaux & Services Partagés, jusqu'au 31 décembre 2021. L'entrée en phase opérationnelle de Totem fin 2021 a entraîné une évolution du reporting interne suivi par le management et l'information sectorielle désormais présentée tient compte du souhait du Groupe de présenter Totem comme un secteur opérationnel distinct à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Les informations sectorielles (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés) qui sont présentées dans les sections suivantes s'entendent, sauf mention contraire, avant éliminations des opérations avec les autres secteurs.

Sauf mention explicite, les données des tableaux sont présentées en millions d'euros, sans décimales. Cette présentation peut conduire, dans certains cas, à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux. Par ailleurs, les variations qui sont présentées sont calculées sur la base des données en milliers d'euros.

## 1.1 Vue d'ensemble

### 1.1.1 Données financières et effectifs

#### Données opérationnelles

	2022	2021	2021	Var. (%)	Var. (%)
(au 30 juin, en millions d'euros)		données à base comparable <sup>(1)</sup>	données historiques	données à base comparable <sup>(1)</sup>	données historiques
<b>Chiffre d'affaires <sup>(2)</sup></b>	<b>21 297</b>	<b>21 272</b>	<b>20 867</b>	<b>0,1 %</b>	<b>2,1 %</b>
<b>EBITDAaL <sup>(1)</sup></b>	<b>5 934</b>	<b>5 891</b>	<b>5 837</b>	<b>0,7 %</b>	<b>1,7 %</b>
Activités télécoms	5 989	5 947	5 893	0,7 %	1,6 %
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires des activités télécoms</i>	28,1 %	28,0 %	28,2 %	0,2 pt	(0,1 pt)
Services Financiers Mobiles	(56)	(56)	(56)	0,6 %	0,6 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 420</b>	<b>(1 722)</b>	<b>(1 752)</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
Activités télécoms	2 499	(1 646)	(1 676)	na	na
Services Financiers Mobiles	(80)	(77)	(77)	(3,6)%	(3,6)%
<b>eCAPEX <sup>(1)</sup></b>	<b>3 413</b>	<b>3 737</b>	<b>3 845</b>	<b>(8,7)%</b>	<b>(11,3)%</b>
Activités télécoms	3 399	3 724	3 832	(8,7)%	(11,3)%
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires des activités télécoms</i>	16,0 %	17,5 %	18,4 %	(1,5 pt)	(2,4 pt)
Services Financiers Mobiles	14	13	13	8,2 %	8,2 %
<b>EBITDAaL - eCAPEX <sup>(1)</sup></b>	<b>2 521</b>	<b>2 154</b>	<b>1 992</b>	<b>17,0 %</b>	<b>26,6 %</b>
Activités télécoms	2 590	2 223	2 060	16,5 %	25,7 %
Services Financiers Mobiles	(70)	(69)	(69)	(1,0)%	(1,0)%
Licences de télécommunication	244	295	293	(17,3)%	(16,7)%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) <sup>(3)</sup>	131 115	135 338	132 153	(3,1)%	(0,8)%
Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) <sup>(3)</sup>	136 566	141 968	138 626	(3,8)%	(1,5)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms. Le Produit Net Bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.3 et 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

**Résultat net**

	2022	2021 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 420</b>	<b>(1 752)</b>
Résultat financier	(373)	(436)
Impôts sur les sociétés	(580)	(417)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1 467</b>	<b>(2 605)</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	1 218	(2 769)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	249	165

**Cash-flow organique des activités télécoms**

	2022	2021 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
<b>Cash-flow organique des activités télécoms <sup>(1)</sup></b>	<b>1 445</b>	<b>840</b>

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*, section 1.6.4 *Glossaire financier* et note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés.

**Endettement financier net**

	30 juin 2022	31 déc. 2021 données historiques
(en millions d'euros)		
<b>Endettement financier net <sup>(1)</sup></b>	<b>24 377</b>	<b>24 269</b>

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*, section 1.6.4 *Glossaire financier* et note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2021.

**1.1.2 Synthèse des résultats du premier semestre 2022**

Dans un environnement encore marqué par la crise sanitaire Covid-19, les incertitudes géopolitiques et les effets de l'inflation, le Groupe a réalisé un solide premier semestre 2022, tant sur sa dynamique commerciale que sur ses principaux indicateurs financiers.

Le **chiffre d'affaires** s'établit à 21 297 millions d'euros au premier semestre 2022, en hausse de 2,1 % en données historiques et de 0,1 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2021. En données à base comparable, la légère croissance de 25 millions d'euros des revenus est tirée essentiellement par les services de détail (B2C+B2B, voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), en croissance de 300 millions d'euros sur un an (soit une hausse de 2,0 %), et dans une moindre mesure par les ventes d'équipements, en progression de 49 millions d'euros, alors que les services aux opérateurs, affectés par de moindres cofinancements et par la baisse des tarifs régulés des terminaisons d'appel, reculent de 9 % (soit une baisse de 360 millions euros) par rapport au premier semestre 2021. Les pays d'Afrique & Moyen-Orient restent le principal contributeur de la croissance avec une progression de 7,9 % des revenus sur un an (soit une hausse de 248 millions euros) en données à base comparable. Les Autres pays d'Europe sont également en légère croissance de 0,8 % (soit une augmentation de 24 millions euros) et Totem progresse de 10,2 % (soit une hausse de 30 millions euros) en données à base comparable. En France, le chiffre d'affaires recule de 1,7 % (soit une baisse de 153 millions euros) du fait des moindres cofinancements reçus des opérateurs tiers entre les deux périodes. En Espagne, la baisse des revenus (en recul de 4,3 % sur un an) ralentit grâce au plan de redressement en cours.

L'**activité commerciale** affiche de bonnes performances au premier semestre 2022 dans un environnement toujours très concurrentiel. En données à base comparable, la base de clients convergents du Groupe s'élève ainsi à 11,6 millions de clients au 30 juin 2022, en hausse de 1,2 % sur un an. Les services mobiles comptent 235,7 millions d'accès fin juin 2022 (en hausse de 6,0 % sur un an en données à base comparable), dont 90,1 millions de forfaits (en augmentation de 8,5 % sur un an). Au 30 juin 2022, les services fixes totalisent quant à eux 45,9 millions d'accès (en baisse de 2,0 % sur un an en données à base comparable), dont 13,2 millions d'accès très haut débit toujours en forte croissance (avec une hausse de 18,0 % sur un an). Affecté par le recul tendanciel de la téléphonie fixe classique, les accès fixes bas débit sont en baisse de 13,4 % sur un an en données à base comparable. Enfin, les services financiers mobiles comptent 1,9 million de clients en Europe et 0,8 million de clients en Afrique.

L'**EBITDAaL** ressort à 5 934 millions d'euros au premier semestre 2022, en hausse de 1,7 % en données historiques et de 0,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2021. Le ratio d'EBITDAaL des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 28,1 % au premier semestre 2022, en baisse de 0,1 point en données historiques et en hausse de 0,2 point en données à base comparable, par rapport au premier semestre 2021. Hors effet de la baisse des cofinancements reçus entre les deux périodes, l'EBITDAaL progresserait de 3,0 % en données à base comparable. En données à base comparable, les pays d'Afrique & Moyen-Orient restent le principal contributeur de cette performance, avec une croissance à deux chiffres de 11,6 % sur un an, qui permet de compenser la forte dégradation des services aux Entreprises, en recul de 25,3 %, un chantier prioritaire pour le Groupe.

Le **résultat d'exploitation** ressort à 2 420 millions d'euros, en hausse de 4 172 millions d'euros en données historiques et de 4 142 millions d'euros en données à base comparable par rapport au premier semestre 2021. Le premier semestre 2021 avait été affecté par la comptabilisation d'une dépréciation de 3 702 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'Espagne.

Le **résultat net de l'ensemble consolidé** s'établit à 1 467 millions d'euros au premier semestre 2022, contre une perte de 2 605 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une hausse de 4 071 millions d'euros. Cette augmentation reflète essentiellement la progression de 4 172 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Les **CAPEX économiques** s'élèvent à 3 413 millions d'euros au premier semestre 2022, en baisse de 11,3 % en données historiques et de 8,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2021, en raison principalement de la baisse des investissements bruts dans les réseaux fixes à très haut débit (FTTH) après les importants déploiements réalisés ces dernières années et de l'effet de rattrapage intervenu au premier semestre 2021 dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19. En données à base comparable, Orange compte 60,6 millions de foyers raccordables au FTTH à travers le monde (en croissance de 16,1 % sur un an) au 30 juin 2022, dont 31,2 millions en France (en hausse de 19,5 %) où la base d'accès fixe très haut débit progresse de 24,4 % pour atteindre 6,5 millions d'accès.

Le **cash-flow organique des activités télécoms** s'élève à 1 445 millions d'euros au premier semestre 2022 contre 840 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une hausse de 605 millions d'euros sur un an, principalement du fait de la forte diminution des CAPEX économiques.

L'**endettement financier net** s'élève à 24 377 millions d'euros au 30 juin 2022. Avec une hausse de 108 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2021, l'endettement financier net est quasi-stable. La génération du cash-flow organique des activités télécoms permet de couvrir principalement le paiement du solde du dividende en juin et les décaissements liés aux licences de télécommunication. Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms s'établit à 1,91x au 30 juin 2022, en ligne avec l'objectif d'un ratio autour de 2x à moyen terme.

S'agissant du **dividende**, voir section 1.1.4 *Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes*.

### 1.1.3 Faits marquants

#### Gouvernance

Le 28 janvier 2022, le Conseil d'administration a nommé Christel Heydemann Directrice générale d'Orange à compter du 4 avril 2022. Le Conseil d'administration, qui s'est réuni à la suite de l'Assemblée générale des actionnaires du 19 mai 2022, a élu Jacques Aschenbroich Président non-exécutif du Conseil d'administration. Il a confirmé Christel Heydemann comme Directrice générale et Ramon Fernandez comme Directeur général délégué.

Le 24 mai 2022, Christel Heydemann a décidé de faire évoluer une partie de son équipe de direction pour accélérer la transformation et le développement de certains marchés clés (le B2B et la zone Afrique & Moyen-Orient). Ainsi, Aliette Mousnier-Lompré qui avait assuré la période d'intérim à la suite du départ de Helmut Reisinger en janvier 2022 a été nommée Directrice générale d'Orange Business Services, et Jérôme Hénique a été nommé Directeur général d'Orange Middle East and Africa (MEA) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022, succédant à Alioune Ndiaye qui reste Président non-exécutif d'Orange MEA.

#### Guerre en Ukraine

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le groupe Orange s'est mobilisé pour, en priorité, garantir la sécurité de ses équipes en Ukraine, en Russie et dans les pays limitrophes où le Groupe est présent, assurer la continuité des services pour ses clients, assurer la sécurité de ses infrastructures et pour appliquer de façon stricte les sanctions internationales. Le Groupe a également renforcé son niveau de surveillance en matière de cybersécurité et de résilience, et s'est par ailleurs engagé à apporter son soutien aux populations touchées par le conflit, notamment au travers de différentes actions de solidarité (gratuités, dons et soutiens en nature).

À cet effet, Orange a mis en place une cellule de crise dont les principales missions sont d'établir un suivi régulier de l'évolution des événements et de leurs potentiels impacts pour le Groupe et de coordonner l'ensemble des actions engagées par ses différentes entités.

Le groupe Orange est présent en Russie et en Ukraine essentiellement à travers sa filiale Orange Business Services (OBS). En Russie, OBS compte environ 800 salariés et y a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires d'environ 100 millions d'euros (soit 0,2 % du chiffre d'affaires du Groupe). Le montant des actifs localisés en Russie s'élève à environ 50 millions d'euros au 31 décembre 2021. Compte tenu de la situation, le Groupe a pris la décision de stopper toute nouvelle relation commerciale avec des entités situées en Russie et en Biélorussie, en maintenant uniquement la continuité de l'activité pour les clients existants. En Ukraine, OBS compte 4 salariés. Le chiffre d'affaires réalisé en Ukraine est non significatif.

Orange est présent en tant qu'opérateur grand public dans quatre pays frontaliers de l'Ukraine : la Pologne, la Slovaquie, la Roumanie et la Moldavie. Le Groupe suit de près l'évolution de la situation dans ces pays et participe activement à l'accueil des réfugiés.

Sous réserve que le conflit n'évolue pas vers d'autres zones géographiques et compte tenu de la portée limitée des activités du Groupe en Ukraine, ainsi qu'en Russie et en Biélorussie, les impacts sur les comptes du Groupe restent limités au 30 juin 2022 (voir note 2.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Pour plus d'informations sur les risques auxquels sont exposés le Groupe et ses parties prenantes, voir la section 2.1 *Facteurs de risques* du Document d'enregistrement universel 2021.

## Choc énergétique et inflation

Le contexte inflationniste actuel, en particulier l'augmentation des coûts de l'énergie, pèse sur les marges opérationnelles du Groupe. Compte tenu (i) de la concurrence toujours très vive qui s'exerce sur l'ensemble de ses marchés, (ii) de son modèle de tarification, et (iii) des conditions contractuelles qui ne prévoient pas nécessairement une indexation ou une clause de révision de prix, il n'est pas établi qu'Orange puisse répercuter sur ses clients l'ensemble des hausses de coûts qu'il pourrait subir.

Dans cet environnement macroéconomique difficile marqué par une inflation généralisée, mais également par la guerre en Ukraine, le Groupe concentre ses efforts pour atteindre ses objectifs financiers. Orange dispose à cet égard de plusieurs atouts clés dans cette dynamique inflationniste :

- la stratégie du Groupe a toujours été de proposer plus pour plus (*more for more*) à ses clients en étant très prudent sur l'attractivité de ces opérations afin de maintenir un haut niveau de satisfaction client, comme en atteste les indicateurs de recommandations des clients (*NPS, Net Promoter Score*) d'Orange. Dans ce cadre, des augmentations de prix associées à des offres de services supplémentaires ont eu lieu au cours du premier semestre 2022, notamment en France (voir ci-dessous *Lancement de la nouvelle Livebox 6*), en Belgique, au Luxembourg, en Roumanie et en Slovaquie ;
- les dépenses énergétiques du Groupe ne représentaient qu'environ 2 % des charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDAaL sur l'année 2021. Afin de réduire son exposition aux risques de fluctuation des prix d'achat d'énergie sur les marchés, le Groupe a contractualisé (et continuera de contractualiser) des PPA (*Power Purchase Agreement*) en énergie renouvelable (PPA EnR, voir ci-dessous *Exemplarité sociale et environnementale*) qui lui permettent de couvrir une partie de ces besoins en énergie à un prix fixe sur une période donnée. Fin juillet 2022, le Groupe dispose d'une importante couverture de ses coûts d'énergie à travers des PPA et des achats déjà réalisés sur les marchés. En Europe, 90 % des besoins énergétiques du Groupe sont ainsi couverts pour 2022, et environ 60 % pour 2023. Pour ce qui est des autres achats, BuyIn, la centrale d'achat conjointe d'Orange et Deutsche Telekom, assure par ailleurs un certain pouvoir de négociation au Groupe pour sécuriser les approvisionnements et limiter les hausses de prix ;
- dans la plupart de ses implantations géographiques, les augmentations salariales des entités du Groupe ne sont pas indexées à l'inflation et sont décidées à l'issue d'un processus de négociation. Toutefois, certaines entités sont tenues de répercuter l'inflation sur l'ensemble des salaires, comme c'est le cas en Belgique et au Luxembourg. En France, Orange SA a confirmé une augmentation du budget global des salaires de 3 % en 2022. Orange renforce ainsi son action en faveur du pouvoir d'achat des salariés dans un contexte de hausse de l'inflation, tout en préservant les équilibres financiers du Groupe (voir ci-dessous *Orange, employeur digital et humain*) ;
- l'avance du Groupe en termes de déploiement de réseau, tout particulièrement pour la fibre optique, permet à Orange de limiter son exposition à la hausse des coûts associés ;
- le choix opéré par le Groupe de conserver le contrôle de ses infrastructures, notamment via Totem (voir entête de la section 1 *Rapport d'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2022* et ci-dessous *Optimisation, développement et valorisation des infrastructures mobiles par Totem*) permet de limiter en partie l'exposition du groupe consolidé aux effets d'indexation des loyers de cette classe d'actifs sur l'inflation ;
- pour atteindre ses objectifs, Orange s'appuie également sur son programme d'efficacité opérationnelle Scale Up (voir ci-dessous *Avancement du programme d'efficacité opérationnelle Scale Up*) pour compenser les effets inflationnistes que subit le Groupe ;
- enfin, la solidité du bilan du Groupe, sa politique de financement diversifié et de gestion du risque de taux, ainsi que la qualité de crédit d'Orange (voir note 11 de l'annexe aux comptes consolidés), permettent de limiter l'exposition du Groupe à l'effet d'une hausse des taux d'intérêt.

Pour plus d'informations sur les risques auxquels sont exposés le Groupe et ses parties prenantes, voir la section 2.1 *Facteurs de risques* du Document d'enregistrement universel 2021.

## Optimisation, développement et valorisation des infrastructures mobiles par Totem

Orange a annoncé en février 2021 la création de Totem, la *TowerCo* européenne du Groupe qui détient et gère le portefeuille d'infrastructures mobiles passives des tours de télécommunication en France et en Espagne. La société a démarré ses opérations fin 2021.

En mai 2022, Totem a signé un contrat avec la Société du Grand Paris afin d'équiper la future ligne 15 Sud du métro du Grand Paris Express d'ici 2025. Totem assurera la couverture mobile 5G via le déploiement d'un réseau mobile *indoor DAS (Distributed Antenna System)* composé de près de 1 000 équipements actifs. Totem portera l'intégralité des investissements nécessaires au déploiement de ces infrastructures et commercialisera ensuite jusqu'en 2035 l'accès à l'ensemble du réseau déployé aux opérateurs de téléphonie mobile.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le Groupe présente Totem comme un secteur opérationnel distinct au sein de l'information sectorielle (voir entête de la section 1 *Rapport d'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2022* et note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés).



## Réseaux de télécommunication

### Réseaux d'accès fixes

Orange a poursuivi le déploiement de son réseau de fibre optique à un rythme soutenu au cours du premier semestre 2022. Le Groupe a ainsi raccordé 8,4 millions de foyers supplémentaires au FTTH sur un an et compte, au 30 juin 2022, 60,6 millions de foyers raccordables au FTTH à travers le monde, en croissance de 16,1 % sur un an, dont 31,2 millions en France, 16,1 millions en Espagne, 10,5 millions dans les Autres pays d'Europe et 2,8 millions dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient.

Le nombre total de foyers raccordables à l'ensemble des réseaux très haut débit (FTTH et réseaux câblés) s'élève quant à lui à 62,5 millions au 30 juin 2022.

### Réseaux d'accès mobiles

En février 2022, Orange a annoncé avoir sélectionné ses partenaires industriels pour ses réseaux 5G *Stand Alone* (5G SA) en Europe. Le déploiement de solutions 5G SA est une étape importante qui permettra le développement futur de services à valeur ajoutée, à la demande et personnalisés pour les clients d'Orange, en particulier les entreprises, dans tous les secteurs de l'économie. Le Groupe a notamment choisi Ericsson pour ses cœurs de réseau 5G SA en Espagne, Pologne, Belgique et au Luxembourg, Nokia pour ses cœurs de réseau 5G SA en France et en Slovaquie, ainsi que pour la gestion des données utilisateurs dans tous les pays, et Oracle Communications pour la signalisation et le routage du cœur de réseau 5G dans tous les pays.

Orange a annoncé en mars 2022 l'arrêt progressif de ses réseaux mobiles 2G et 3G d'ici 2030 dans l'ensemble des pays où le Groupe est présent dans l'Union Européenne. L'arrêt des technologies 2G et 3G permettra à Orange d'optimiser la gestion de ses réseaux et de les faire évoluer vers des technologies plus sécurisées et plus économes en énergie comme la 4G ou la 5G. Les radiofréquences actuellement utilisées pour la 2G ou la 3G seront employées pour améliorer la capacité de couverture des réseaux 4G et 5G, tant dans les zones urbaines que rurales.

### Réseaux de transmission

En février 2022, Orange a annoncé sa participation au consortium SEA-ME-WE6 (*Southeast Asia-Middle East-Western Europe 6*) pour la construction d'un nouveau câble sous-marin dit "express" qui reliera la France à Singapour avec une très faible latence et un très haut débit. Orange aura la responsabilité du *landing party* sur le territoire français et accueillera le câble dans ses infrastructures sécurisées de Marseille.

En France, Orange et Enedis ont également annoncé en mai 2022 avoir mutualisé leurs compétences afin de relier l'île de Groix à la fibre optique via la modernisation d'un ancien câble sous-marin datant de 1973. Cette opération permet de relier plus de 3 000 logements à la fibre optique.

## Lancement de la nouvelle Livebox 6

En avril 2022, Orange France a lancé sa nouvelle Livebox 6 qui propose des performances optimisées avec le wifi 6E et la connexion tri-bande et répond à l'intensification des usages dans les foyers depuis 2020. La Livebox 6 est la première box lancée commercialement sur le marché français compatible avec la nouvelle norme Wifi 6E. Elle utilise une nouvelle bande de fréquences 6 GHz et permet un débit fibre jusqu'à 2 Gbit/s descendant (et 800 Mb/s montant). Munie d'une coque en plastique 100 % recyclé et recyclable, sa conception est guidée par la stratégie environnementale du Groupe.

## Transformation digitale du client entreprise

Orange, via sa filiale Orange Business Services, a annoncé en avril 2022 la migration complète du réseau de la société Siemens AG vers une infrastructure SD-WAN (*Software-Defined Wide Area Network*, réseau étendu à définition logicielle) de 1 168 sites répartis dans 94 pays afin de sécuriser l'utilisation de ses applications business via des accès internet. Grâce à la solution Flexible SD-WAN, Orange Business Services, avec son partenaire technologique Cisco, a ainsi réalisé l'un des plus grands déploiement SD-WAN au monde durant la crise sanitaire.

## Orange, employeur digital et humain

A l'issu de la Négociation Annuelle Obligatoire (NAO) sur les salaires en mai 2022, Orange a confirmé une augmentation du budget global des salaires de 3 % en 2022. Orange renforce ainsi son action en faveur du pouvoir d'achat des salariés dans un contexte de hausse marquée de l'inflation, tout en préservant les équilibres financiers du Groupe. De plus, au titre du partage de la valeur de l'exercice 2021, Orange a versé un intéressement supplémentaire de 11 millions d'euros pour atteindre un intéressement total de 177 millions d'euros.

## Exemplarité sociale et environnementale

En mai 2022, Orange est revenu sur le marché obligataire durable avec une émission d'un montant nominal de 500 millions d'euros destinée à financer des projets d'inclusion numérique et sociale ainsi que des projets relatifs à l'efficacité énergétique et à l'économie circulaire. Les obligations ont une maturité de 10 ans et portent un coupon annuel de 2,375 % (voir note 10.4 de l'annexe aux comptes

consolidés). Au 30 juin 2022, suite à l'émission inaugurale de 500 millions d'euros réalisée en 2020, Orange a levé un total d'un milliard d'euros d'obligations durables.

Orange et Samsung ont annoncé en mars 2022 une série d'initiatives visant notamment à réduire le gaspillage et à accroître le cycle de vie des équipements mobiles en Europe parmi lesquelles un programme de reconditionnement certifié des appareils Samsung via les canaux de distribution d'Orange et l'application de la méthodologie Eco Rating permettant d'évaluer l'impact environnemental des téléphones mobiles. De plus, Orange et Samsung généraliseront progressivement l'eSIM (*embedded SIM*) sur une large gamme d'appareil afin de réduire la part des cartes SIM en plastique utilisées sur l'ensemble de la zone couverte en Europe par Orange.

En octobre 2020, Orange lançait en France le programme "RE" autour de trois piliers : le Recyclage, la Reprise et le Reconditionnement, puis en rajoutait un quatrième un an plus tard, la Réparation. En mai 2022, Orange a annoncé étendre ce programme partout en Europe afin de sensibiliser le public à l'impact environnemental des téléphones mobiles et de renforcer son engagement en matière d'économie circulaire dans l'ensemble de ses activités. En France, le taux de collecte a atteint plus de 22 % en 2021 avec l'objectif d'atteindre 30 % d'ici 2025.

En mai 2022, Orange a inauguré deux nouveaux *data centers* en France. D'une superficie de 16 000 m<sup>2</sup>, dont 5 000 m<sup>2</sup> de salles informatiques, ils sont amenés à remplacer d'ici 2030, en complément d'un *data center* inauguré en 2012 en France, les 17 *data centers* actuellement en service qui hébergent les données nationales. Ces nouveaux bâtiments contribuent à l'objectif Net Zéro carbone que s'est fixé le Groupe d'ici 2040 grâce à leur faible impact énergétique : il est inférieur de 30 % par rapport aux *data centers* d'ancienne génération grâce notamment au *free cooling* et aux PPA (*Power Purchase Agreement*) contractualisés avec Boralex, Engie et Total qui permettent de couvrir l'intégralité de la consommation de ces 3 bâtiments avec de l'électricité d'origine renouvelable.

En juin 2022, Orange a lancé en France le programme Orange Digital Center dédié à l'inclusion numérique. Ce programme propose au public un large choix de formules d'éducation au numérique. Accessible à tous, il représente un levier de développement social et économique dans les territoires, y compris ruraux, avec l'appui de partenaires locaux, associations, collectivités locales et mairies. Il incarne l'engagement d'Orange en faveur de l'égalité numérique placée au cœur du plan stratégique [Engage 2025](#).

## Avancement du programme d'efficacité opérationnelle Scale Up

Sur le périmètre défini de coûts indirects de 13,8 milliards d'euros à fin 2019, le Groupe a réalisé au 30 juin 2022 et en cumul depuis début 2020 près de 450 millions d'euros d'économies nettes, soit un montant conforme au rythme annoncé pour le programme Scale Up.

Ces économies résultent principalement des optimisations réalisées sur l'ensemble des métiers du Groupe avec une augmentation de la digitalisation, de la mutualisation et de la rationalisation des organisations internes, et notamment un rééquilibrage des fonctions supports au profit des fonctions opérationnelles.

## Evolution du portefeuille d'actifs

### Accord portant sur le regroupement des activités d'Orange et de MásMóvil en Espagne

Suite aux négociations exclusives entamées en mars 2022, Orange et MásMóvil ont signé en juillet 2022 un accord portant sur le regroupement de leurs activités en Espagne (hors Totem Espagne et MásMóvil Portugal notamment). Ce regroupement prendra la forme d'une co-entreprise à 50/50 contrôlée conjointement par Orange et MásMóvil (Lorca JVCo), avec des droits de gouvernance égaux dans cette nouvelle entreprise.

La transaction est basée sur une valeur d'entreprise de 18,6 milliards d'euros, dont 7,8 milliards d'euros pour Orange Espagne et 10,9 milliards d'euros pour MásMóvil, et sera accompagnée d'une levée de dette sans recours de 6,6 milliards d'euros qui financera, entre autres, un paiement de 5,85 milliards d'euros versé en amont à Orange et aux actionnaires de MásMóvil (Lorca JVCo). La distribution de ces fonds aux actionnaires sera asymétrique car elle intègre un principe d'égalisation en faveur d'Orange. La dette existante de MásMóvil sera maintenue.

L'accord entre les deux sociétés comprend notamment un droit de déclencher une introduction en bourse après une période prédéfinie et sous certaines conditions, ainsi qu'un droit de prise de contrôle par Orange, lui permettant de consolider le nouvel opérateur dans le cadre d'une introduction en bourse. Orange n'est soumis à aucune obligation, ni de céder sa participation, ni d'exercer ces options.

Avec un chiffre d'affaires de plus de 7,3 milliards d'euros, un EBITDAaL de plus de 2,2 milliards d'euros (chiffres estimés pour l'exercice 2022), ainsi que des économies d'échelle et des gains de productivité, le nouvel ensemble sera bien positionné pour entreprendre une expansion plus ambitieuse et durable de ses réseaux FTTH et 5G, et pour contribuer au développement de nouvelles infrastructures de télécommunication en Espagne au bénéfice des consommateurs et des entreprises espagnols. La co-entreprise disposera notamment des moyens de continuer à déployer une infrastructure de réseau en propre, constituant un réel atout sur le marché, notamment un réseau FTTH national et un réseau mobile à la pointe doté d'une large couverture nationale.

A l'issue de la transaction, la co-entreprise sera alors consolidée selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes du groupe Orange (du fait de la perte du contrôle exclusif d'Orange sur les activités concernées).

Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités de concurrence et des autres autorités administratives compétentes et devrait être conclue au cours du second semestre 2023 au plus tard (voir notes 3.2 et 15 de l'annexe aux comptes consolidés).

## Fusion de Deezer et d'I2PO et cotation en bourse de la nouvelle entité

En juillet 2022, Deezer, la plateforme mondiale de streaming musical et audio dont Orange détenait 10,42 % du capital au 30 juin 2022, et I2PO, une SPAC (*Special Purpose Acquisition Company*) ont fusionné. L'entité fusionnée, renommée Deezer, est cotée sur le Compartiment Professionnel du marché réglementé d'Euronext Paris. En amont de l'introduction en bourse, l'opération valorisait les titres Deezer à hauteur de 1,05 milliard d'euros. A l'issue des opérations, Orange détiendra 8,13 % de la nouvelle entité et n'exercera désormais plus d'influence notable sur celle-ci. Les effets de l'opération seront comptabilisés dans les comptes du groupe Orange sur le second semestre 2022 (voir notes 3.2 et 15 de l'annexe aux comptes consolidés).

## Acquisition de 100 % d'Exelus par Enovacom (filiale santé d'Orange Business Services)

En mai 2022, Orange via sa filiale Enovacom, a signé un accord visant à acquérir 100 % d'Exelus, propriétaire d'une solution de télémédecine mobile unique qui offre aux professionnels de santé des outils de pointe pour les actes programmés de téléconsultation, télé-expertise et télé-soin, ainsi que pour la télémédecine d'urgence. Cette acquisition renforce la stratégie d'Orange Business Services dans le développement de solutions au service des professionnels de santé. La réalisation de cette acquisition est intervenue le 6 juillet 2022.

### 1.1.4 Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes

Le Groupe confirme à nouveau ses objectifs financiers pour 2022 (hors opérations non finalisées de croissance externe), point d'étape vers l'atteinte de ses engagements 2023, avec :

- un EBITDAaL (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) en progression de 2,5 % à 3 % ;
- des CAPEX économiques (voir section 1.5.3 *eCAPEX*) n'excédant pas 7,4 milliards d'euros ;
- un cash-flow organique des activités télécoms (voir section 1.5.5 *Cash-flow organique des activités télécoms*) d'au moins 2,9 milliards d'euros ;
- et un ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms (voir section 1.5.7 *Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms*) inchangé autour de 2x à moyen terme.

Orange versera le 7 décembre 2022 un acompte sur le dividende 2022 de 0,30 euro en numéraire. Au titre de l'exercice 2022, le versement d'un dividende de 0,70 euro par action sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires de 2023.

Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont décrits à la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2021. A la date de publication du présent rapport, cette description reste valable et permet d'apprécier les principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2022 (voir également section 1.1.3 *Faits marquants – Guerre en Ukraine et Choc énergétique et inflation*).

## 1.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe

### 1.2.1 Chiffre d'affaires du Groupe

#### 1.2.1.1 Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par secteur <sup>(1)</sup> (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
France	8 827	8 979	8 950	(1,7)%	(1,4)%
Europe	5 325	5 406	5 164	(1,5)%	3,1 %
Espagne	2 265	2 368	2 368	(4,3)%	(4,3)%
Autres pays d'Europe	3 065	3 042	2 800	0,8 %	9,5 %
Eliminations	(5)	(4)	(4)	43,1 %	45,0 %
Afrique & Moyen-Orient	3 381	3 133	3 043	7,9 %	11,1 %
Entreprises	3 888	3 895	3 840	(0,2)%	1,3 %
Totem	328	298	-	10,2 %	-
Opérateurs internationaux & Services partagés	772	742	743	4,0 %	3,9 %
Eliminations	(1 224)	(1 180)	(873)	-	-
<b>Total Groupe</b>	<b>21 297</b>	<b>21 272</b>	<b>20 867</b>	<b>0,1 %</b>	<b>2,1 %</b>

(1) Chiffre d'affaires des activités télécoms (voir note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés). Le Produit Net Bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.3 et 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

Chiffre d'affaires par offre <sup>(1)</sup> (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services de détail (B2C+B2B) <sup>(2)</sup>	15 626	15 326	15 020	2,0 %	4,0 %
Services convergents	3 806	3 671	3 654	3,7 %	4,1 %
Services mobiles seuls	5 454	5 254	5 189	3,8 %	5,1 %
Services fixes seuls	4 567	4 706	4 533	(2,9)%	0,8 %
Services d'intégration et des technologies de l'information	1 799	1 695	1 644	6,2 %	9,4 %
Services aux opérateurs	3 638	3 999	3 906	(9,0)%	(6,8)%
Ventes d'équipements	1 465	1 416	1 391	3,4 %	5,3 %
Autres revenus	567	531	549	6,9 %	3,3 %
<b>Total Groupe</b>	<b>21 297</b>	<b>21 272</b>	<b>20 867</b>	<b>0,1 %</b>	<b>2,1 %</b>

(1) Chiffre d'affaires des activités télécoms (voir note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés). Le Produit Net Bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.3 et 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

(2) Voir section 1.6.4 Glossaire financier.

Au premier semestre 2022, le chiffre d'affaires du groupe Orange s'établit à 21 297 millions d'euros, soit une hausse de 2,1 % en données historiques et de 0,1 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2021.

### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 2,1 % du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, soit une hausse de 430 millions d'euros, s'explique :

- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 283 millions d'euros et qui comprend principalement l'effet de la prise de contrôle de Telekom Romania Communications (TKR, renommée Orange Romania Communications) le 30 septembre 2021 pour 267 millions d'euros ;
- l'effet positif des variations de change, qui représente 122 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution du dollar américain et du franc guinéen par rapport à l'euro ;
- et l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 25 millions d'euros du chiffre d'affaires.

### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 25 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, soit une progression de 0,1 %, résulte principalement :

- de la hausse de 199 millions d'euros (soit une progression de 3,8 %) des **Services mobiles seuls** relative (i) à la forte progression des services mobiles (prépayés et forfaits) dans la grande majorité des pays d'Afrique & Moyen-Orient, tirée en grande partie par la croissance des services de données, et accessoirement à la hausse des forfaits mobiles seuls en France et en Pologne, (ii) en partie compensée par le recul des services mobiles seuls en Espagne dans un contexte où la polarisation des offres et le glissement général du marché vers les offres à bas coûts se poursuivent. Avec la fin des restrictions liées à la crise sanitaire Covid-19, les revenus issus de l'itinérance (*roaming*) des clients progressent dans tous les pays ;
- de la progression de 135 millions d'euros (soit une hausse de 3,7 %) des **Services convergents**, en progression dans tous les pays européens, à l'exception de l'Espagne où ces revenus sont quasiment stables ;
- de l'augmentation de 104 millions d'euros (soit une hausse de 6,2 %) des **Services d'intégration et des technologies de l'information**, principalement pour les services aux Entreprises (tirés par les services de cybersécurité, de *cloud* et de *digital & data*), et dans une moindre mesure, en Pologne ;
- de la croissance de 49 millions d'euros (soit une hausse de 3,4 %) des **Ventes d'équipements**, (i) portée principalement par les ventes d'équipements mobiles pour les services aux Entreprises (en raison du contrat majeur NEO signé avec la Gendarmerie nationale et la Police nationale en France) et, accessoirement, en France (avec une demande de terminaux mobiles à plus forte valeur) et dans les Autres pays d'Europe, (ii) partiellement compensées par le recul des ventes d'équipements aux entreprises en Espagne (contre-effet du rattrapage des ventes constaté au premier semestre 2021 après la crise sanitaire Covid-19) ;
- et de l'augmentation de 37 millions d'euros (soit une hausse de 6,9 %) des **Autres revenus**, à la fois en Pologne (progression de l'activité de revente d'énergie) et pour les services aux Opérateurs internationaux & Services partagés (croissance des prestations de conseil de Sofrecom et des activités de pose d'Orange Marine).

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par la diminution de 360 millions d'euros (soit une baisse de 9,0 %) des **Services aux opérateurs**, essentiellement en France, et dans une moindre mesure, en Europe (principalement en Pologne et en Espagne). En France, le recul des services aux opérateurs est lié principalement (i) à la baisse des cofinancements de lignes FTTH reçus des autres opérateurs, (ii) au déclin des revenus du dégroupage sur le réseau cuivre, et (iii) accessoirement, au recul de l'interconnexion mobile et fixe (baisse des terminaisons d'appels mobiles et fixes), (iv) en partie compensés par la progression des locations de lignes FTTH aux opérateurs tiers et par les activités de construction des réseaux de fibre optique (Réseaux d'Initiative Publique, RIP). En Europe, la diminution des services aux opérateurs résulte essentiellement (i) des baisses de tarifs des terminaisons d'appels mobiles et fixes, du fait des réglementations, et (ii) du recul du transit international, particulièrement en Espagne et en Pologne. Avec la fin des restrictions liées à la crise sanitaire Covid-19, les revenus issus de l'itinérance (*roaming*) des visiteurs progressent dans tous les pays ;
- et par la décroissance de 138 millions d'euros (soit une baisse de 2,9 %) des **Services fixes seuls**, en raison principalement :

- de la baisse tendancielle des services fixes seuls bas débit (téléphonie classique) en France, et dans une moindre mesure, dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient et en Pologne,
- et de la diminution des services fixes seuls pour les services aux Entreprises, liée (i) au recul des services de voix (avec la baisse tendancielle de la téléphonie fixe classique), et (ii) à la diminution des services de données (en raison essentiellement de la tendance générale à la transformation des technologies des services, notamment à l'international, et accessoirement, de la baisse des services de télédiffusion satellitaire),
- en partie compensées par la croissance des services fixes seuls haut débit en France et dans les pays d'Afrique et Moyen-Orient, en lien avec la progression des offres de fibre optique.

L'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires par secteur opérationnel est détaillée dans la section 1.3 *Analyse par secteur opérationnel*.

### 1.2.1.2 Nombre de clients

<b>Nombre de clients</b> (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	<b>2022</b>	<b>2021</b> données à base comparable	<b>2021</b> données historiques	<b>Var. (%)</b> données à base comparable	<b>Var. (%)</b> données historiques
<b>Services convergents</b>					
Nombre de clients des services convergents	11 552	11 418	11 185	1,2 %	3,3 %
<b>Services mobiles</b>					
<b>Nombre d'accès mobiles</b> <sup>(1) (3) (4)</sup>	<b>235 746</b>	<b>222 485</b>	<b>221 569</b>	<b>6,0 %</b>	<b>6,4 %</b>
Dont : Accès mobiles des clients convergents	21 056	20 595	20 160	2,2 %	4,4 %
Accès mobiles seuls	214 690	201 890	201 409	6,3 %	6,6 %
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	90 138	83 046	82 130	8,5 %	9,8 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	145 607	139 439	139 439	4,4 %	4,4 %
<b>Services fixes</b>					
<b>Nombre d'accès fixes</b> <sup>(4)</sup>	<b>45 916</b>	<b>46 831</b>	<b>44 932</b>	<b>(2,0)%</b>	<b>2,2 %</b>
Accès fixes <i>Retail</i>	31 072	31 377	29 478	(1,0)%	5,4 %
Dont : Accès fixes Haut débit	24 002	23 214	22 257	3,4 %	7,8 %
Dont : Accès fixes Très haut débit	13 224	11 203	10 742	18,0 %	23,1 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	11 552	11 418	11 185	1,2 %	3,3 %
Accès fixes seuls	12 450	11 796	11 072	5,5 %	12,5 %
Accès fixes Bas débit	7 070	8 163	7 222	(13,4)%	(2,1)%
Accès fixes <i>Wholesale</i>	14 845	15 453	15 453	(3,9)%	(3,9)%
<b>Total Groupe</b> <sup>(2) (3)</sup>	<b>281 662</b>	<b>269 316</b>	<b>266 501</b>	<b>4,6 %</b>	<b>5,7 %</b>

(1) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(2) Nombre d'accès des services mobiles et des services fixes.

(3) Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, une flotte supplémentaire de cartes SIM mobiles M2M a été intégrée dans la base d'accès mobile du segment opérationnel Entreprise, et par conséquent, du groupe Orange. Les données opérationnelles du premier semestre 2021 ont été retraitées pour tenir compte de ce changement : l'intégration rétroactive de cette base représente environ 3,33 millions d'accès mobiles M2M au 30 juin 2021.

(4) Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, un transfert interne (entre technologies) a été effectué en Egypte, de la base d'accès mobile vers la base d'accès fixe haut débit. Les données opérationnelles du premier semestre 2021 ont été retraitées pour tenir compte de ce changement : le transfert rétroactif de cette base représente environ 162 000 accès au 30 juin 2021.

## 1.2.2 Résultats opérationnels du Groupe

### 1.2.2.1 EBITDAaL du Groupe

Cette section présente le passage du chiffre d'affaires à l'EBITDAaL du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, tel que présenté dans la section 1.5.2 *EBITDAaL* et dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.



	2022	2021	2021	Var. (%)	Var. (%)
(au 30 juin, en millions d'euros)		données à base comparable	données historiques	données à base comparable	données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>21 297</b>	<b>21 272</b>	<b>20 867</b>	<b>0,1 %</b>	<b>2,1 %</b>
Achats externes <sup>(1) (2)</sup>	(9 039)	(9 005)	(8 733)	0,4 %	3,5 %
Charges commerciales, coûts d'équipements et contenus <sup>(1) (2)</sup>	(3 672)	(3 568)	(3 483)	2,9 %	5,4 %
Achats et reversements aux opérateurs <sup>(1)</sup>	(2 104)	(2 307)	(2 198)	(8,8)%	(4,3)%
Autres charges de réseau et charges informatiques <sup>(1)</sup>	(1 784)	(1 756)	(1 766)	1,6 %	1,0 %
Autres achats externes <sup>(1) (2)</sup>	(1 479)	(1 374)	(1 286)	7,6 %	15,0 %
Autres produits et charges opérationnels <sup>(1) (2)</sup>	145	69	96	109,6 %	51,5 %
Charges de personnel <sup>(1) (2)</sup>	(4 361)	(4 411)	(4 373)	(1,1)%	(0,3)%
Impôts et taxes d'exploitation <sup>(1) (2)</sup>	(1 235)	(1 199)	(1 188)	3,0 %	3,9 %
Dotations aux amortissements des actifs financés	(47)	(41)	(41)	14,5 %	14,5 %
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(762)	(734)	(731)	3,9 %	4,3 %
Pertes de valeur des droits d'utilisation <sup>(2)</sup>	(1)	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(3)</sup>	(1)	(1)	(1)	10,6 %	10,6 %
Intérêts sur dettes locatives <sup>(3)</sup>	(61)	(59)	(58)	4,4 %	6,4 %
<b>EBITDAaL <sup>(3)</sup></b>	<b>5 934</b>	<b>5 891</b>	<b>5 837</b>	<b>0,7 %</b>	<b>1,7 %</b>

(1) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Données ajustées (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2022, l'EBITDAaL du groupe Orange ressort à 5 934 millions d'euros (dont 5 989 millions d'euros au titre des activités télécoms et une perte de 56 millions d'euros au titre des activités des Services Financiers Mobiles), en hausse de 1,7 % en données historiques et de 0,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2021. Le ratio d'EBITDAaL des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 28,1 % au premier semestre 2022, en baisse de 0,1 point en données historiques et en hausse de 0,2 point en données à base comparable, par rapport au premier semestre 2021.

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 1,7 % de l'EBITDAaL du Groupe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, soit une hausse de 97 millions d'euros, s'explique :

- par l'effet positif des variations de change qui s'établit à 46 millions d'euros, compte-tenu essentiellement de l'évolution du dollar américain et du franc guinéen par rapport à l'euro ;
- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations pour 9 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 42 millions d'euros de l'EBITDAaL.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 0,7 %, soit 42 millions d'euros, de l'EBITDAaL du Groupe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, s'explique principalement :

- par la baisse de 8,8 %, soit 203 millions d'euros, des achats et reversements aux opérateurs <sup>(\*)</sup> résultant principalement du recul généralisé des charges d'interconnexion (particulièrement marqué en Pologne, en Roumanie, en Espagne et en France, et dans une moindre mesure, pour les services aux Entreprises et en Côte d'Ivoire), en lien (i) avec les baisses réglementaires des tarifs des terminaisons d'appel dans plusieurs pays, notamment en Europe et dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient, et (ii) avec la décroissance générale de l'activité des services fixes et mobiles aux opérateurs ;
- par l'augmentation de 76 millions d'euros des autres produits opérationnels ajustés (nets des autres charges opérationnelles ajustées <sup>(\*)</sup>), qui s'explique essentiellement (i) par la baisse des dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms (en grande partie en France, en Europe et pour les services aux Opérateurs internationaux & Services partagés), liée principalement à la réappréciation du risque de non-recouvrement des créances clients au 30 juin 2022 (voir notes 4 et 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés), et (ii) par l'augmentation des autres produits opérationnels ajustés en Pologne, liée à la création de la *FiberCo* en Pologne fin août 2021 (refacturation de coûts de construction, de supervision et de location) ;
- par la diminution de 1,1 %, soit 50 millions d'euros, des charges de personnel ajustées <sup>(\*)</sup>, qui résulte essentiellement (i) de l'effet de la baisse de 3,1 % du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein <sup>(\*)</sup>), représentant une diminution de 4 223 employés en équivalent temps plein (majoritairement en France, et dans une moindre mesure, en Pologne et en Espagne), (ii) en partie compensée par l'effet des politiques salariales en France et à l'international (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) ;
- et par la progression de 0,1 % du chiffre d'affaires, soit 25 millions d'euros ;

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par l'augmentation de 7,6 %, soit 105 millions d'euros, des autres achats externes ajustés <sup>(\*)</sup>, relative principalement (i) à la progression des frais généraux (après deux années de baisse), en raison notamment de la reprise des déplacements et des missions de conseil et d'assistance (avec la fin des restrictions liées à la crise sanitaire Covid-19) et de la hausse des coûts

(\*) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

d'énergie des véhicules (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), et (ii) à la progression des coûts d'achat d'énergie pour revente en Pologne et des coûts de construction de réseau pour revente à autrui en France (Réseaux d'Initiative Publique, RIP) ;

- par la croissance de 2,9 %, soit 104 millions d'euros, des charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus ajustés (\*), essentiellement liée (i) à la progression des coûts des terminaux et autres équipements vendus pour les services aux Entreprises (en raison du contrat majeur NEO signé avec la Gendarmerie nationale et la Police nationale en France), dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (en lien avec la croissance générale de l'activité et avec Orange Money), et dans une moindre mesure, en Pologne, et (ii) accessoirement, à l'augmentation des coûts de contenus, principalement en Espagne ;
- par la hausse de 3,0 %, soit 36 millions d'euros, des impôts et taxes d'exploitation ajustés (\*), essentiellement dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (en lien avec la progression de l'activité) ;
- par la progression de 3,9 %, soit 29 millions d'euros, des dotations aux amortissements des droits d'utilisation, essentiellement en France en raison principalement de l'augmentation des locations à la ligne sur les réseaux tiers (FTTH) ;
- et par l'augmentation de 1,6 %, soit 28 millions d'euros, des autres charges de réseau et charges informatiques (\*), du fait notamment de la hausse des coûts d'énergie pour les réseaux fixes et mobiles, principalement en Europe, dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient et pour Totem (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), atténuée par de moindres taxes sur l'énergie en France.

### 1.2.2.2 Résultat d'exploitation du Groupe

Cette section présente le passage de l'EBITDAaL au résultat d'exploitation du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, tel que présenté dans la section 1.5.2 *EBITDAaL* et dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques
<b>EBITDAaL</b>	<b>5 934</b>	<b>5 891</b>	<b>5 837</b>
Principaux litiges	(2)	(89)	(89)
Charges spécifiques de personnel	35	(41)	(41)
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	36	27	12
Coûts des programmes de restructuration	(41)	(306)	(305)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(21)	(20)	(20)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 585)	(3 531)	(3 499)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	3	0	(0)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	(3 702)	(3 702)
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(2)	(4)	(4)
Résultat des entités mises en équivalence	1	(6)	1
Neutralisation des intérêts sur dettes liés aux actifs financés <sup>(1)</sup>	1	1	1
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives <sup>(1)</sup>	61	59	58
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 420</b>	<b>(1 722)</b>	<b>(1 752)</b>

(1) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2022, le résultat d'exploitation du groupe Orange ressort à 2 420 millions d'euros (dont 2 499 millions d'euros au titre des activités télécoms et une perte de 80 millions d'euros au titre des activités des Services Financiers Mobiles), en hausse de 4 172 millions d'euros en données historiques et de 4 142 millions d'euros en données à base comparable par rapport au premier semestre 2021.

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 4 172 millions d'euros du résultat d'exploitation du Groupe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, s'explique :

- (i) par l'effet positif des variations de change qui s'établit à 37 millions d'euros, compte-tenu essentiellement de l'évolution du dollar américain et du franc guinéen par rapport à l'euro, (ii) en partie compensé par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 7 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 4 142 millions d'euros du résultat d'exploitation.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 4 142 millions d'euros du résultat d'exploitation du Groupe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, s'explique :

- principalement par le contre-effet de la dépréciation, au premier semestre 2021, de 3 702 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'Espagne (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés). Cette perte de valeur en Espagne reflétait principalement l'évolution du contexte concurrentiel qui continuait de se dégrader malgré les opérations de consolidation du marché (marqué par l'érosion du revenu moyen par utilisateur) et les incertitudes liées au prolongement de la crise sanitaire Covid-19 (décalage sur l'horizon attendu de reprise économique) ;

(\*) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

- et accessoirement :
  - par la baisse de 266 millions d'euros des coûts des programmes de restructuration, en raison essentiellement du contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, des coûts des programmes de restructuration en Espagne (plans de départs des salariés) et pour les services aux Opérateurs internationaux & Services partagés (au titre notamment de l'optimisation du patrimoine immobilier),
  - par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge nette sur principaux litiges de 89 millions d'euros, qui correspondait à la réappréciation du risque sur différents contentieux ;
  - par la diminution de 77 millions d'euros des charges spécifiques de personnel, liée principalement aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France). Au premier semestre 2022, les charges liées aux dispositifs TPS incluent un gain actuariel de 84 millions d'euros lié à la courbe de taux d'actualisation en forte hausse dans le contexte macroéconomique actuel, contre une perte actuarielle de 1 million d'euros au premier semestre 2021 (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
  - et par la progression de 42 millions d'euros de l'EBITDAaL ;
- en partie compensés par la croissance de 55 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs immobilisés (majoritairement en France), en lien notamment avec les importants investissements réalisés ces dernières années, en particulier dans le cadre des déploiements des réseaux fixes (FTTH) et mobiles.

### 1.2.3 Résultat net du Groupe

	2022	2021 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 420</b>	<b>(1 752)</b>
Coût de l'endettement financier brut (hors actifs financés)	(297)	(461)
Intérêts sur dettes liés aux actifs financés <sup>(1)</sup>	(1)	(1)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	(9)	(5)
Gain (perte) de change	(40)	57
Intérêts sur dettes locatives <sup>(1)</sup>	(61)	(58)
Autres produits et charges financiers	36	32
<b>Résultat financier</b>	<b>(373)</b>	<b>(436)</b>
Impôts sur les sociétés	(580)	(417)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1 467</b>	<b>(2 605)</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	1 218	(2 769)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	249	165

(1) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2022, le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'établit à 1 467 millions d'euros, contre une perte de 2 605 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une hausse de 4 071 millions d'euros. Cette augmentation s'explique (i) principalement par la progression de 4 172 millions d'euros du résultat d'exploitation, et (ii) accessoirement, par l'amélioration de 63 millions d'euros du résultat financier, (iii) en partie compensées par l'augmentation de 163 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés.

L'amélioration de 63 millions d'euros du résultat financier (voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés) entre les deux périodes résulte principalement :

- de la diminution du coût de l'endettement financier brut hors actifs financés, en raison (i) de la variation de juste valeur de dérivés mis en place pour profiter des conditions de marché actuelles favorables sur les émissions futures, (ii) de la variation de l'effet taux des dérivés couvrant la dette libellée en zloty polonais, et (iii) dans une moindre mesure, de la baisse des intérêts obligataires après couvertures ;
- partiellement compensée par la détérioration du résultat de change, liée essentiellement à l'effet des instruments dérivés (*cross currency swaps*) mis en place par le Groupe pour couvrir son exposition économique sur les titres subordonnés émis en livres sterling, dont la réévaluation au titre du risque de change n'est pas comptabilisée (voir notes 10.2 et 13.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

L'augmentation de 163 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés (voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés) entre les deux périodes s'explique essentiellement :

- par la hausse de la charge d'impôt exigible en raison du contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'un produit d'impôt exigible de 372 millions d'euros relatif à la réestimation d'une charge d'impôt comptabilisée antérieurement aux périodes présentées ;
- en partie compensée par la baisse de la charge d'impôt différé liée principalement au contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, (i) d'une charge de 188 millions d'euros au titre des impôts différés passifs comptabilisés au Royaume-Uni sur la marque Orange suite à l'évolution du taux d'impôt, et (ii) d'une dépréciation de 140 millions d'euros des impôts différés actifs de l'Espagne.



Après prise en compte du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (voir note 13.6 de l'annexe aux comptes consolidés), le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 1 218 millions d'euros au premier semestre 2022, contre une perte de 2 769 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une augmentation de 3 988 millions d'euros.

## 1.2.4 Résultat global du Groupe

Le passage du résultat net de l'ensemble consolidé au résultat global consolidé du Groupe est détaillé dans l'*Etat du résultat global consolidé*.

## 1.2.5 Investissements du Groupe

Investissements incorporels et corporels <sup>(1)</sup> (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
eCAPEX	3 413	3 737	3 845	(8,7)%	(11,3)%
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés <sup>(2)</sup>	124	62	48	100,1 %	158,8 %
Licences de télécommunication	244	295	293	(17,3)%	(16,7)%
Actifs financés <sup>(3)</sup>	69	23	23	204,7 %	204,7 %
<b>Total Groupe</b>	<b>3 850</b>	<b>4 117</b>	<b>4 208</b>	<b>(6,5)%</b>	<b>(8,5)%</b>

(1) Voir note 1.5 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés inclus dans les CAPEX économiques (eCAPEX).

(3) Les actifs financés comprennent les décodeurs (*set-up box*) en France financés par un intermédiaire bancaire et qui répondent au critère normatif de la définition d'une immobilisation selon IAS 16.

Entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, la diminution des investissements incorporels et corporels du Groupe résulte (i) du recul des investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication, et (ii) accessoirement, de la baisse des dépenses relatives aux licences de télécommunication, (iii) en partie compensées par la progression des dépenses liées aux actifs financés.

Les investissements financiers (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) du Groupe sont détaillés dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés* et dans la section 1.4.1 *Situation et flux de trésorerie des activités télécoms*.

### 1.2.5.1 CAPEX économiques

Au premier semestre 2022, les CAPEX économiques du groupe Orange représentent 3 413 millions d'euros (dont 3 399 millions d'euros au titre des activités télécoms et 14 millions d'euros au titre des activités des Services Financiers Mobiles), en baisse de 11,3 % en données historiques et de 8,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2021. Le ratio de CAPEX économiques rapportés au chiffre d'affaires des activités télécoms s'établit à 16,0 % au premier semestre 2022, en baisse de 2,4 points en données historiques et de 1,5 point en données à base comparable par rapport au premier semestre 2021.

Les CAPEX économiques sont en baisse pour le second semestre consécutif.

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 11,3 % des CAPEX économiques du Groupe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, soit une baisse de 433 millions d'euros, s'explique :

- (i) par l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations qui représente 123 millions d'euros, et qui comprend principalement l'effet de la perte de contrôle exclusif d'Orange Concessions pour 133 millions d'euros, suite à la cession de 50 % du capital le 3 novembre 2021, (ii) en partie compensé par l'effet positif des variations de change qui s'établit à 14 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 324 millions d'euros des CAPEX économiques.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 324 millions d'euros des CAPEX économiques du Groupe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, soit une baisse de 8,7 %, s'explique principalement :

- par la forte décroissance des investissements bruts dans les réseaux fixes à très haut débit (FTTH), essentiellement en France, et dans une moindre mesure, en Europe (Pologne, Espagne), après les importants déploiements réalisés ces dernières années. Au 30 juin 2022, le Groupe compte désormais 60,6 millions de foyers raccordables au FTTH à travers le monde (en croissance de 16,1 % sur un an), dont 31,2 millions en France, 16,1 millions en Espagne, 10,5 millions dans les Autres pays d'Europe et 2,8 millions dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient. Le nombre total de foyers raccordables à l'ensemble des réseaux très haut débit (FTTH et réseaux câblés) s'élève quant à lui à 62,5 millions au 30 juin 2022 ;
- par la diminution des dépenses d'investissement dans les réseaux historiques fixes et mobiles en France, et dans une moindre mesure, en Pologne, en lien avec la migration progressive des clients sur les réseaux fixes et mobiles à très haut débit (FTTH et 4G / 5G) ;
- par l'augmentation des cessions d'actifs immobilisés, essentiellement en France (rotation des actifs induite notamment par la commercialisation de la fibre optique) et en Pologne (cessions immobilières réalisées dans le cadre de l'optimisation du patrimoine immobilier) ;

- et par le recul des CAPEX économiques relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, en France et en Europe ;
- en partie compensés (i) par la baisse des cofinancements reçus en France (s'agissant du déploiement de la fibre optique, les investissements du Groupe bénéficient de cofinancements reçus des opérateurs tiers et de subventions qui viennent en minoration des CAPEX économiques), et (ii) par la progression des investissements dans les réseaux mobiles à très haut débit (4G / 5G), principalement dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient, en Espagne et en France.

### 1.2.5.2 Licences de télécommunication

Au premier semestre 2022, les licences de télécommunication s'élèvent à 244 millions d'euros et concernent principalement (i) l'Egypte pour 203 millions d'euros, avec l'acquisition d'une licence 4G (pour un bloc de fréquences de 15 Mhz dans la bande de fréquences 2 600 MHz), et accessoirement, (ii) la Slovaquie pour 16 millions d'euros (acquisition d'une licence 5G), et (iii) la Belgique pour 11 millions d'euros. S'agissant des enchères des licences 2G, 3G, 4G et 5G ayant eu lieu en Belgique au premier semestre 2022, voir la note 14.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au premier semestre 2021, les licences de télécommunication s'élevaient à 293 millions d'euros en données historiques et concernaient principalement (i) la France pour 207 millions d'euros (avec le renouvellement de licences 2G dans les bandes de fréquences 900 MHz et 1 800 MHz), l'Espagne pour 64 millions d'euros (essentiellement au titre de licences 5G), la Belgique pour 11 millions d'euros et la Guinée pour 10 millions d'euros.

Par ailleurs, les licences de télécommunication peuvent donner lieu, dans certains cas, à des redevances annuelles comptabilisées en impôts et taxes d'exploitation dans le *Compte de résultat consolidé*.

## 1.3 Analyse par secteur opérationnel

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, les principales données opérationnelles (données financières et effectifs) par secteur pour les premiers semestres 2022, 2021 en données à base comparable et 2021 en données historiques.

Pour plus de détails concernant les informations sectorielles, voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Exercices clos le 30 juin (en millions d'euros)	France			Europe		Afrique & Moyen-Orient
	Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe	Total Europe		
<b>2022</b>						
Chiffre d'affaires	8 827	2 265	3 065	(5)	5 325	3 381
EBITDAaL	3 035	524	799	-	1 323	1 214
Résultat d'exploitation	1 436	(19)	278	-	260	739
eCAPEX	1 673	465	369	-	835	609
Licences de télécommunication	8	6	27	-	33	203
Nombre moyen d'employés	47 009	6 169	21 653	-	27 822	14 380
<b>2021 – Données à base comparable</b>						
Chiffre d'affaires	8 979	2 368	3 042	(4)	5 406	3 133
EBITDAaL	3 063	562	753	-	1 315	1 088
Résultat d'exploitation	1 480	(3 809)	173	-	(3 636)	604
eCAPEX	2 004	447	422	-	869	540
Licences de télécommunication	207	64	11	-	75	13
Nombre moyen d'employés	49 813	6 729	22 829	-	29 558	14 575
<b>2021 – Données historiques</b>						
Chiffre d'affaires	8 950	2 368	2 800	(4)	5 164	3 043
EBITDAaL	3 181	610	749	-	1 359	1 051
Résultat d'exploitation	1 548	(3 773)	189	-	(3 584)	579
eCAPEX	2 171	457	413	-	870	525
Licences de télécommunication	207	64	11	-	75	11
Nombre moyen d'employés	49 927	6 749	19 251	-	26 000	14 575

(1) Au premier semestre 2021, les données historiques relatives à Totem font parties intégrantes des secteurs opérationnels France, Espagne et, très accessoirement, Opérateurs Internationaux & Services Partagés (voir entête de la section 1 *Rapport d'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2022* et note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Entreprises	Totem <sup>(1)</sup>	Opérateurs Internationaux & Services Partagés	Eliminations Activités télécoms	Total Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations Groupe	Total Groupe
3 888	328	772	(1 220)	<b>21 301</b>	-	(4)	<b>21 297</b>
364	180	(128)	-	<b>5 989</b>	(56)	0	<b>5 934</b>
152	120	(207)	-	<b>2 499</b>	(80)	0	<b>2 420</b>
144	44	94	-	<b>3 399</b>	14	-	<b>3 413</b>
-	-	-	-	<b>244</b>	-	-	<b>244</b>
<b>28 681</b>	<b>152</b>	<b>12 155</b>	<b>-</b>	<b>130 199</b>	<b>916</b>	<b>-</b>	<b>131 115</b>
3 895	298	742	(1 177)	<b>21 276</b>	-	(4)	<b>21 272</b>
488	177	(184)	-	<b>5 947</b>	(56)	1	<b>5 891</b>
300	121	(514)	-	<b>(1 646)</b>	(77)	1	<b>(1 722)</b>
159	41	110	-	<b>3 724</b>	13	-	<b>3 737</b>
-	-	-	-	<b>295</b>	-	-	<b>295</b>
<b>27 953</b>	<b>60</b>	<b>12 437</b>	<b>-</b>	<b>134 397</b>	<b>942</b>	<b>-</b>	<b>135 338</b>
3 840	-	743	(869)	<b>20 870</b>	-	(4)	<b>20 867</b>
484	-	(182)	-	<b>5 893</b>	(56)	1	<b>5 837</b>
295	-	(514)	-	<b>(1 676)</b>	(77)	1	<b>(1 752)</b>
157	-	110	-	<b>3 832</b>	13	-	<b>3 845</b>
-	-	-	-	<b>293</b>	-	-	<b>293</b>
<b>27 990</b>	<b>-</b>	<b>12 719</b>	<b>-</b>	<b>131 211</b>	<b>942</b>	<b>-</b>	<b>132 153</b>

### 1.3.1 France

France (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	8 827	8 979	8 950	(1,7)%	(1,4)%
EBITDAaL	3 035	3 063	3 181	(0,9)%	(4,6)%
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	34,4 %	34,1 %	35,5 %	0,3 pt	(1,2 pt)
Résultat d'exploitation	1 436	1 480	1 548	(3,0)%	(7,3)%
eCAPEX	1 673	2 004	2 171	(16,5)%	(22,9)%
eCAPEX / Chiffre d'affaires	19,0 %	22,3 %	24,3 %	(3,4 pt)	(5,3 pt)
Licences de télécommunication <sup>(1)</sup>	8	207	207	(96,3)%	(96,3)%
Nombre moyen d'employés	47 009	49 813	49 927	(5,6)%	(5,8)%

(1) Voir section 1.2.5.2 Licences de télécommunication.

#### 1.3.1.1 Chiffre d'affaires – France

France (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>8 827</b>	<b>8 979</b>	<b>8 950</b>	<b>(1,7)%</b>	<b>(1,4)%</b>
Services de détail (B2C+B2B)	5 466	5 383	5 383	1,6 %	1,6 %
Services convergents	2 406	2 317	2 317	3,8 %	3,8 %
Services mobiles seuls	1 154	1 122	1 122	2,8 %	2,8 %
Services fixes seuls	1 907	1 944	1 944	(1,9)%	(1,9)%
Services fixes seuls haut débit	1 473	1 418	1 415	3,8 %	4,1 %
Services fixes seuls bas débit	434	525	529	(17,4)%	(18,0)%
Services aux opérateurs	2 455	2 710	2 720	(9,4)%	(9,7)%
Ventes d'équipements	552	538	523	2,7 %	5,7 %
Autres revenus	353	349	325	1,1 %	8,6 %

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 124 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 intègre (i) l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations pour 29 millions d'euros, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 153 millions d'euros du chiffre d'affaires.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 153 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, soit une baisse de 1,7 %, s'explique essentiellement (i) par le recul des services aux opérateurs et, dans une moindre mesure, par la diminution des services de téléphonie classique (bas débit), (ii) partiellement compensés par l'augmentation des services convergents, par la progression des services fixes seuls haut débit, et accessoirement, par la croissance des services mobiles seuls et des ventes d'équipements.

Dans le détail, le recul de 153 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre les deux périodes résulte principalement :

- de la décroissance de 255 millions d'euros des **Services aux opérateurs**, en raison principalement (i) de la baisse des cofinancements de lignes FTTH reçus des autres opérateurs, (ii) du déclin des revenus du dégroupage sur le réseau cuivre, et (iii) accessoirement, du recul des revenus d'interconnexion mobiles et fixes (baisse des terminaisons d'appels mobiles et fixes), (iv) en partie compensés par la progression des locations de lignes FTTH aux opérateurs tiers et par les activités de construction de réseaux de fibre optique (RIP) ;
- et du recul du chiffre d'affaires des **Services fixes seuls bas débit**, en raison de la baisse tendancielle de la téléphonie classique (en recul de 17,4 %, soit une diminution de 91 millions d'euros) et de la migration des clients vers les offres fixes haut débit (FTTH) et convergentes.

Cette diminution est en partie compensée :

- par l'augmentation de 89 millions d'euros des **Services convergents** qui continuent leur progression, avec une croissance de 0,9 % de la base de clients convergents sur un an. Cette croissance en volume s'accompagne par ailleurs d'une croissance en valeur. L'ARPO convergent semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) progresse de 2,3 % entre le 30 juin 2021 et le 30 juin 2022, porté (i) par un effet mix favorable, avec des offres convergentes à plus forte valeur, notamment grâce à la fibre, et (ii) par un retour à la croissance des revenus d'itinérance hors forfait avec la reprise des déplacements et du tourisme. Par ailleurs, le nombre de téléphones mobiles au sein des foyers continue de croître, avec 10,0 millions de clients mobiles convergents au 30 juin 2022 (en croissance de 1,5 % sur un an), soit 1,7 accès mobile par client convergent ;
- par la progression du chiffre d'affaires des **Services fixes seuls haut débit** (en augmentation de 54 millions d'euros, soit une hausse de 3,8 %), en raison (i) de la progression de 2,6 % de la base d'accès fixes seuls haut débit sur un an, et (ii) de la croissance de 0,9 % de l'ARPO fixe seul haut débit semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) entre les deux périodes ;

- par la croissance de 31 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services mobiles seuls**, tirée à la fois (i) par la hausse de 0,7 % de l'ARPO mobile seul semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) entre les deux périodes, et (ii) par l'augmentation de 1,4 % de la base d'accès mobiles seuls ;
- et par l'augmentation de 14 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Ventes d'équipements**, liée à une demande de terminaux mobiles à plus forte valeur.

### 1.3.1.2 EBITDAaL – France

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 146 millions d'euros de l'EBITDAaL de la France entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique (i) par l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations qui s'établit à 118 millions d'euros et correspond principalement à l'effet de la création de Totem (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) pour 125 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 28 millions d'euros de l'EBITDAaL.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 28 millions d'euros de l'EBITDAaL de la France entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique essentiellement :

- (i) par la baisse de 153 millions d'euros du chiffre d'affaires, et (ii) par l'augmentation de 40 millions d'euros des dotations aux amortissements des droits d'utilisation, en raison essentiellement de l'augmentation des locations à la ligne sur les réseaux tiers (FTTH) ;
- en partie compensées (i) par la diminution de 85 millions d'euros des charges de personnel, en lien principalement avec la baisse du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) entre les deux périodes, (ii) par le recul des autres charges de réseau et charges informatiques, essentiellement en raison de la décroissance des charges d'exploitation et de maintenance du réseau cuivre, (iii) par la diminution des charges commerciales et coûts d'équipements, (iv) par la baisse des dépréciations et pertes sur créances clients, et (v) par le recul des achats et reversements aux opérateurs, en raison principalement de la baisse des charges d'interconnexion (décroissance du trafic de voix des services mobiles aux opérateurs).

### 1.3.1.3 Résultat d'exploitation – France

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 113 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 résulte (i) de l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 68 millions d'euros, correspondant essentiellement à l'effet de la création de Totem (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) pour 81 millions d'euros, et (ii) de l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 45 millions d'euros du résultat d'exploitation.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 45 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique principalement :

- (i) par l'augmentation de 39 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs immobilisés sous l'effet de la croissance des locations de fibres sur réseaux tiers, (ii) par le recul de 28 millions d'euros de l'EBITDAaL, et (iii) par la comptabilisation, au premier semestre 2022, d'une charge de 13 millions d'euros au titre des coûts des programmes de restructuration ;
- partiellement compensés par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge nette sur principaux litiges de 31 millions d'euros.

### 1.3.1.4 CAPEX économiques – France

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 498 millions d'euros des CAPEX économiques de la France entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique (i) par l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 167 millions d'euros, en raison principalement de la perte de contrôle exclusif d'Orange concessions le 3 novembre 2021 pour 133 millions d'euros et de l'effet de la création de Totem (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) pour 27 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 331 millions d'euros des CAPEX économiques.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la baisse de 331 millions d'euros des CAPEX économiques de la France entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique essentiellement (i) par le fort recul des investissements dans les réseaux fixes à très haut débit (FTTH), après les importants investissements réalisés ces dernières années, (ii) par la diminution des autres dépenses d'investissement, notamment dans les réseaux historiques fixes et mobiles, et (iii) par l'augmentation des cessions d'actifs immobilisés (rotation des actifs induite notamment par la commercialisation de la fibre optique), (iv) partiellement compensés par la baisse des cofinancements reçus.

## 1.3.1.5 Informations complémentaires – France

France (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
<b>Services convergents</b>					
Nombre de clients des services convergents	5 909	5 858	5 858	0,9 %	0,9 %
ARPO convergent (sur 6 mois, en euros) <sup>(2)</sup>	70,6	69,0	69,0	2,3 %	2,3 %
<b>Services mobiles</b>					
<b>Nombre d'accès mobiles <sup>(1)</sup></b>	<b>21 873</b>	<b>21 556</b>	<b>21 556</b>	<b>1,5 %</b>	<b>1,5 %</b>
Dont : Accès mobiles des clients convergents	9 990	9 842	9 842	1,5 %	1,5 %
Accès mobiles seuls	11 883	11 714	11 714	1,4 %	1,4 %
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	20 279	19 802	19 802	2,4 %	2,4 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	1 593	1 754	1 754	(9,2)%	(9,2)%
ARPO mobile seul (sur 6 mois, en euros) <sup>(2)</sup>	17,0	16,9	16,9	0,7 %	0,7 %
<b>Services fixes</b>					
<b>Nombre d'accès fixes</b>	<b>28 871</b>	<b>29 835</b>	<b>29 835</b>	<b>(3,2)%</b>	<b>(3,2)%</b>
Accès fixes <i>Retail</i>	15 333	15 692	15 692	(2,3)%	(2,3)%
Dont : Accès fixes Haut débit	12 332	12 118	12 118	1,8 %	1,8 %
Dont : Accès fixes Très haut débit	6 537	5 253	5 253	24,4 %	24,4 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	5 909	5 858	5 858	0,9 %	0,9 %
Accès fixes seuls	6 424	6 261	6 261	2,6 %	2,6 %
ARPO fixe seul haut débit (sur 6 mois, en euros) <sup>(2)</sup>	36,1	35,8	35,8	0,9 %	0,9 %
Dont : Accès fixes Bas débit	3 001	3 574	3 574	(16,0)%	(16,0)%
Dont : Accès RTC	2 967	3 539	3 539	(16,1)%	(16,1)%
Autres accès fixes	33	35	35	(5,6)%	(5,6)%
Accès fixes <i>Wholesale</i>	13 538	14 143	14 143	(4,3)%	(4,3)%
Dont : Accès FTTH	5 788	4 523	4 523	28,0 %	28,0 %
Accès Cuivre	7 750	9 621	9 621	(19,4)%	(19,4)%

(1) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(2) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

## 1.3.2 Europe

Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	5 325	5 406	5 164	(1,5)%	3,1 %
EBITDAaL	1 323	1 315	1 359	0,6 %	(2,6)%
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	24,8 %	24,3 %	26,3 %	0,5 pt	(1,5 pt)
Résultat d'exploitation	260	(3 636)	(3 584)	na	na
eCAPEX	835	869	870	(4,0)%	(4,1)%
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires</i>	15,7 %	16,1 %	16,8 %	(0,4 pt)	(1,2 pt)
Licences de télécommunication <sup>(1)</sup>	33	75	75	(55,3)%	(55,3)%
Nombre moyen d'employés	27 822	29 558	26 000	(5,9)%	7,0 %

(1) Voir section 1.2.5.2 *Licences de télécommunication*.

## 1.3.2.1 Chiffre d'affaires – Europe

Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>5 325</b>	<b>5 406</b>	<b>5 164</b>	<b>(1,5)%</b>	<b>3,1 %</b>
Services de détail (B2C+B2B)	3 642	3 620	3 451	0,6 %	5,5 %
Services convergents	1 400	1 354	1 337	3,4 %	4,7 %
Services mobiles seuls	1 414	1 439	1 434	(1,7)%	(1,4)%
Services fixes seuls	614	641	522	(4,3)%	17,7 %
Services d'intégration et des technologies de l'information	214	186	158	15,4 %	35,7 %
Services aux opérateurs	877	989	926	(11,4)%	(5,3)%
Ventes d'équipements	719	726	718	(1,0)%	0,2 %
Autres revenus	87	70	70	23,7 %	24,6 %



Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>5 325</b>	<b>5 406</b>	<b>5 164</b>	<b>(1,5)%</b>	<b>3,1 %</b>
Espagne	2 265	2 368	2 368	(4,3)%	(4,3)%
Pologne	1 292	1 268	1 294	1,9 %	(0,2)%
Belgique & Luxembourg	677	656	656	3,3 %	3,3 %
Europe centrale <sup>(1)</sup>	1 099	1 124	856	(2,2)%	28,4 %
Eliminations	(9)	(10)	(10)		

(1) Europe centrale : entités en Moldavie, en Roumanie et en Slovaquie.

### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 161 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Europe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique :

- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations pour 267 millions d'euros, correspondant à l'effet de la prise de contrôle de Telekom Romania Communications (TKR, renommé Orange Romania Communications) le 30 septembre 2021 ;
- compensé (i) par l'effet négatif des variations de change pour 26 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution du zloty polonais par rapport à l'euro, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 80 millions d'euros du chiffre d'affaires.

### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 80 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Europe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, soit une baisse de 1,5 %, s'explique principalement :

- par la baisse des services aux opérateurs dans tous les pays d'Europe, par la décroissance des services de détail (B2C+B2B) en Espagne et en Roumanie et, accessoirement, par le ralentissement des **Ventes d'équipements** en Espagne (voir section 1.3.2.6 *Informations complémentaires – Espagne*) ;
- partiellement compensés (i) par la croissance des services de détail (B2C+B2B) dans la totalité des Autres pays d'Europe, et (ii) dans une moindre mesure, par le développement des services d'intégration et des technologies de l'information en Pologne.

Dans le détail, le recul de 80 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Europe entre les deux périodes résulte essentiellement :

- de la diminution de 112 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services aux opérateurs** dans tous les pays, essentiellement due au recul des services fixes aux opérateurs, notamment du fait de la baisse des tarifs d'interconnexion et de transit international ;
- de la diminution de 27 millions d'euros des **Services fixes seuls**, principalement en Roumanie, et dans une moindre mesure, en Espagne et en Pologne, en raison principalement de la poursuite de la migration de ces offres vers les offres convergentes ou d'entrée de gamme ;
- de la baisse de 25 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services mobiles seuls**, principalement en Espagne (voir section 1.3.2.6 *Informations complémentaires – Espagne*), et dans une moindre mesure, en Slovaquie et en Moldavie. La base d'accès mobiles seuls est en augmentation de 5,3 % sur un an, tirée par la progression de la base d'accès mobiles seuls, en croissance de 12,8 % en Pologne, de 5,4 % en Belgique & Luxembourg et de 4,3 % en Espagne et en Roumanie.

Cette décroissance est partiellement compensée :

- par l'augmentation de 46 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services convergents**, principalement en Pologne (en hausse de 9,1 % sur un an), en Belgique (en progression de 13,0 % sur un an) et en Slovaquie (en croissance de 45,5 % sur un an). La base de clients convergents est en croissance dans tous les pays et s'élève à 5,6 millions de clients au 30 juin 2022 ;
- et dans une moindre mesure, par la progression de 29 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services d'intégration et des technologies de l'information**, essentiellement en Pologne.

### 1.3.2.2 EBITDAaL – Europe

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 35 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Europe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique (i) par l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations qui s'établit à 38 millions d'euros, et comprend principalement l'effet de la création de Totem (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) pour 48 millions d'euros, (ii) par l'impact défavorable des variations de change pour 6 millions d'euros, (iii) en partie compensés par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 8 millions d'euros de l'EBITDAaL.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la croissance de 8 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Europe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique essentiellement :

- (i) par la décroissance des achats et reversements aux opérateurs, en raison du recul des charges d'interconnexion (en lien avec les baisses réglementaires des tarifs de terminaisons d'appel et la diminution de l'activité de transit international), et (ii) par la



hausse des autres produits opérationnels, liée à la création de la *FiberCo* en Pologne fin août 2021 (refacturation de coûts de construction, de supervision et de location) ;

- en grande partie compensées (i) par la diminution de 80 millions d'euros du chiffre d'affaires et (ii) par la hausse des autres charges de réseau (charges d'exploitation et de maintenance du réseau), en lien notamment avec l'augmentation du trafic et des coûts d'accès à l'énergie pour les réseaux fixes et mobiles dans tous les pays, (iii) par la progression des coûts d'achat d'énergie pour revente en Pologne, et (iv) par la progression des charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus, en raison essentiellement de la croissance des coûts de contenus en Espagne.

### 1.3.2.3 Résultat d'exploitation – Europe

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 3 844 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Europe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 intègre :

- l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 51 millions d'euros, en raison de la création de Totem (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) pour 37 millions d'euros et de la prise de contrôle de Telekom Romania Communications (TKR, renommé Orange Romania Communications) pour 14 millions d'euros ;
- l'impact défavorable des variations de change pour 1 million d'euros ;
- et l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 3 896 millions d'euros du résultat d'exploitation.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 3 896 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Europe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique :

- principalement par le contre-effet de la dépréciation, au premier semestre 2021, de 3 702 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'Espagne (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés). Cette perte de valeur en Espagne reflétait principalement l'évolution du contexte concurrentiel qui continuait de se dégrader malgré les opérations de consolidation du marché (marqué par l'érosion du revenu moyen par utilisateur) et les incertitudes liées au prolongement de la crise sanitaire Covid-19 (décalage sur l'horizon attendu de reprise économique) ;
- et accessoirement, (i) par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge de 145 millions d'euros au titre des coûts des programmes de restructuration en Espagne (plans de départs des salariés, voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés), et (ii) par la baisse de 41 millions d'euro des dotations aux amortissements des actifs immobilisés.

### 1.3.2.4 CAPEX économiques – Europe

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 35 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Europe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, intègre (i) l'effet négatif des variations de change, soit 4 millions d'euros, (ii) l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, soit 3 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 35 millions d'euros des CAPEX économiques.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 35 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Europe entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 résulte principalement (i) de la baisse des investissements dans les réseaux, principalement en Pologne (décroissance des investissements dans les réseaux fixes à très haut débit (FTTH), et dans une moindre mesure en Slovaquie, (ii) partiellement compensée par la croissance des CAPEX économiques en Roumanie et en Espagne (voir section 1.3.2.6 *Informations complémentaires – Espagne*).

## 1.3.2.5 Informations complémentaires – Europe

<b>Europe</b> (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	<b>2022</b>	<b>2021</b> données à base comparable	<b>2021</b> données historiques	<b>Var. (%)</b> données à base comparable	<b>Var. (%)</b> données historiques
<b>Services convergents</b>					
Nombre de clients des services convergents	5 643	5 561	5 327	1,5 %	5,9 %
<b>Services mobiles</b>					
<b>Nombre d'accès mobiles <sup>(1)</sup></b>	<b>54 820</b>	<b>52 314</b>	<b>51 398</b>	<b>4,8 %</b>	<b>6,7 %</b>
Dont : Accès mobiles des clients convergents	11 066	10 753	10 317	2,9 %	7,3 %
Accès mobiles seuls	43 753	41 562	41 081	5,3 %	6,5 %
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	41 861	39 682	38 765	5,5 %	8,0 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	12 959	12 633	12 633	2,6 %	2,6 %
<b>Services fixes</b>					
<b>Nombre d'accès fixes</b>	<b>12 527</b>	<b>12 797</b>	<b>10 898</b>	<b>(2,1)%</b>	<b>15,0 %</b>
Accès fixes <i>Retail</i>	11 220	11 487	9 588	(2,3)%	17,0 %
Dont : Accès fixes Haut débit	8 913	8 831	7 873	0,9 %	13,2 %
Dont : Accès fixes Très haut débit	5 924	5 467	5 006	8,4 %	18,3 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	5 643	5 561	5 327	1,5 %	5,9 %
Accès fixes seuls	3 270	3 270	2 546	(0,0)%	28,4 %
Dont : Accès fixes Bas débit	2 308	2 656	1 715	(13,1)%	34,6 %
Accès fixes <i>Wholesale</i>	1 307	1 310	1 310	(0,2)%	(0,2)%

(1) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

## 1.3.2.6 Informations complémentaires – Espagne

<b>Espagne</b> (au 30 juin, en millions d'euros)	<b>2022</b>	<b>2021</b> données à base comparable	<b>2021</b> données historiques	<b>Var. (%)</b> données à base comparable	<b>Var. (%)</b> données historiques
Chiffre d'affaires	2 265	2 368	2 368	(4,3)%	(4,3)%
EBITDAaL	524	562	610	(6,7)%	(14,0)%
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	23,1 %	23,7 %	25,8 %	(0,6 pt)	(2,6 pt)
Résultat d'exploitation	(19)	(3 809)	(3 773)	99,5 %	99,5 %
eCAPEX	465	447	457	4,1 %	1,8 %
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires</i>	20,5 %	18,9 %	19,3 %	1,7 pt	1,2 pt
Licences de télécommunication <sup>(1)</sup>	6	64	64	(90,0)%	(90,0)%
Nombre moyen d'employés	6 169	6 729	6 749	(8,3)%	(8,6)%

(1) Voir section 1.2.5.2 Licences de télécommunication.

## Chiffre d'affaires – Espagne

<b>Espagne</b> (au 30 juin, en millions d'euros)	<b>2022</b>	<b>2021</b> données à base comparable	<b>2021</b> données historiques	<b>Var. (%)</b> données à base comparable	<b>Var. (%)</b> données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 265</b>	<b>2 368</b>	<b>2 368</b>	<b>(4,3)%</b>	<b>(4,3)%</b>
Services de détail (B2C+B2B)	1 565	1 614	1 614	(3,1)%	(3,1)%
Services convergents	931	933	933	(0,2)%	(0,2)%
Services mobiles seuls	399	443	450	(10,0)%	(11,4)%
Services fixes seuls	217	224	225	(3,2)%	(3,6)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	18	13	6	34,1 %	214,6 %
Services aux opérateurs	406	443	443	(8,2)%	(8,2)%
Ventes d'équipements	293	310	310	(5,4)%	(5,4)%
Autres revenus	0	0	0	(5,6)%	(5,6)%

## Evolution en données historiques comme en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 103 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre les deux périodes, soit une baisse de 4,3 %, résulte essentiellement :

- de la décroissance de 44 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services mobiles seuls**, en raison principalement de la poursuite de la migration du marché vers les offres d'entrée de gamme entraînant un recul de 5,4 % de l'ARPO mobile seul semestriel sur un an. La base des clients avec forfaits (hors M2M) est en recul de 3,1 % sur un an en raison de la pression concurrentielle importante et de la cessation d'activité sous la marque Amena ;
- de la baisse de 37 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services aux opérateurs**, surtout pour les activités fixes, et lié principalement à la baisse des tarifs d'interconnexion et de transit international ;
- et du recul de 17 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Ventes d'équipements** du segment des entreprises, lié au contre-effet du rattrapage des ventes d'équipements au premier semestre 2021 après la crise sanitaire Covid-19.

## EBITDAaL – Espagne

### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 86 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Espagne entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique (i) par l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 48 millions d'euros en raison de la création de Totem (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 38 millions d'euros de l'EBITDAaL.

### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 38 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Espagne entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique :

- (i) par la baisse de 103 millions d'euros du chiffre d'affaires, et (ii) accessoirement, par la progression des charges d'exploitation et de maintenance du réseau, en lien notamment avec l'augmentation des coûts d'accès à l'énergie pour les réseaux fixes et mobiles ;
- partiellement compensées (i) par la diminution des achats et reversements aux opérateurs, principalement lié à la baisse des tarifs d'interconnexion et de transit international, (ii) par le recul des charges commerciales et coûts des équipements, en raison principalement de la baisse des ventes d'équipements, et (iii) par la baisse des dotations aux amortissements des droits d'utilisation.

## Résultat d'exploitation – Espagne

### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 3 754 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Espagne entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 intègre (i) l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 36 millions d'euros en raison de la création de Totem (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 3 791 millions d'euros du résultat d'exploitation.

### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 3 791 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Espagne entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique :

- principalement, par le contre-effet de la dépréciation, au premier semestre 2021, de 3 702 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'Espagne (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés). Cette perte de valeur en Espagne reflétait principalement l'évolution du contexte concurrentiel qui continuait de se dégrader malgré les opérations de consolidation du marché (marqué par l'érosion du revenu moyen par utilisateur) et les incertitudes liées au prolongement de la crise sanitaire Covid-19 (décalage sur l'horizon attendu de reprise économique) ;
- et accessoirement, par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge de 145 millions d'euros au titre des coûts des programmes de restructuration (plans de départs des salariés, voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- partiellement compensés par la diminution de 38 millions d'euros de l'EBITDAaL.

## CAPEX économiques – Espagne

### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 8 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Espagne entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 intègre (i) l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 10 millions d'euros, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 18 millions d'euros des CAPEX économiques.

### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 18 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Espagne entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 résulte essentiellement de la progression des investissements dans les réseaux mobiles, partiellement compensée par le recul des investissements dans les réseaux fixes, et dans une moindre mesure, par la baisse des CAPEX économiques relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, en raison de la décroissance de l'activité.

### 1.3.3 Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 381	3 133	3 043	7,9 %	11,1 %
EBITDAaL	1 214	1 088	1 051	11,6 %	15,5 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	35,9 %	34,7 %	34,5 %	1,2 pt	1,4 pt
Résultat d'exploitation	739	604	579	22,4 %	27,7 %
eCAPEX	609	540	525	12,7 %	16,1 %
eCAPEX / Chiffre d'affaires	18,0 %	17,2 %	17,2 %	0,8 pt	0,8 pt
Licences de télécommunication <sup>(1)</sup>	203	13	11	ns	ns
Nombre moyen d'employés	14 380	14 575	14 575	(1,3)%	(1,3)%

(1) Voir section 1.2.5.2 Licences de télécommunication.

L'Afrique et le Moyen-Orient continuent d'être marqués par une instabilité politique ou économique et parfois par une pression fiscale ou réglementaire qui peuvent affecter l'activité et les résultats de ses filiales et participations, et pourraient continuer de les affecter dans le futur. Dans certains cas, ces situations peuvent contribuer à la décision du Groupe de comptabiliser des dépréciations d'actifs (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés). Pour plus d'informations concernant les facteurs de risques, voir la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2021.

#### 1.3.3.1 Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3 381</b>	<b>3 133</b>	<b>3 043</b>	<b>7,9 %</b>	<b>11,1 %</b>
Services de détail (B2C+B2B)	2 984	2 741	2 660	8,9 %	12,2 %
Services mobiles seuls	2 578	2 389	2 329	7,9 %	10,7 %
Services fixes seuls	384	341	318	12,9 %	20,9 %
Services d'intégration et des technologies de l'information	21	11	13	96,5 %	57,2 %
Services aux opérateurs	324	318	310	1,9 %	4,4 %
Ventes d'équipements	55	55	54	(0,8)%	1,6 %
Autres revenus	18	19	18	(1,4)%	(0,1)%

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3 381</b>	<b>3 133</b>	<b>3 043</b>	<b>7,9 %</b>	<b>11,1 %</b>
Sous-groupe Sonatel <sup>(1)</sup>	1 087	1 024	978	6,1 %	11,1 %
Sous-groupe Côte d'Ivoire <sup>(2)</sup>	732	714	710	2,4 %	3,1 %
Egypte	503	450	449	11,8 %	12,0 %
Maroc	338	318	314	6,4 %	7,8 %
Jordanie	221	210	190	5,4 %	16,1 %
Cameroun	205	185	185	10,6 %	10,6 %
Congo (RDC)	191	144	131	32,4 %	45,9 %
Autres pays <sup>(3)</sup>	138	116	113	19,8 %	22,2 %
Eliminations	(35)	(29)	(28)		

(1) Sous-groupe Sonatel : entités au Sénégal, au Mali, en Guinée, en Guinée-Bissau et en Sierra Leone.

(2) Sous-groupe Côte d'Ivoire : entités en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Libéria.

(3) Autres pays : entités principalement au Botswana, en Centrafrique (RCA) et à Madagascar.

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 338 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 résulte (i) de l'impact positif des variations de change pour 90 millions d'euros, compte-tenu essentiellement du franc guinéen (pour 47 millions d'euros), et du dinar jordanien (pour 19 millions d'euros) par rapport à l'euro, et (ii) de l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 248 millions d'euros du chiffre d'affaires.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 248 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, soit une hausse de 7,9 %, s'explique par la progression de l'activité dans tous les pays de la zone (à l'exception de la Côte d'Ivoire,) avec notamment 11 pays affichant une croissance à deux chiffres.

Dans le détail, la croissance de 248 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes est tirée principalement :

- par la hausse de 189 millions d'euros des **Services mobiles seuls**, liée en grande partie (i) à la progression des services de données, en augmentation de 22,2 % sur un an, tirée notamment par la dynamique de la base de clients 4G qui croît de 28,3 % sur un an pour atteindre 48,9 millions de clients au 30 juin 2022, et (ii) à la croissance des services de voix, en hausse de 5,0 % sur un an, portés par les bonnes performances au Congo (RDC) et en Guinée. Par ailleurs, la base d'accès mobiles continue sa progression et affiche une hausse de 5,4 % sur un an ;
- et par la progression du chiffre d'affaires des **Services fixes seuls**, tiré par le développement des services fixes seuls haut débit, qui augmentent de 24,6 % sur un an. La base d'accès fixes seuls haut débit atteint 2,5 millions de clients au 30 juin 2022, en progression de 23,6 % sur un an.

### 1.3.3.2 EBITDAaL – Afrique & Moyen-Orient

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 163 millions d'euros de l'EBITDAaL des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, s'explique par (i) l'effet positif des variations de change pour 37 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 126 millions d'euros de l'EBITDAaL.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 126 millions d'euros de l'EBITDAaL des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique essentiellement :

- par la croissance de 248 millions d'euros du chiffre d'affaires, et dans une moindre mesure, par la baisse des autres charges opérationnelles ;
- partiellement compensées (i) par l'augmentation des charges commerciales et coûts des équipements, du fait principalement de la hausse des commissions de distribution en lien avec la progression de l'activité (commissions télécoms et Orange Money), (ii) par la progression des impôts et taxes d'exploitation, en relation notamment avec la croissance de l'activité de la zone, (iii) par la hausse des autres charges de réseau et charges informatiques, en raison de la poursuite des déploiements de réseau dans l'ensemble des pays et de l'augmentation des coûts d'accès à l'énergie pour les réseaux fixes et mobiles, (iv) par la progression des charges de personnel, majoritairement liée au sous-groupe Sonatel, et (v) par la hausse des frais généraux, en raison de la reprise des missions de conseils avec la fin des restrictions liées à la crise sanitaire Covid-19.

### 1.3.3.3 Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 160 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, s'explique (i) par l'effet positif des variations de change pour 25 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 135 millions d'euros du résultat d'exploitation.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 135 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique principalement :

- (i) par la hausse de 126 millions d'euros de l'EBITDAaL, et (ii) par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge de 34 millions d'euros au titre des coûts des programmes de restructuration ;
- en partie compensés par l'augmentation de 19 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs immobilisés.

### 1.3.3.4 CAPEX économiques – Afrique & Moyen-Orient

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 84 millions d'euros des CAPEX économiques des pays d'Afrique et Moyen-Orient entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique (i) par l'effet positif des variations de change, soit 16 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 69 millions d'euros des CAPEX économiques.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 69 millions d'euros des CAPEX économiques des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 résulte essentiellement de la progression des investissements dans les réseaux mobiles et fixes des pays de la zone afin de soutenir la croissance de l'activité et l'évolution des usages.

### 1.3.3.5 Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
<b>Services mobiles</b>					
<b>Nombre d'accès mobiles</b> <sup>(1) (2)</sup>	<b>139 212</b>	<b>132 030</b>	<b>132 030</b>	<b>5,4 %</b>	<b>5,4 %</b>
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	8 156	6 979	6 979	16,9 %	16,9 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	131 055	125 052	125 052	4,8 %	4,8 %
<b>Services fixes</b>					
<b>Nombre d'accès fixes</b> <sup>(2)</sup>	<b>3 319</b>	<b>2 874</b>	<b>2 874</b>	<b>15,5 %</b>	<b>15,5 %</b>
Accès fixes <i>Retail</i>	3 319	2 874	2 874	15,5 %	15,5 %
Dont : Accès fixes Haut débit	2 509	2 029	2 029	23,6 %	23,6 %
Accès fixes Bas débit	810	845	845	(4,1)%	(4,1)%

(1) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(2) Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, un transfert interne (entre technologies) a été effectué en Egypte, de la base d'accès mobile vers la base d'accès fixe haut débit. Les données opérationnelles du premier semestre 2021 ont été retraitées pour tenir compte de ce changement : le transfert rétroactif de cette base représente environ 162 000 accès au 30 juin 2021.

### 1.3.4 Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 888	3 895	3 840	(0,2)%	1,3 %
EBITDAaL	364	488	484	(25,3)%	(24,7)%
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	9,4 %	12,5 %	12,6 %	(3,1 pt)	(3,2 pt)
Résultat d'exploitation	152	300	295	(49,3)%	(48,5)%
eCAPEX	144	159	157	(9,6)%	(8,1)%
eCAPEX / Chiffre d'affaires	3,7 %	4,1 %	4,1 %	(0,4 pt)	(0,4 pt)
Nombre moyen d'employés	28 681	27 953	27 990	2,6 %	2,5 %

#### 1.3.4.1 Chiffre d'affaires – Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3 888</b>	<b>3 895</b>	<b>3 840</b>	<b>(0,2)%</b>	<b>1,3 %</b>
Services fixes seuls	1 738	1 864	1 834	(6,8)%	(5,2)%
Services de voix <sup>(1)</sup>	514	573	569	(10,3)%	(9,7)%
Services de données <sup>(2)</sup>	1 224	1 291	1 265	(5,2)%	(3,2)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	1 663	1 590	1 565	4,6 %	6,2 %
Services et équipements mobiles <sup>(3)</sup>	487	440	440	10,6 %	10,6 %
Services mobiles seuls	325	318	318	2,2 %	2,2 %
Services aux opérateurs	20	21	21	(4,3)%	(4,3)%
Ventes d'équipements	141	101	101	40,4 %	40,4 %

(1) Les Services de voix comprennent (i) les offres de voix historiques (accès au Réseau Téléphonique Commuté, RTC), (ii) les produits de Voix sur IP (VoIP), (iii) les services d'audioconférence, (iv) le trafic entrant pour centres d'appels, et (v) les ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de voix.

(2) Les Services de données comprennent (i) les solutions de données historiques qu'Orange Business Services continuent à offrir (*Frame Relay*, *Transrel*, liaisons louées, bas débit), (ii) les services ayant atteint une certaine maturité tels que l'IP-VPN et les produits d'infrastructure à haut débit comme les accès par satellite ou la fibre optique, (iii) les services de télédiffusion satellitaire (*broadcast*), (iv) les offres de nomadisme Business Everywhere, et (v) les ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de données.

(3) Les Services et équipements mobiles comprennent (i) les services mobiles seuls, (ii) les services aux opérateurs, correspondant au trafic mobile entrant des entreprises facturé aux autres opérateurs, et (iii) les ventes d'équipements mobiles.

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 49 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique :

- par l'effet favorable des variations de change, soit 58 millions d'euros, résultant essentiellement de l'évolution du dollar américain par rapport à l'euro ;
- en partie compensé (i) par l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations pour 3 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 6 millions d'euros du chiffre d'affaires.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 6 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, soit une baisse de 0,2 %, résulte essentiellement du recul des services fixes seuls (voix et données), en partie compensé par la progression des services d'intégration et des technologies de l'information et, dans une moindre mesure, des services et équipements mobiles.



Dans le détail, le chiffre d'affaires des **Services fixes seuls** est en diminution de 126 millions d'euros, impactés à la fois par le recul des services de données et par la baisse des services de voix :

- la décroissance des **Services de données** (en retrait de 67 millions d'euros sur un an), s'explique (i) par la tendance générale à la transformation des technologies des services, notamment à l'international, et (ii) dans une moindre mesure, par la baisse du chiffre d'affaires des services de télédiffusion satellitaire (Globecast) en raison des sanctions internationales liées à la guerre en Ukraine (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) et à l'impact persistant de la crise sanitaire Covid-19 en Asie ;
- les **Services de voix** (en recul de 59 millions d'euros sur un an) continuent d'être affectés par la baisse tendancielle de la téléphonie fixe classique, en France comme à l'international.

Ces évolutions défavorables sont en partie compensées :

- par l'augmentation de 73 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services d'intégration et des technologies de l'information**, portés par les besoins croissants des entreprises dans le domaine des services de cybersécurité (en augmentation de 13 % sur un an), des services *cloud* (en hausse de 15 %) et des activités *digital & data* (en progression de 8 % sur un an) ;
- et par la croissance de 47 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services et équipements mobiles**, en raison principalement du contrat NEO remporté au premier semestre 2021 par Orange Business Services et Crosscall auprès du Ministère de l'Intérieur pour l'équipement de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale en France.

### 1.3.4.2 EBITDAaL – Entreprises

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 120 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Entreprises entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 intègre (i) l'impact favorable des variations de change pour 16 millions d'euros, lié principalement à l'évolution du dollar américain par rapport à l'euro, (ii) l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 12 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 123 millions d'euros de l'EBITDAaL.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 123 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Entreprises entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique essentiellement :

- (i) par l'augmentation des charges commerciales et coûts d'équipements, en lien avec la progression des ventes d'équipements mobiles (contrat NEO), (ii) par la hausse des charges de personnel, en raison notamment de la progression du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) liée au développement des services d'intégration et des technologies de l'information, (iii) par la croissance des frais généraux, liée à la reprise des déplacements et des missions avec la fin de la crise sanitaire Covid-19, (iv) par la hausse des autres charges de réseau et charges informatiques, en lien notamment avec l'augmentation du trafic et des coûts d'accès à l'énergie pour les réseaux fixes et mobiles, (v) par l'augmentation des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) ;
- en partie compensés par la décroissance des achats et reversements aux opérateurs, majoritairement les charges d'interconnexion, en lien avec la baisse du trafic de voix.

### 1.3.4.3 Résultat d'exploitation – Entreprises

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 143 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 intègre (i) l'effet favorable des variations de change, soit 14 millions d'euros, résultant essentiellement de l'évolution du dollar américain par rapport à l'euro, (ii) l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations pour 9 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 148 millions d'euros du résultat d'exploitation.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 148 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique principalement par le recul de 123 millions d'euros de l'EBITDAaL et par la hausse des dotations aux amortissements des actifs immobilisés, en raison notamment de la mise au rebut de terminaux.

### 1.3.4.4 CAPEX économiques – Entreprises

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 13 millions d'euros des CAPEX économiques d'Entreprises entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 intègre (i) l'impact positif des variations de change, soit 2 millions d'euros, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 15 millions d'euros des CAPEX économiques.

## Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 15 millions d'euros des CAPEX économiques d'Entreprises entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique essentiellement par de moindres projets en phase de construction et par le décalage de projets d'investissement en raison notamment de la pénurie de semi-conducteurs.

## 1.3.4.5 Informations complémentaires – Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
<b>Services mobiles</b>					
<b>Nombre d'accès mobiles en France <sup>(1)</sup></b>	<b>19 842</b>	<b>16 584</b>	<b>16 584</b>	<b>19,6 %</b>	<b>19,6 %</b>
<b>Services fixes</b>					
<b>Nombre d'accès fixes en France</b>	<b>1 199</b>	<b>1 325</b>	<b>1 325</b>	<b>(9,5)%</b>	<b>(9,5)%</b>
Accès fixes <i>Retail</i>	1 199	1 325	1 325	(9,5)%	(9,5)%
Dont : Accès fixes Haut débit	248	236	236	4,9 %	4,9 %
Accès fixes Bas débit	951	1 088	1 088	(12,6)%	(12,6)%
Accès IP-VPN dans le monde <sup>(2)</sup>	348	352	352	(1,3)%	(1,3)%
Dont : Accès IP-VPN en France <sup>(2)</sup>	300	304	304	(1,2)%	(1,2)%

(1) Clients avec forfaits. Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, une flotte supplémentaire de cartes SIM mobiles M2M a été intégrée dans la base d'accès mobile du segment opérationnel Entreprise, et par conséquent, du groupe Orange. Les données opérationnelles de l'exercice 2021 ont été retraitées pour tenir compte de ce changement : l'intégration rétroactive de cette base représente environ 3,33 millions d'accès mobiles M2M au 30 juin 2021.

(2) Accès des clients externes au groupe Orange, hors marché des opérateurs.

## 1.3.5 Totem

Totem (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	328	298	-	10,2 %	-
EBITDAaL	180	177	-	1,8 %	-
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	54,8 %	59,3 %	-	(4,5 pt)	-
Résultat d'exploitation	120	121	-	(0,6)%	-
eCAPEX	44	41	-	7,0 %	-
eCAPEX / Chiffre d'affaires	13,4 %	13,8 %	-	(0,4 pt)	-
Nombre moyen d'employés	152	60	-	154,9 %	-

Annoncée en février 2021, Totem, la *TowerCo* européenne d'Orange chargée de mutualiser ses infrastructures mobiles passives (tours mobiles) pour les valoriser et optimiser leur gestion, est opérationnelle depuis la fin de l'année 2021 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

En renforçant sa position dans les métiers de gestionnaire et d'opérateur d'infrastructures mobiles passives, le Groupe vise à faire de Totem un leader européen sur le marché des *TowerCo* et à conserver cet actif stratégique dans une perspective industrielle de long terme, tout en bénéficiant de nouveaux relais de croissance. Fin juin 2022, le portefeuille d'infrastructures mobiles passives de Totem comprend près de 27 000 sites en France et en Espagne, les deux plus grands pays où Orange est présent.

Au travers de Totem, Orange ambitionne une création de valeur grâce à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, à l'optimisation des investissements, et à l'augmentation du taux d'occupation. Dans ce cadre, il est prévu de développer Totem sur le marché européen au-delà de la France et de l'Espagne.

Dans les informations sectorielles présentées, les données historiques relatives à Totem font parties intégrantes des secteurs opérationnels France, Espagne et, très accessoirement, Opérateurs Internationaux & Services Partagés, jusqu'au 31 décembre 2021. L'entrée en phase opérationnelle de Totem fin 2021 a entraîné une évolution du reporting interne suivi par le management et l'information sectorielle désormais présentée tient compte du souhait du Groupe de présenter Totem comme un secteur opérationnel distinct à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

## 1.3.5.1 Chiffre d'affaires – Totem

Totem (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>328</b>	<b>298</b>	-	<b>10,2 %</b>	-
Services aux opérateurs	328	298	-	10,2 %	-
Autres revenus	-	-	-	-	-

## Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 30 millions d'euros du chiffre d'affaires de Totem entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, soit une hausse de 10,2 %, s'explique par (i) la progression des activités de simple refacturation, et plus



précisément l'énergie et les études et travaux, en forte croissance sur un an, et (ii) par l'augmentation de 3,1 % du chiffre d'affaires d'hébergement sur un an. Au premier semestre 2022, 16,1 % des revenus d'hébergement proviennent de clients externes, en hausse de 0,6 point par rapport au premier semestre 2021.

Au 30 juin 2022, Totem compte 26 934 sites et 36 450 occupants actifs sur ces sites, soit un taux d'occupation de 1,35 occupant par site.

### 1.3.5.2 EBITDAaL – Totem

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la croissance de 3 millions d'euros de l'EBITDAaL de Totem entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique essentiellement :

- par la hausse de 30 millions d'euros du chiffre d'affaires ;
- en grande partie compensée (i) par la hausse des charges de réseau et charges informatiques, notamment en raison de la hausse des coûts d'accès à l'énergie pour les réseaux mobiles, (ii) par la croissance des loyers, principalement liée à la hausse des loyers moyens, ainsi que (iii) par l'augmentation des charges de personnel, en raison notamment de la progression du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein), liée notamment à la mise en place de la nouvelle organisation.

### 1.3.5.3 Résultat d'exploitation – Totem

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 1 million d'euros du résultat d'exploitation de Totem entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 résulte principalement de la hausse des dotations aux amortissements des actifs immobilisés.

### 1.3.5.4 CAPEX économiques – Totem

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 3 millions d'euros des CAPEX économiques de Totem entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 résulte principalement de l'augmentation des études et travaux ainsi que de la croissance des investissements dans les systèmes d'information.

## 1.3.6 Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	772	742	743	4,0 %	3,9 %
EBITDAaL	(128)	(184)	(182)	30,4 %	29,9 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	(16,5)%	(24,7)%	(24,5)%	8,2 pt	8,0 pt
Résultat d'exploitation	(207)	(514)	(514)	59,7 %	59,7 %
eCAPEX	94	110	110	(14,5)%	(14,5)%
eCAPEX / Chiffre d'affaires	12,2 %	14,8 %	14,8 %	(2,6 pt)	(2,6 pt)
Nombre moyen d'employés	12 155	12 437	12 719	(2,3)%	(4,4)%

### 1.3.6.1 Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>772</b>	<b>742</b>	<b>743</b>	<b>4,0 %</b>	<b>3,9 %</b>
Services aux opérateurs	539	524	522	2,8 %	3,1 %
Autres revenus	234	218	221	7,1 %	5,8 %

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 29 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 intègre (i) l'impact défavorable des variations de périmètres et autres variations pour 3 millions d'euros, (ii) l'effet positif des variations de change pour 2 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 30 millions d'euros du chiffre d'affaires.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 30 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, soit une hausse de 4,0 %, s'explique :

- par la croissance de 15 millions d'euros des **Autres revenus**, portés (i) par la progression des activités de pose et de vente de câbles d'Orange Marine, (ii) par l'augmentation des revenus d'Orange Studio suite à la reprise de la fréquentation des cinémas après la crise sanitaire Covid-19, et (iii) par la hausse des revenus de prestations de conseil de Sofrecom, en Afrique du Nord notamment ;
- et par l'augmentation de 14 millions d'euros des **Services aux opérateurs**, liée à la croissance tendancielle des services de messagerie.

### 1.3.6.2 EBITDAaL – Opérateurs internationaux & Services partagés

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'amélioration de 55 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 intègre (i) l'impact défavorable des variations de change pour 2 millions d'euros, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 56 millions d'euros de l'EBITDAaL.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'amélioration de 56 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 résulte principalement :

- (i) de la croissance de 30 millions d'euros du chiffre d'affaires, (ii) de la baisse des charges de personnel, en lien notamment avec la diminution du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein), en particulier pour les fonctions centrales, (iii) du recul des dotations aux amortissements des droits d'utilisation, et (iv) de la baisse des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) ;
- partiellement compensés par la progression des frais généraux, en raison de la reprise des déplacements après deux années de baisse dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19.

### 1.3.6.3 Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'amélioration de 306 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 intègre (i) l'impact défavorable des variations de change pour 2 millions d'euros, (ii) l'effet positif des variations de périmètre et autres variations pour 1 million d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 307 millions d'euros du résultat d'exploitation.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'amélioration de 307 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 résulte principalement :

- du contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge de 114 millions d'euros au titre des coûts des programmes de restructuration, principalement du fait de l'optimisation du patrimoine immobilier ;
- de la comptabilisation au premier semestre 2022, dans les charges relatives aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France), d'un gain actuariel de 84 millions d'euros lié à la courbe de taux d'actualisation en forte hausse dans le contexte macroéconomique actuel, contre une perte actuarielle de 1 million d'euros au premier semestre 2021 (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- du contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge de 58 millions d'euros au titre des principaux litiges, correspondant à la réappréciation du risque sur différents contentieux ;
- et de la hausse de 56 millions d'euros de l'EBITDAaL.

### 1.3.6.4 CAPEX économiques – Opérateurs internationaux & Services partagés

#### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 16 millions d'euros des CAPEX économiques d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, s'explique par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 16 millions d'euros des CAPEX économiques.

#### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 16 millions d'euros des CAPEX économiques d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 résulte principalement (i) de la baisse des investissements d'Orange Marine, liée au contre-effet des dépenses engagées au premier semestre 2021 dans le cadre de la maintenance et de la réparation de deux navires, (ii) partiellement compensée par des travaux immobiliers en progression et par un niveau de cession d'actifs moins élevé au premier semestre 2022 qu'au premier semestre 2021.

### 1.3.7 Services Financiers Mobiles

Services Financiers Mobiles (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données à base comparable	2021 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Produit Net Bancaire (PNB) <sup>(1)</sup>	56	53	53	5,1 %	5,1 %
Coût du risque de crédit bancaire <sup>(2)</sup>	(22)	(14)	(14)	50,4 %	50,4 %
Résultat d'exploitation	(80)	(77)	(77)	(3,6)%	(3,6)%
eCAPEX	14	13	13	8,2 %	8,2 %
Nombre moyen d'employés	916	942	942	(2,7)%	(2,7)%

(1) Produit net bancaire (PNB) comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.3 et 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

(2) Coût du risque de crédit bancaire comptabilisé en autres charges opérationnelles (voir notes 1.3 et 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au premier semestre 2022, les activités des Services Financiers Mobiles ont poursuivi leur développement, notamment :

- en Europe, avec la poursuite du développement des offres à valeur et l'amélioration continue de la qualité de service. Au 30 juin 2022, Orange Bank compte près de 1,9 million de clients en France et en Espagne (ce nombre inclut les clients de l'ensemble des offres commercialisées par Orange Bank pour les particuliers, professionnels et entreprises : comptes, crédits et assurance mobile) ;
- et en Afrique, avec le lancement de la nouvelle offre de micro-crédit et la poursuite de l'acquisition de nouveaux clients en Côte d'Ivoire. Au 30 juin 2022, Orange Bank Africa compte 845 000 clients.

#### 1.3.7.1 Activité opérationnelle

Les informations sectorielles des Services Financiers Mobiles (résultat d'exploitation, investissements incorporels et corporels) sont présentées dans les notes 1.3, 1.4 et 1.5 de l'annexe aux comptes consolidés.

#### Résultat d'exploitation – Services Financiers Mobiles

##### Evolution en données historiques

En **données historiques**, la dégradation de 3 millions d'euros du résultat d'exploitation de Services Financiers Mobiles entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 3 millions d'euros du résultat d'exploitation.

##### Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la dégradation de 3 millions d'euros du résultat d'exploitation entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, s'explique essentiellement :

- par l'augmentation de 7 millions d'euros du coût du risque de crédit bancaire (voir notes 1.3, 1.4, 5.2 et 12.2 de l'annexe aux comptes consolidés) liée principalement au développement de l'activité de crédit en Espagne ;
- partiellement compensée par la hausse de 3 millions d'euros du Produit Net Bancaire (PNB, voir notes 1.3 et 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés), portée par la croissance des offres de comptes et crédits en France et en Espagne et par la progression des activités bancaires en Côte d'Ivoire.

#### Capex économiques – Services financiers Mobiles

##### Evolution en données historiques et en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la hausse de 1 million d'euros des CAPEX économiques de Services Financiers Mobiles entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 s'explique par le développement des nouvelles offres en Côte d'Ivoire.

#### 1.3.7.2 Actifs, passifs et flux de trésorerie

Les informations sectorielles des Services Financiers Mobiles (actifs, passifs et flux de trésorerie) sont présentées dans les notes 1.6, 1.7 et 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés, et les activités des Services Financiers Mobiles (actifs et passifs financiers) sont décrites dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux activités des Services Financiers Mobiles, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2021.

## 1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles, les analyses et commentaires financiers sont scindés pour refléter ces deux périmètres d'activité. Ainsi, la section 1.4 *Trésorerie et endettement financier des activités télécoms* traite des activités télécoms, et la section 1.3.7 *Services Financiers Mobiles* est dédiée aux activités bancaires du Groupe.

### 1.4.1 Situation et flux de trésorerie des activités télécoms

#### 1.4.1.1 Cash-flow organique des activités télécoms

Le cash-flow organique des activités télécoms est un agrégat financier non défini par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul du cash-flow organique des activités télécoms et les raisons pour lesquelles le groupe Orange utilise cet agrégat, voir la section 1.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et la section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Le cash-flow organique des activités télécoms s'établit à 1 445 millions d'euros au premier semestre 2022 contre 840 millions d'euros au premier semestre 2021 (voir note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cash-flow organique des activités télécoms (au 30 juin, en millions d'euros)	2022	2021 données historiques
EBITDAaL des activités télécoms	5 989	5 893
eCAPEX des activités télécoms	(3 399)	(3 832)
<b>EBITDAaL - eCAPEX des activités télécoms</b>	<b>2 590</b>	<b>2 060</b>
Augmentation (diminution) des dettes de fournisseurs d'eCAPEX <sup>(1)</sup>	(179)	(284)
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement <sup>(2)</sup>	37	382
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés nets (nets des dividendes encaissés) <sup>(3)</sup>	(441)	(582)
Impôts sur les sociétés décaissés	(580)	(500)
Autres éléments opérationnels <sup>(4)</sup>	18	(236)
<b>Cash-flow organique des activités télécoms</b>	<b>1 445</b>	<b>840</b>

(1) Y compris avances sur subventions d'investissements.

(2) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(3) Hors (i) intérêts décaissés sur dettes locatives pour 60 millions d'euros au premier semestre 2022 et 59 millions d'euros au premier semestre 2021, et (ii) intérêts décaissés sur dettes liées aux actifs financés pour 1 million d'euros au premier semestre 2022 et au premier semestre 2021 (voir note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés).

(4) Dont (i) décaissements liés aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France) et aux coûts de restructuration et d'intégration, (ii) remboursements des dettes locatives et des dettes liées aux actifs financés, (iii) variation des créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation, et (iv) neutralisation des effets non monétaires.

Entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, la progression de 605 millions d'euros du cash-flow organique des activités télécoms s'explique principalement :

- par le recul de 434 millions d'euros des CAPEX économiques des activités télécoms en données historiques, en raison essentiellement du ralentissement des déploiements de la fibre optique, principalement en France (voir section 1.2.5.1 *CAPEX économiques*) ;
- par l'amélioration de 255 millions d'euros des autres éléments opérationnels, liée essentiellement à de moindres décaissements relatifs aux dettes locatives et aux dettes liées aux actifs financés ;
- par la diminution de 141 millions d'euros des intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés nets (nets des dividendes encaissés), résultant notamment de la baisse des coupons obligataires avec l'émission de nouvelles obligations à des taux d'intérêt plus bas que celles arrivées à échéance ;
- par l'évolution favorable de 104 millions d'euros des dettes de fournisseurs de CAPEX économiques des activités télécoms entre les deux périodes, en lien notamment avec le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'importants décaissements liés à la forte progression des investissements sur la fin 2020 afin de rattraper le retard engendré par la crise sanitaire Covid-19 ;
- et par la progression de 97 millions d'euros de l'EBITDAaL des activités télécoms en données historiques (voir section 1.2.2.1 *EBITDAaL du Groupe*) ;
- en partie compensés (i) par l'évolution défavorable de 345 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement entre les deux périodes, qui s'explique en particulier par le contre-effet de la normalisation, au premier semestre 2021, des décalages temporels d'encaissements des créances clients affectés fin 2020 par la crise sanitaire Covid-19, et (ii) dans une moindre mesure, par l'augmentation de 80 millions d'euros des impôts sur les sociétés décaissés.

#### 1.4.1.2 Flux de trésorerie des activités télécoms

Les flux de trésorerie des activités télécoms sont présentés dans la note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés.

**Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités télécoms <sup>(1)</sup>**

(au 30 juin, en millions d'euros)

	2022	2021 données historiques
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	5 789	5 523
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(4 622)	(3 317)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 517)	(3 594)
<b>Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités</b>	<b>(349)</b>	<b>(1 386)</b>
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	8 188	7 891
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	(349)	(1 386)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	32	19
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture</b>	<b>7 871</b>	<b>6 523</b>

(1) Voir note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés.

**Flux nets de trésorerie générés par l'activité (activités télécoms)**

Entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, l'augmentation de 266 millions d'euros des flux nets de trésorerie générés par l'activité, pour les activités télécoms, s'explique essentiellement :

- par la progression de 473 millions d'euros du résultat d'exploitation des activités télécoms en données historiques hors dépréciation de 3 702 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'Espagne au premier semestre 2021 (sans effet sur les flux de trésorerie, voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et par la diminution de 141 millions d'euros des intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés nets (nets des dividendes encaissés) (voir section 1.4.1.1 *Cash-flow organique des activités télécoms*) ;
- partiellement compensées par l'évolution de 345 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement entre les deux périodes (voir section 1.4.1.1 *Cash-flow organique des activités télécoms*).

**Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (activités télécoms)**

Entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, l'augmentation de 1 305 millions d'euros des flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement des activités télécoms s'explique principalement :

- par l'évolution des placements et autres actifs financiers entre les deux périodes, avec une augmentation des placements à la juste valeur de 694 millions d'euros au premier semestre 2022, contre une diminution de 900 millions d'euros au premier semestre 2021 ;
- compensée en partie par la baisse de 365 millions d'euros des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles (nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations), en raison essentiellement du ralentissement des déploiements de la fibre optique, principalement en France (voir section 1.2.5.1 *CAPEX économiques*).

**Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (activités télécoms)**

Entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022, la diminution de 2 077 millions d'euros des flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités télécoms résulte principalement :

- de la baisse de 2 741 millions d'euros des remboursements d'emprunts à moyen et long terme (voir note 10.4 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- de l'évolution de la variation nette des dépôts de *cash collatéral*, avec une hausse de 922 millions d'euros au premier semestre 2022 contre une augmentation de 568 millions d'euros au premier semestre 2021, en raison de l'évolution de la juste valeur des dérivés ;
- du contre-effet de l'acquisition de 23,94 % du capital d'Orange Belgium pour 316 millions d'euros dans le cadre de l'offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle réalisée au premier semestre 2021 ;
- du contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2021, de rachats de titres subordonnés (nets d'émissions et autres frais) pour 311 millions d'euros ;
- et de la baisse de 267 millions d'euros des dividendes versés par Orange SA, en raison du règlement au premier semestre 2022 du solde du dividende de 0,40 euro par action au titre de l'exercice 2021 (voir note 13.3 de l'annexe aux comptes consolidés). Au premier semestre 2021, le solde du dividende distribué au titre de l'exercice 2020 était de 0,30 euro par action, complété par le versement à titre exceptionnel aux actionnaires d'un dividende de 0,20 euro par action ;
- en partie compensés (i) par l'évolution des découverts bancaires et des emprunts à court terme pour 1 519 millions d'euros, et (ii) par la baisse de 540 millions d'euros des émissions d'emprunts à moyen et long terme (voir note 10.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

**1.4.2 Endettement financier et position de liquidité des activités télécoms**

L'endettement financier net (voir note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés) et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA<sub>AL</sub> des activités télécoms sont des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le

calcul de ces indicateurs et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise, voir la section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et la section 1.6.4 *Glossaire financier*. L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2021.

	30 juin 2022	31 déc. 2021 données historiques
<b>Endettement financier net</b> <sup>(1) (2)</sup>	<b>24 377</b>	<b>24 269</b>
<b>Ratio d'Endettement financier net / EBITDAaL des activités télécoms</b> <sup>(1)</sup>	<b>1,91</b>	<b>1,91</b>

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*.

(2) En millions d'euros.

Entre le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2022, l'endettement financier net augmente de 108 millions d'euros.

<b>Evolution de l'endettement financier net</b> (au 30 juin, en millions d'euros)	Diminution / (Augmentation)
<b>Endettement financier net au 31 décembre 2021</b>	<b>(24 269)</b>
Cash-flow organique des activités télécoms <sup>(1)</sup>	1 445
Licences de télécommunication décaissées	(302)
Principaux litiges décaissés (et encaissés)	(13)
Effet net des variations de périmètre	(33)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés <sup>(2)</sup>	-
Coupons sur titres subordonnés <sup>(2)</sup>	(121)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère <sup>(3)</sup>	(1 063)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(177)
Autres éléments financiers	157
<b>Diminution (augmentation) de l'endettement financier net</b>	<b>(108)</b>
<b>Endettement financier net au 30 juin 2022</b>	<b>(24 377)</b>

(1) Voir section 1.4.1.1 *Cash-flow organique des activités télécoms* et note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir note 13.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

(3) L'Assemblée Générale du 19 mai 2022 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,70 euro par action au titre de l'exercice 2021. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,30 euro par action, mis en paiement le 15 décembre 2021 pour un montant total de 797 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,40 euro par action a été mis en paiement le 9 juin 2022 pour un montant de 1 063 millions d'euros (voir note 13.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 30 juin 2022, la position de liquidité des activités télécoms s'élève ainsi à 16 973 millions d'euros (voir note 11.1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'évolution des actifs, passifs et résultat financier des activités télécoms est décrite dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

## 1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Dans le présent document, outre les indicateurs financiers publiés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*), Orange publie des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Comme détaillé ci-dessous, de telles données sont présentées en tant que compléments d'information et ne doivent pas être substituées ou confondues avec les indicateurs financiers tels que définis par les normes IFRS.

### 1.5.1 Données à base comparable

Pour permettre aux investisseurs de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de l'exercice écoulé et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. Orange fournit le détail des impacts, sur ses indicateurs clés opérationnels, des variations de méthode, de périmètre et de change, permettant ainsi d'isoler l'effet activité intrinsèque. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le *Compte de résultat consolidé* de la période écoulée.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation des indicateurs en données à base comparable est pertinente car il s'agit des indicateurs utilisés en interne par le Groupe pour le suivi de ses activités opérationnelles. Les variations en données à base comparable permettent de mieux refléter l'évolution organique de l'activité.

Les données à base comparable ne constituent pas des indicateurs financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.



## Groupe

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2021 pour les principales données opérationnelles.

Premier semestre 2021 / Groupe (au 30 juin 2021, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDAaL	Résultat d'exploitation	eCAPEX	Nombre moyen d'employés
<b>Données historiques</b>	<b>20 867</b>	<b>5 837</b>	<b>(1 752)</b>	<b>3 845</b>	<b>132 153</b>
<b>Variations de change <sup>(1)</sup></b>	<b>122</b>	<b>46</b>	<b>37</b>	<b>14</b>	<b>-</b>
Dollar américain (USD)	71	25	23	5	-
Franc guinéen (GNF)	47	24	20	8	-
Dinar jordanien (JOD)	19	7	3	4	-
Zloty polonais (PLN)	(26)	(6)	(1)	(4)	-
Autres	11	(4)	(8)	1	-
<b>Variations de périmètre et autres variations</b>	<b>283</b>	<b>9</b>	<b>(7)</b>	<b>(123)</b>	<b>3 186</b>
Acquisition / Prise de contrôle de Telekom Romania Communications (TKR)	267	10	(14)	13	3 580
Lancement opérationnel de Totem	20	4	4	4	-
Cession / Perte de contrôle d'Orange Concessions	(13)	(1)	12	(133)	(73)
Mise en équivalence d'Orange Concessions	-	-	(8)	-	-
Autres	9	(4)	(1)	(7)	(321)
<b>Données à base comparable</b>	<b>21 272</b>	<b>5 891</b>	<b>(1 722)</b>	<b>3 737</b>	<b>135 338</b>

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2021 et les taux de change moyens du premier semestre 2022.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2021 intègrent :

- les variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2021 et les taux de change moyens du premier semestre 2022 ;
- et les variations de périmètre (voir section 1.1.3 *Faits marquants* et note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés) et autres variations, avec principalement :
  - la prise de contrôle de Telekom Romania Communications (TKR, renommée Orange Romania Communications, secteur Europe), via l'acquisition de 54 % du capital le 30 septembre 2021, prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2021 dans les données à base comparable,
  - la perte de contrôle exclusif d'Orange Concessions (secteur France), via la cession de 50 % du capital le 3 novembre 2021, et sa mise en équivalence, prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2021 dans les données à base comparable,
  - et le lancement opérationnel de Totem fin 2021 (nouveau secteur, voir entête de la section 1 *Rapport d'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2022* et note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés), prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2021 dans les données à base comparable.

## Secteurs

Le tableau suivant présente, pour chacun des secteurs du groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2021 pour les principales données opérationnelles.



Premier semestre 2021 / Secteurs (au 30 juin 2021, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDAaL	Résultat d'exploitation	eCAPEX	Nombre moyen d'employés
<b>France</b>					
Données historiques	8 950	3 181	1 548	2 171	49 927
Variations de change <sup>(1)</sup>	(0)	(0)	(0)	-	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	29	(118)	(68)	(167)	(113)
Lancement opérationnel de Totem	12	(125)	(81)	(27)	(40)
Cession / Perte de contrôle d'Orange Concessions	(13)	(1)	12	(133)	(73)
Mise en équivalence d'Orange Concessions	-	-	(7)	-	-
Autres variations <sup>(2)</sup>	30	8	8	(7)	(0)
Données à base comparable	8 979	3 063	1 480	2 004	49 813
<b>Europe</b>					
Données historiques	5 164	1 359	(3 584)	870	26 000
Variations de change <sup>(1)</sup>	(26)	(6)	(1)	(4)	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	267	(38)	(51)	3	3 558
Acquisition / Prise de contrôle de Telekom Romania Communications (TKR)	267	10	(14)	13	3 580
Lancement opérationnel de Totem	-	(48)	(37)	(10)	(20)
Autres variations <sup>(2)</sup>	0	0	(0)	0	(2)
Données à base comparable	5 406	1 315	(3 636)	869	29 558
<b>Afrique &amp; Moyen-Orient</b>					
Données historiques	3 043	1 051	579	525	14 575
Variations de change <sup>(1)</sup>	90	37	25	16	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	-	-	(0)	-	-
Données à base comparable	3 133	1 088	604	540	14 575
<b>Entreprises</b>					
Données historiques	3 840	484	295	157	27 990
Variations de change <sup>(1)</sup>	58	16	14	2	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	(3)	(12)	(9)	(0)	(37)
Données à base comparable	3 895	488	300	159	27 953
<b>Totem</b>					
Données historiques	-	-	-	-	-
Variations de change <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	298	177	121	41	60
Lancement opérationnel de Totem	298	177	121	41	60
Autres variations <sup>(2)</sup>	(0)	(0)	(0)	0	(0)
Données à base comparable	298	177	121	41	60
<b>Opérateurs internationaux &amp; Services partagés</b>					
Données historiques	743	(182)	(514)	110	12 719
Variations de change <sup>(1)</sup>	2	(2)	(2)	0	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	(3)	0	1	-	(282)
Lancement opérationnel de Totem	-	1	1	-	-
Autres variations <sup>(2)</sup>	(3)	(1)	0	-	(282)
Données à base comparable	742	(184)	(514)	110	12 437
<b>Services Financiers Mobiles</b>					
Données historiques	-	(56)	(77)	13	942
Variations de change <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	-
Données à base comparable	-	(56)	(77)	13	942

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2021 et les taux de change moyens du premier semestre 2022.

(2) Dont l'effet des réorganisations internes entre secteurs sans incidence au niveau du Groupe.

## 1.5.2 EBITDAaL

L'EBITDAaL (ou "EBITDA after Leases") correspond au résultat d'exploitation (i) avant dotations aux amortissements des actifs immobilisés, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant pertes de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés, avant résultat des entités mises en équivalence, (ii) après charges d'intérêts sur dettes locatives et dettes liées aux actifs financés, et (iii) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, des coûts des programmes de restructuration, des coûts d'acquisition et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le rapprochement entre l'EBITDAaL et le résultat net de l'ensemble consolidé est exposé ci-dessous.

	2022			2021		
	Données ajustées	Ajustements de présentation <sup>(1)</sup>	Compte de résultat consolidé	Données ajustées	Ajustements de présentation <sup>(1)</sup>	Compte de résultat consolidé
(au 30 juin, en millions d'euros)						
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>21 297</b>	<b>-</b>	<b>21 297</b>	<b>20 867</b>	<b>-</b>	<b>20 867</b>
Achats externes	(9 039)	(11)	(9 050)	(8 733)	(4)	(8 736)
Autres produits opérationnels	366	0	366	322	-	322
Autres charges opérationnelles	(222)	(9)	(231)	(227)	(68)	(295)
Charges de personnel	(4 361)	33	(4 329)	(4 373)	(48)	(4 421)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 235)	0	(1 235)	(1 188)	(31)	(1 219)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	36	36	-	12	12
Coûts des restructurations	-	(47)	(47)	-	(245)	(245)
Dotations aux amortissements des actifs financés	(47)	-	(47)	(41)	-	(41)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(762)	-	(762)	(731)	-	(731)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	(1)	6	5	-	(60)	(60)
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(2)</sup>	(1)	1	na	(1)	1	na
Intérêts sur dettes locatives <sup>(2)</sup>	(61)	61	na	(58)	58	na
<b>EBITDAaL</b>	<b>5 934</b>	<b>70</b>	<b>na</b>	<b>5 837</b>	<b>(385)</b>	<b>na</b>
Principaux litiges	(2)	2	na	(89)	89	na
Charges spécifiques de personnel	35	(35)	na	(41)	41	na
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	36	(36)	na	12	(12)	na
Coûts des programmes de restructuration	(41)	41	na	(305)	305	na
Coûts d'acquisition et d'intégration	(21)	21	na	(20)	20	na
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 585)	-	(3 585)	(3 499)	-	(3 499)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	3	-	3	(0)	-	(0)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	(3 702)	-	(3 702)
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(2)	-	(2)	(4)	-	(4)
Résultat des entités mises en équivalence	1	-	1	1	-	1
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(2)</sup>	1	(1)	na	1	(1)	na
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives <sup>(2)</sup>	61	(61)	na	58	(58)	na
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 420</b>	<b>-</b>	<b>2 420</b>	<b>(1 752)</b>	<b>-</b>	<b>(1 752)</b>
Résultat financier	-	-	(373)	-	-	(436)
Impôts sur les sociétés	-	-	(580)	-	-	(417)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 467</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 605)</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	-	-	1 218	-	-	(2 769)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	249	-	-	165

(1) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés) aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au *Compte de résultat consolidé*.

(2) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur EBITDAaL est pertinente car il s'agit de l'indicateur de performance opérationnelle clé utilisé en interne par le Groupe (i) pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et (ii) pour mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources. L'EBITDAaL, ou les indicateurs de gestion similaires utilisés par les concurrents d'Orange, sont des indicateurs souvent communiqués et largement utilisés par les analystes, les investisseurs et par les autres intervenants dans l'industrie des télécommunications.

L'EBITDAaL ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou aux flux nets de trésorerie générés par l'activité.

### 1.5.3 eCAPEX

Les eCAPEX (ou "CAPEX économiques") correspondent à la fois (i) aux investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication et hors actifs financés, diminués du prix de cession des actifs immobilisés, et (ii) aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles hors licences de télécommunication et hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, diminués du prix de cession des actifs immobilisés.

Le tableau suivant montre le passage (i) des investissements incorporels et corporels tels que présentés dans la note 1.5 de l'annexe aux comptes consolidés, et (ii) des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés*, (iii) aux eCAPEX.

	2022	2021 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
<b>Investissements incorporels et corporels</b>	<b>3 850</b>	<b>4 208</b>
Actifs financés	(69)	(23)
<b>Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(1)</sup></b>	<b>3 781</b>	<b>4 186</b>
Prix de cession des actifs immobilisés	(124)	(48)
Licences de télécommunication	(244)	(293)
<b>eCAPEX</b>	<b>3 413</b>	<b>3 845</b>

(1) Voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés*. Hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations. Les actifs financés sont sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur eCAPEX est pertinente car cet indicateur (i) exclut les investissements dans les licences de télécommunication (l'acquisition de ces licences ne relevant pas du suivi quotidien des investissements opérationnels) et les actifs financés (sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition), et (ii) permet, dans un contexte de rotation des actifs lié notamment au modèle économique de la fibre optique, de mesurer plus justement le montant réel des investissements en excluant le prix de cession des actifs immobilisés. Il s'agit de l'indicateur utilisé en interne par le Groupe pour l'allocation des ressources, afin de mesurer l'efficacité opérationnelle de l'utilisation des investissements pour chacun de ses secteurs opérationnels.

Les eCAPEX ne constituent pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ou aux investissements incorporels et corporels.

### 1.5.4 EBITDAaL – eCAPEX

L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" correspond à l'EBITDAaL (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) diminué des eCAPEX (voir section 1.5.3 *eCAPEX*).

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" est pertinente car il s'agit de l'indicateur de performance opérationnelle clé utilisé en interne par le Groupe pour (i) piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et (ii) mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement.

### 1.5.5 Cash-flow organique des activités télécoms

Le cash-flow organique des activités télécoms correspond aux flux nets de trésorerie générés par l'activité, diminué (i) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (ii) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (iii) hors licences de télécommunication décaissées et hors effet des principaux litiges décaissés (et encaissés).

Le tableau suivant présente, pour les activités télécoms, le passage des flux nets de trésorerie générés par l'activité au cash-flow organique des activités télécoms tel que présenté dans la note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés.

<b>Cash-flow organique des activités télécoms</b>	2022	2021 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité (activités télécoms)</b>	<b>5 789</b>	<b>5 523</b>
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 880)	(4 245)
Remboursements des dettes locatives	(734)	(880)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(44)	(41)
Neutralisation des licences de télécommunication décaissées	302	129
Neutralisation des principaux litiges décaissés (et encaissés)	13	354
<b>Cash-flow organique des activités télécoms</b>	<b>1 445</b>	<b>840</b>

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation du cash-flow organique des activités télécoms est pertinente pour mesurer la capacité du Groupe à dégager de la trésorerie à travers ses activités télécoms prises dans leur ensemble en excluant les principaux éléments qui ne sont pas sous son contrôle et qui peuvent varier significativement d'une année à l'autre, ce qui est particulièrement le cas des décaissements (et encaissements) relatifs aux principaux litiges et des décaissements liés aux acquisitions de licences de télécommunication. Il s'agit d'un indicateur plus complet que l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" (utilisé en interne pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels et mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources), car il inclut notamment l'impact des charges financières, des impôts sur les sociétés et de la variation des besoins en fonds de roulement. C'est pourquoi cet indicateur a été retenu par Orange dans le cadre du plan stratégique *Engage 2025* comme indicateur de performance opérationnelle clé des activités télécoms. Cet indicateur est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le cash-flow organique des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il ne se substitue pas aux flux de trésorerie générés par l'activité ni aux flux de trésorerie affectés aux opérations d'investissement.

### 1.5.6 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (i) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis en euros au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), (ii) diminués des dépôts versés de *cash collateral*, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie, inclus dans l'endettement financier net, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas comme les flux de trésorerie futurs. En conséquence, la part relative à ces instruments de couvertures en vie enregistrée en autres éléments du résultat global est ajoutée à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle.

La composition de l'endettement financier net est présentée dans la note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'endettement financier net est un indicateur de situation financière utilisé par le Groupe. L'endettement financier net est un indicateur souvent communiqué et largement utilisé par les analystes, les investisseurs, les agences de notation et par la plupart des groupes dans tous les secteurs d'activité en Europe.

L'endettement financier net ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse de l'ensemble des actifs et passifs.

### 1.5.7 Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est calculé sur la base de l'endettement financier net du Groupe (voir section 1.5.6 *Endettement financier net*) rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) calculé sur les 12 mois précédents. Comme l'endettement financier net (tel que défini et utilisé par Orange) ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles, pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent, l'endettement financier net est rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms. Par ailleurs, lors de variations de périmètre affectant significativement l'endettement financier net du Groupe en fin de période, le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est retraité afin de prendre en compte l'EBITDAaL des entités concernées sur les 12 mois précédents.

	30 juin 2022	31 déc. 2021 données historiques
(en millions d'euros)		
Endettement financier net (a)	24 377	24 269
EBITDAaL des activités télécoms (b)	12 792	12 696
<b>Ratio d'Endettement financier net / EBITDAaL des activités télécoms (a/b)</b>	<b>1,91</b>	<b>1,91</b>

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est utilisé par Orange pour mesurer la capacité du Groupe à rembourser sa dette, et plus largement pour mesurer la solidité de sa structure financière. Ce ratio est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes.

## 1.6 Informations complémentaires

### 1.6.1 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

Les principaux événements intervenus au cours du premier semestre 2022 affectant les litiges et engagements contractuels non comptabilisés sont décrits dans la note 14 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 1.6.2 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2022, les montants des transactions avec les parties liées n'ont pas évolué de manière significative par rapport au 31 décembre 2021 (voir note 8.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

### 1.6.3 Evénements postérieurs à la clôture

Les principaux événements intervenus postérieurement à la clôture au 30 juin 2022 sont décrits dans la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 1.6.4 Glossaire financier

**Achats et reversements aux opérateurs** : voir Achats externes.

**Achats externes** : les achats externes comprennent les charges opérationnelles suivantes, hors contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 (voir note 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés) :

- les **Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus** : coûts des terminaux et autres équipements vendus, commissions de distribution, dépenses de publicité, de promotion, de sponsoring et de changement de marque, et coûts de contenus ;
- les **Achats et reversements aux opérateurs** : charges de réseau et charges d'interconnexion ;
- les **Autres charges de réseau et charges informatiques** : charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, et charges informatiques ;
- et les **Autres achats externes** : frais généraux, charges immobilières, achats et reversements d'autres services, coûts de matériel et autres fournitures stockés, charges de sous-traitance des centres d'appels, et autres consommations externes, nets de la production immobilisée sur biens et services.

**ARPO convergent** : le chiffre d'affaires moyen par client des offres convergentes (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services des offres convergentes grand public facturées aux clients (hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée, par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres convergentes grand public sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO convergent est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres convergentes.

**ARPO mobile seul** : le chiffre d'affaires moyen par client des offres mobiles seuls (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services mobiles seuls vendus au détail (hors *machine-to-machine* et hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée, par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres mobiles seuls (hors *machine-to-machine*) sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO mobile seul est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres mobiles seuls.

**ARPO fixe seul haut débit** : le chiffre d'affaires moyen par client des offres fixes seuls (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services fixes seuls haut débit vendus au détail (hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres fixes seuls haut débit sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO fixe seul haut débit est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres fixes seuls.

**Autres achats externes** : voir Achats externes.

**Autres charges de réseau et charges informatiques** : voir Achats externes.

**Autres charges opérationnelles** : voir Autres produits et charges opérationnels.

**Autres produits et charges opérationnels** : autres produits opérationnels nets des autres charges opérationnelles. Les autres produits et charges opérationnels comprennent :

- les **Autres produits opérationnels** : principalement les produits liés au recouvrement des créances clients, le Produit Net Bancaire (PNB, solde net des produits et charges d'exploitation bancaire), les locations de sites et franchises, les crédits d'impôts et subventions, les produits du service universel, les redevances de marque et rémunérations de gestion facturées à certaines entités non contrôlées, les refacturations liées aux partages de réseau, les produits reçus sur litiges, et les produits sur dommages aux lignes ;
- et les **Autres charges opérationnelles** : principalement les litiges, les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms, les charges du service universel, les coûts d'acquisition et d'intégration, le résultat de change opérationnel, et le coût du risque de crédit bancaire (voir note 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

**Autres produits opérationnels** : voir Autres produits et charges opérationnels.

**Autres revenus** : voir Chiffre d'affaires.

**CAPEX économiques** : voir eCAPEX.

**Cash-flow organique des activités télécoms** : le cash-flow organique des activités télécoms correspond aux flux nets de trésorerie générés par l'activité, diminué (i) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (ii) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (iii) hors



licences de télécommunication décaissées et hors effet des principaux litiges décaissés (et encaissés) (voir note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés). Le cash-flow organique des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

**Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus** : voir Achats externes.

**Charges de personnel** : salaires et charges (nets de la production immobilisée), charge de participation des salariés, et charge de rémunération en actions.

**Chiffre d'affaires** : le chiffre d'affaires (voir note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés) comprend :

- les **Services convergents** : revenus des offres convergentes vendues au détail aux clients grand public, hors ventes d'équipements (voir cette définition). Une offre convergente est définie par la combinaison a minima d'un accès fixe haut débit (xDSL, FTTx, câble, 4G fixe) et d'un forfait mobile voix ;
- les **Services mobiles seuls** : revenus des offres mobiles (appels sortants principalement : voix, SMS et données) vendues au détail, hors services convergents et hors ventes d'équipements (voir ces définitions) ;
- les **Services fixes seuls** : chiffre d'affaires des services fixes vendus au détail, hors services convergents et hors ventes d'équipements (voir ces définitions). Il comprend (i) les services fixes bas débit (téléphonie fixe classique), (ii) les services fixes haut débit, et (iii) les solutions et réseaux d'entreprises (à l'exception de la France, pour lequel l'essentiel des solutions et réseaux d'entreprises est porté par le secteur Entreprises). Pour le secteur Entreprises, le chiffre d'affaires des services fixes seuls comprend les ventes d'équipements de réseau liés à l'exploitation des services de voix et de données ;
- les **Services d'intégration et des technologies de l'information** : revenus incluant les services de communication et de collaboration unifiés (*Local Area Network* et téléphonie, conseil, intégration, gestion de projet), les services d'hébergement et d'infrastructure (dont le *cloud computing*), les services applicatifs (gestion de la relation clients et autres services applicatifs), les services de sécurité, les offres de vidéoconférence, les services liés au machine-to-machine (hors connectivité) ainsi que les ventes d'équipements liées aux produits et services ci-dessus ;
- les **Services aux opérateurs** : revenus incluant (i) les services mobiles aux opérateurs, qui regroupent notamment le trafic mobile entrant, l'itinérance (*roaming*) visiteurs, le partage de réseaux, l'itinérance nationale et les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO), et (ii) les services fixes aux opérateurs, qui comprennent notamment l'interconnexion nationale, les services aux opérateurs internationaux, les services d'accès à haut et très haut débit (accès fibre, dégroupage de lignes téléphoniques, ventes d'accès xDSL), et la vente en gros de lignes téléphoniques ;
- les **Ventes d'équipements** : ventes d'équipements fixes et mobiles, à l'exception (i) des ventes d'équipement liées à la fourniture des services d'intégration et des technologies de l'information, (ii) des ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de voix et de données du secteur Entreprises, et (iii) des ventes d'équipements aux distributeurs externes et courtiers ;
- et les **Autres revenus** : revenus incluant notamment les ventes d'équipements aux distributeurs externes et courtiers, les revenus des portails, de la publicité en ligne et d'activités transverses du Groupe, et divers autres revenus.

**Chiffre d'affaires des services de détail (B2C+B2B)** : agrégation des revenus des Services convergents, des Services mobiles seuls, des Services fixes seuls et des Services d'intégration et des technologies de l'information (voir ces définitions). Le chiffre d'affaires des Services de détail (B2C+B2B) regroupe l'ensemble des revenus d'un périmètre donné hors chiffre d'affaires des Services aux opérateurs, Ventes d'équipements et Autres revenus (voir ces définitions).

**Données à base comparable** : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*). Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le *Compte de résultat consolidé* de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de refléter l'évolution organique de l'activité. Les données à base comparable ne constituent pas des indicateurs financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

**Données contributives** : données après élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

**Données historiques** : données des périodes passées telles que publiées dans les comptes consolidés de la période actuelle.

**Données sociales** : données avant élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

**EBITDAaL ou "EBITDA after Leases"** : résultat d'exploitation (i) avant dotations aux amortissements des actifs immobilisés, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant pertes de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés, avant résultat des entités mises en équivalence, (ii) après charges d'intérêts sur dettes locatives et dettes liées aux actifs financés, et (iii) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, des coûts des programmes de restructuration, des coûts d'acquisition et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'EBITDAaL ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

**EBITDAaL – eCAPEX** : EBITDAaL (voir cette définition) diminué des eCAPEX (voir cette définition). L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

**eCAPEX ou "CAPEX économiques"** : investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication et hors actifs financés, diminués du prix de cession des actifs immobilisés (voir note 1.5 de l'annexe aux comptes consolidés). Les eCAPEX ne constituent pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

**Endettement financier net** : l'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (i) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis en euros au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), (ii) diminués des dépôts versés de *cash collateral*, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie, inclus dans l'endettement financier net, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas comme les flux de trésorerie futurs. En conséquence, la part relative à ces instruments de couvertures en vie enregistrée en autres éléments du résultat global est ajoutée à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle (voir note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés). L'endettement financier net ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

**Impôts et taxes d'exploitation** : impôts et taxes incluant notamment la Contribution Economique Territoriale (CET) et l'imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en France, les redevances de fréquences et les taxes sur les services de télécommunication.

**Investissements incorporels et corporels** : voir eCAPEX.

**Investissements financiers** : acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et variations des parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales.

**Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période)** : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

**Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein)** : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

**Salaires et charges** : voir Charges de personnel.

**Services aux opérateurs** : voir Chiffre d'affaires.

**Services convergents** : voir Chiffre d'affaires.

**Services d'intégration et des technologies de l'information** : voir Chiffre d'affaires.

**Services de détail (B2C+B2B)** : voir Chiffre d'affaires des services de détail (B2C+B2B).

**Services fixes seuls** : voir Chiffre d'affaires.

**Services mobiles seuls** : voir Chiffre d'affaires.

**Variation du besoin en fonds de roulement** : la variation du besoin en fonds de roulement comprend :

- la **Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation**, qui comprend (i) la variation des stocks bruts, (ii) la variation des créances clients brutes, (iii) la variation des dettes de fournisseurs d'autres biens et services, et (iv) la variation des actifs et passifs de contrats clients ;
- et la **Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation**, qui comprend la variation des autres éléments d'actif et de passif (hors créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation).

**Ventes d'équipements** : voir Chiffre d'affaires.



## 2. Comptes consolidés résumés du 1<sup>er</sup> semestre 2022

### Faits marquants du premier semestre 2022

#### Création d'un nouveau secteur opérationnel Totem

Depuis le 1er janvier 2022, Totem, la société européenne du groupe Orange, détient et gère le portefeuille d'infrastructures passives des tours de télécommunications mobiles en France et en Espagne. Le Groupe a fait le choix de présenter Totem comme un secteur d'activité distinct.



Note 1.1

#### Guerre en Ukraine

Le jugement et les estimations réalisés par le Groupe tiennent compte des conséquences de l'offensive armée engagée depuis le 24 février 2022 par la Russie contre l'Ukraine.

Sous réserve que le conflit n'évolue pas vers d'autres zones géographiques, les impacts sur les comptes du Groupe restent limités à date.



Note 2.3

#### Signature d'un accord avec MásMóvil

Suite aux négociations exclusives entamées le 8 mars 2022, Orange et MásMóvil ont signé le 23 juillet un accord portant sur le regroupement de leurs activités en Espagne.

Ce regroupement prendrait la forme d'une joint-venture contrôlée à 50% respectivement par chaque partie. Le groupe Orange perdrait alors le contrôle exclusif sur ses activités en Espagne, et la joint-venture serait consolidée selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes du groupe Orange.

Au 30 juin 2022, le Groupe estime que les critères de la norme IFRS 5 relatifs aux activités abandonnées ne sont pas remplis.



Note 3.2

## Etats de synthèse

<b>Compte de résultat consolidé</b>	<b>49</b>	<b>Note 6 Charges de personnel</b>	<b>78</b>
<b>Etat du résultat global consolidé</b>	<b>50</b>	<b>Note 7 Pertes de valeur</b>	<b>78</b>
<b>Etat consolidé de la situation financière</b>	<b>51</b>	<b>Note 8 Titres mis en équivalence</b>	<b>78</b>
<b>Tableau des variations des capitaux propres consolidés</b>	<b>53</b>	8.1 Variation des titres mis en équivalence	78
<b>Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global</b>	<b>54</b>	8.2 Principales données des entités mises en équivalence	79
<b>Tableau des flux de trésorerie consolidés</b>	<b>55</b>	8.3 Transactions avec les parties liées	80
<b>Annexe des comptes consolidés</b>	<b>56</b>	<b>Note 9 Impôts sur les sociétés</b>	<b>80</b>
<b>Notes annexes</b>		<b>Note 10 Actifs, passifs et résultat financiers (activités télécoms)</b>	<b>81</b>
<b>Note 1 Informations sectorielles</b>	<b>56</b>	10.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms	81
1.1 Evolution de l'information sectorielle	56	10.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers	81
1.2 Chiffre d'affaires sectoriel	57	10.3 Endettement financier net	81
1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2022	59	10.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires	82
1.4 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2021	61	10.5 Actifs financiers	82
1.5 Investissements sectoriels	63	<b>Note 11 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (activités télécoms)</b>	<b>83</b>
1.6 Actifs sectoriels	65	11.1 Politique de gestion des risques	83
1.7 Passifs sectoriels	67	11.2 Evolution de la notation d'Orange	83
1.8 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités des services financiers mobiles	69	11.3 Ratios financiers	83
<b>Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés</b>	<b>72</b>	11.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers	83
2.1 Base de préparation des informations financières	72	<b>Note 12 Activités des Services Financiers Mobiles</b>	<b>83</b>
2.2 Recours à des estimations et au jugement	73	12.1 Eléments des actifs et passifs financiers des Services Financiers Mobiles	83
2.3 Conflit armé en Ukraine	73	12.2 Informations sur la gestion du risque de crédit lié aux activités d'Orange Bank	85
2.4 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1 <sup>er</sup> janvier 2021	73	12.3 Informations sur la gestion du risque de taux d'Orange Bank	86
2.5 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	74	<b>Note 13 Capitaux propres</b>	<b>86</b>
<b>Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre</b>	<b>74</b>	13.1 Evolution du capital	86
3.1 Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	74	13.2 Actions propres	86
3.2 Principales variations de périmètre et transactions en cours	74	13.3 Distributions	86
<b>Note 4 Créances clients</b>	<b>75</b>	13.4 Titres subordonnés	86
<b>Note 5 Achats et autres charges</b>	<b>77</b>	13.5 Ecart de conversion	87
5.1 Achats externes	77	13.6 Participations ne donnant pas le contrôle	87
5.2 Autres charges opérationnelles	77	<b>Note 14 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés</b>	<b>88</b>
5.3 Coûts des restructurations	77	14.1 Litiges	88
5.4 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs	77	14.2 Engagements contractuels non comptabilisés	88
		<b>Note 15 Evénements postérieurs à la clôture</b>	<b>89</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

## Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros, excepté les données relatives au résultat par action)	Note	30 juin 2022	30 juin 2021
<b>Chiffre d'affaires</b>	1.2	<b>21 297</b>	<b>20 867</b>
Achats externes	5.1	(9 050)	(8 736)
Autres produits opérationnels		366	322
Autres charges opérationnelles	5.2	(231)	(295)
Charges de personnel	6	(4 329)	(4 421)
Impôts et taxes d'exploitation		(1 235)	(1 219)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	3.1	36	12
Coûts des restructurations	5.3	(47)	(245)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		(3 585)	(3 499)
Dotations aux amortissements des actifs financés		(47)	(41)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		(762)	(731)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		3	(0)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	7	-	(3 702)
Pertes de valeur des actifs immobilisés		(2)	(4)
Pertes de valeur des droits d'utilisation		5	(60)
Résultat des entités mises en équivalence	8	1	1
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>2 420</b>	<b>(1 752)</b>
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés		(297)	(461)
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés		(1)	(1)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net		(9)	(5)
Gains (pertes) de change		(40)	57
Intérêts sur dettes locatives		(61)	(58)
Autres produits et charges financiers		36	32
<b>Résultat financier</b>	10	<b>(373)</b>	<b>(436)</b>
Impôts sur les sociétés	9	(580)	(417)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>1 467</b>	<b>(2 605)</b>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		1 218	(2 769)
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		249	165
<b>Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère</b>			
Résultat net			
- de base		0,42	(1,09)
- dilué		0,42	(1,09)

**Etat du résultat global consolidé**

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2022	30 juin 2021 <sup>(1)</sup>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>1 467</b>	<b>(2 605)</b>
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies	6	170	61
Titres à la juste valeur		(33)	(9)
Impôt sur les éléments non recyclables		(44)	(16)
Eléments non recyclables du résultat global des MEE		-	-
<b>Eléments non recyclables en résultat (a)</b>		<b>93</b>	<b>37</b>
Titres à la juste valeur		1	(0)
Couverture de flux de trésorerie	10.2	438	193
Ecart de conversion	13.5	(37)	102
Impôt sur les éléments recyclables ou recyclés		(107)	(55)
Eléments recyclables ou recyclés du résultat global des MEE		39	-
<b>Eléments recyclables ou recyclés en résultat (b)</b>		<b>333</b>	<b>239</b>
<b>Autres éléments du résultat global de l'ensemble consolidé (a) + (b)</b>		<b>426</b>	<b>276</b>
<b>Résultat global consolidé</b>		<b>1 893</b>	<b>(2 329)</b>
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		1 591	(2 510)
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		302	181

(1) Les données du premier semestre 2021 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative au calcul des engagements de certains régimes de retraite (voir note 2.4)

MEE : Entités mises en équivalence

**Etat consolidé de la situation financière**

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2022	31 décembre 2021
<b>Actif</b>			
Ecarts d'acquisition		24 211	24 192
Autres immobilisations incorporelles		14 644	14 940
Immobilisations corporelles		30 663	30 484
Droits d'utilisation		8 186	7 702
Titres mis en équivalence	8	1 484	1 440
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers			
Mobiles	12.1	725	900
Actifs financiers non courants	10.1	968	950
Dérivés actifs non courants	10.1	1 655	683
Autres actifs non courants		267	254
Impôts différés actifs		519	692
<b>Total de l'actif non courant</b>		<b>83 321</b>	<b>82 236</b>
Stocks		994	952
Créances clients	4	5 965	6 029
Autres actifs de contrats clients		1 438	1 460
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	12.1	2 548	2 381
Actifs financiers courants	10.1	3 008	2 313
Dérivés actifs courants	10.1	14	7
Autres actifs courants		1 938	1 875
Impôts et taxes d'exploitation		1 150	1 163
Impôts sur les sociétés		149	181
Charges constatées d'avance		1 059	851
Disponibilités et quasi-disponibilités	10.1	8 259	8 621
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>26 521</b>	<b>25 834</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>109 843</b>	<b>108 071</b>

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2022	31 décembre 2021
<b>Passif</b>			
Capital social	13.1	10 640	10 640
Prime d'émission et réserve légale		16 859	16 859
Titres subordonnés	13.4	5 497	5 497
Réserves		(243)	(656)
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>32 753</b>	<b>32 341</b>
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	13.6	3 054	3 020
<b>Total capitaux propres</b>	13	<b>35 807</b>	<b>35 361</b>
Passifs financiers non courants	10.1	33 191	31 922
Dérivés passifs non courants	10.1	231	220
Dettes locatives non courantes		7 126	6 696
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes		1 402	1 370
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	12.1	0	0
Avantages du personnel non courants		2 438	2 798
Provisions pour démantèlement non courantes		736	876
Provisions pour restructuration non courantes		49	61
Autres passifs non courants		287	306
Impôts différés passifs		1 183	1 185
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>46 643</b>	<b>45 434</b>
Passifs financiers courants	10.1	3 178	3 421
Dérivés passifs courants	10.1	10	124
Dettes locatives courantes		1 449	1 369
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes		2 888	3 111
Dettes fournisseurs sur autres biens et services		6 895	6 738
Passifs de contrats clients		2 554	2 512
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	12.1	3 199	3 161
Avantages du personnel courants		2 303	2 316
Provisions pour démantèlement courantes		15	21
Provisions pour restructuration courantes		107	124
Autres passifs courants		2 512	2 338
Impôts et taxes d'exploitation		1 734	1 436
Impôts sur les sociétés		374	425
Produits constatés d'avance		174	180
<b>Total des passifs courants</b>		<b>27 393</b>	<b>27 276</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>109 843</b>	<b>108 071</b>

## Tableau des variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Note	Attribuables aux propriétaires de la société mère						Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres	
		Nombre d'actions émises	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Titres subordonnés	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	Réserves	Autres éléments du résultat global		Total
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>		<b>2 660 056 599</b>	<b>10 640</b>	<b>16 859</b>	<b>5 803</b>	<b>1 966</b>	<b>(711)</b>	<b>34 557</b>	<b>2 484</b>	<b>159</b>	<b>2 643</b>	<b>37 200</b>
<b>Résultat global consolidé<sup>(1)</sup></b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 769)</b>	<b>259</b>	<b>(2 510)</b>	<b>165</b>	<b>17</b>	<b>181</b>	<b>(2 329)</b>
Rémunération en actions		-	-	-	-	4	-	4	1	-	1	5
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	(3)	-	(3)	-	-	-	(3)
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(1 330)	-	(1 330)	(216)	-	(216)	(1 545)
Emissions et rachats de titres subordonnés		-	-	-	(306)	(6)	-	(311)	-	-	-	(311)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(163)	-	(163)	-	-	-	(163)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(188)	-	(188)	(142)	-	(142)	(330)
Autres mouvements		-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	3
<b>Solde au 30 juin 2021<sup>(1)</sup></b>		<b>2 660 056 599</b>	<b>10 640</b>	<b>16 859</b>	<b>5 497</b>	<b>(2 487)</b>	<b>(452)</b>	<b>30 057</b>	<b>2 292</b>	<b>176</b>	<b>2 469</b>	<b>32 527</b>
<b>Résultat global consolidé</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 002</b>	<b>195</b>	<b>3 197</b>	<b>380</b>	<b>19</b>	<b>399</b>	<b>3 596</b>
Rémunération en actions		-	-	-	-	161	-	161	5	-	5	166
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	(176)	-	(176)	-	-	-	(176)
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(797)	-	(797)	(2)	-	(2)	(799)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(75)	-	(75)	-	-	-	(75)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	3	-	3	(71)	-	(71)	(68)
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	-	-	-	249	-	249	249
Autres mouvements		-	-	-	-	(30)	-	(30)	(29)	-	(29)	(59)
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>		<b>2 660 056 599</b>	<b>10 640</b>	<b>16 859</b>	<b>5 497</b>	<b>(399)</b>	<b>(257)</b>	<b>32 341</b>	<b>2 825</b>	<b>195</b>	<b>3 020</b>	<b>35 361</b>
<b>Résultat global consolidé</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 218</b>	<b>373</b>	<b>1 591</b>	<b>249</b>	<b>54</b>	<b>302</b>	<b>1 893</b>
Rémunération en actions		-	-	-	-	5	-	5	1	-	1	6
Rachat d'actions propres	13.2	-	-	-	-	0	-	0	-	-	-	0
Distribution de dividendes	13.3	-	-	-	-	(1 063)	-	(1 063)	(277)	-	(277)	(1 340)
Rémunération des titres subordonnés	13.4	-	-	-	-	(121)	-	(121)	-	-	-	(121)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(2)	-	(2)	3	-	3	1
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(0)	-	(0)	(1)	-	(1)	(1)
Autres mouvements		-	-	-	-	3	-	3	5	-	5	8
<b>Solde au 30 juin 2022</b>		<b>2 660 056 599</b>	<b>10 640</b>	<b>16 859</b>	<b>5 497</b>	<b>(358)</b>	<b>116</b>	<b>32 753</b>	<b>2 805</b>	<b>249</b>	<b>3 054</b>	<b>35 807</b>

(1) Les données du premier semestre 2021 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative au calcul des engagements de certains régimes de retraite (voir note 2.4).



**Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global**

(en millions d'euros)	Attribuables aux propriétaires de la société mère							Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle						Total autres éléments du résultat global	
	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Ecart de conversion	Gains et pertes actuariels <sup>(2)</sup>	Impôts différés <sup>(2)</sup>	Autres éléments du résultat global des MEE <sup>(3)</sup>	Total	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Ecart de conversion	Gains et pertes actuariels <sup>(2)</sup>	Impôts différés <sup>(2)</sup>	Autres éléments du résultat global des MEE <sup>(3)</sup>		Total
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>68</b>	<b>(98)</b>	<b>(256)</b>	<b>(579)</b>	<b>195</b>	<b>(40)</b>	<b>(711)</b>	<b>(3)</b>	<b>(2)</b>	<b>171</b>	<b>(8)</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>159</b>	<b>(552)</b>
Variation	(10)	197	82	62	(72)	-	<b>259</b>	1	(3)	19	(1)	1	-	<b>17</b>	<b>276</b>
<b>Solde au 30 juin 2021</b>	<b>58</b>	<b>99</b>	<b>(173)</b>	<b>(517)</b>	<b>123</b>	<b>(40)</b>	<b>(452)</b>	<b>(2)</b>	<b>(6)</b>	<b>190</b>	<b>(8)</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>176</b>	<b>(276)</b>
Variation	20	121	77	1	(25)	1	<b>195</b>	(1)	3	22	(3)	(0)	-	<b>19</b>	<b>213</b>
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>	<b>78</b>	<b>220</b>	<b>(96)</b>	<b>(516)</b>	<b>97</b>	<b>(39)</b>	<b>(257)</b>	<b>(3)</b>	<b>(3)</b>	<b>212</b>	<b>(11)</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>195</b>	<b>(62)</b>
Variation <sup>(1)</sup>	(32)	406	(56)	171	(145)	28	<b>373</b>	(0)	32	20	(2)	(6)	10	<b>54</b>	<b>426</b>
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	<b>46</b>	<b>626</b>	<b>(152)</b>	<b>(344)</b>	<b>(48)</b>	<b>(11)</b>	<b>116</b>	<b>(3)</b>	<b>29</b>	<b>232</b>	<b>(13)</b>	<b>(5)</b>	<b>10</b>	<b>249</b>	<b>365</b>

(1) Au 30 juin 2022, la variation de 426 millions d'euros des autres éléments du résultat global intègre notamment :

- 367 millions d'euros sur les couvertures en dollar américain et livre sterling chez Orange SA ;
- 170 millions d'euros de gains actuariels liés à la hausse des taux d'actualisation utilisés pour la valorisation des engagements de retraite.

(2) Les données du premier semestre 2021 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative au calcul des engagements de certains régimes de retraite (voir note 2.4)

(3) Les autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence au 30 juin 2022 s'élèvent à 38 millions d'euros et se composent comme suit :

- 50 millions d'euros au titre des instruments financiers de couverture, dont 38 millions d'euros attribuables aux propriétaires de la société mère;
- (12) millions d'euros au titre des impôts différés afférents, dont (10) millions d'euros attribuables aux propriétaires de la société mère.

MEE : Entités mises en équivalence, montants n'incluant pas les écarts de conversion.

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2022	30 juin 2021
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>			
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 467	(2 605)
Eléments non monétaires et reclassements de présentation		6 215	9 817
Impôts et taxes d'exploitation		1 235	1 219
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	3.1	(36)	(12)
Autres gains et pertes		(13)	(16)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		3 585	3 499
Dotations aux amortissements des actifs financés		47	41
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		762	731
Dotations (reprises) des provisions		(335)	(275)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		(3)	0
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	7	-	3 702
Pertes de valeur des actifs immobilisés		2	4
Pertes de valeur des droits d'utilisation		(5)	60
Résultat des entités mises en équivalence		(1)	(1)
Écarts de change nets et instruments dérivés opérationnels		17	7
Résultat financier		373	436
Impôts sur les sociétés	9	580	417
Rémunération en actions		6	5
Variations du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles <sup>(1)</sup>		(5)	276
Diminution (augmentation) des stocks bruts		(40)	9
Diminution (augmentation) des créances clients brutes		99	136
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services		90	22
Variation des actifs et passifs de contrats clients		75	164
Variation des autres éléments d'actif et de passif <sup>(2)</sup>		(229)	(54)
Autres décaissements nets		(2 040)	(2 129)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés		(958)	(985)
Dividendes encaissés		2	7
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net <sup>(3)</sup>		(504)	(651)
Impôts sur les sociétés décaissés		(581)	(500)
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité (a)</b>		<b>5 636</b>	<b>5 360</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>			
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(4)</sup>		(3 892)	(4 258)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(5)</sup>		(3 781)	(4 186)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		(237)	(227)
Avances sur subventions d'investissement		-	20
Cessions des actifs corporels et incorporels		126	135
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise		(12)	0
Investissements dans les sociétés mises en équivalence		(8)	(2)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur		(17)	(42)
Cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée		0	0
Cessions de titres de participation évalués à la juste valeur		2	90
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers		(593)	954
Placements à la juste valeur, hors quasi-disponibilités		(694)	899
Autres		101	55
<b>Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (b)</b>		<b>(4 519)</b>	<b>(3 258)</b>

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2022	30 juin 2021
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
Emissions d'emprunts moyen et long terme	10.4	985	1 526
Remboursements d'emprunts moyen et long terme <sup>(6)</sup>		(331)	(3 072)
Remboursements des dettes locatives		(737)	(882)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme		(884)	655
Variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>		899	574
Effet change des dérivés net		(103)	50
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	13.4	-	(311)
Coupons sur titres subordonnés	13.4	(121)	(163)
Cessions (rachats) d'actions propres		20	(3)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle		0	3
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales		1	(333)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	13.3	(1 063)	(1 330)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	13.6	(177)	(190)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (c)</b>		<b>(1 510)</b>	<b>(3 477)</b>
<b>Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)</b>		<b>(394)</b>	<b>(1 375)</b>
<b>Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités</b>			
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture</b>		<b>8 621</b>	<b>8 145</b>
<b>Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités</b>		<b>(394)</b>	<b>(1 375)</b>
<b>Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités</b>		<b>32</b>	<b>21</b>
Dont incidence des variations des taux de change et autres impacts non monétaires		32	21
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture</b>		<b>8 259</b>	<b>6 791</b>

(1) Les activités bancaires opérationnelles comprennent principalement les opérations avec la clientèle et les établissements de crédit. Elles sont présentées en variation des autres éléments d'actif et de passif.

(2) Hors créances, dettes d'impôts et taxes d'exploitation.

(3) Dont intérêts décaissés sur les dettes locatives pour (60) millions d'euros au 30 juin 2022 et (59) millions d'euros au 30 juin 2021.

(4) Dont licences de télécommunications décaissées pour (302) millions d'euros au 30 juin 2022 et (129) millions d'euros au 30 juin 2021.

(5) Les investissements d'actifs financés pour un montant de 69 millions d'euros au 30 juin 2022 et 23 millions d'euros au 30 juin 2021 sont sans effet sur le tableau de flux de trésorerie lors de l'acquisition.

(6) Dont décaissements sur dettes liées aux actifs financés pour (44) millions d'euros au 30 juin 2022 et (41) millions d'euros au 30 juin 2021.

## Note 1 Informations sectorielles

### 1.1 Evolution de l'information sectorielle

Orange a annoncé en février 2021 la création de Totem, une *TowerCo* européenne qui exploite un portefeuille de tours composé, au 30 juin 2022, d'environ 27 000 sites en France et en Espagne. L'entrée en phase opérationnelle de la *TowerCo* a entraîné une évolution du reporting interne suivi par le management et l'information sectorielle désormais présentée tient compte du souhait du Groupe de présenter Totem comme un secteur distinct. Cette évolution a modifié également la composition des unités génératrices de trésorerie (UGT) France et Espagne. Ainsi, les écarts d'acquisition (1 624 millions d'euros) initialement affectés aux UGT France et Espagne ont été partiellement réaffectés à l'UGT Totem sur la base des flux futurs de trésorerie attendus relatifs à l'activité transférée.

**1.2 Chiffre d'affaires sectoriel**

(en millions d'euros)	France <sup>(1)</sup>	Europe			Total
		Espagne <sup>(1)</sup>	Autres pays d'Europe <sup>(2)</sup>	Eliminations Europe	
<b>30 juin 2022</b>					
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>8 827</b>	<b>2 265</b>	<b>3 065</b>	<b>(5)</b>	<b>5 325</b>
Services convergents	2 406	931	469	-	1 400
Services mobiles seuls	1 154	399	1 015	-	1 414
Services fixes seuls	1 907 <sup>(5)</sup>	217	397	-	614
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	18	196	-	214
Services aux opérateurs ( <i>Wholesale</i> )	2 455	406	476	(5)	877
Ventes d'équipements	552	293	426	-	719
Autres revenus	353	0	87	-	87
<i>Externe</i>	8 485	2 240	3 015	-	5 255
<i>Inter-secteurs</i>	342	25	51	(5)	70
<b>30 juin 2021</b>					
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>8 950</b>	<b>2 368</b>	<b>2 800</b>	<b>(4)</b>	<b>5 164</b>
Service convergents	2 317	933	404	-	1 337
Services mobiles seuls	1 122	450	984	-	1 434
Services fixes seuls	1 944 <sup>(5)</sup>	225	296	-	522
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	6	152	-	158
Services aux opérateurs ( <i>Wholesale</i> )	2 720	443	486	(4)	926
Ventes d'équipements	523	310	408	-	718
Autres revenus	325	0	69	0	70
<i>Externe</i>	8 658	2 350	2 764	-	5 114
<i>Inter-secteurs</i>	292	18	36	(4)	50

(1) A fin juin 2021, les données relatives à Totem sont intégrées dans les segments France, Espagne et Opérateurs Internationaux et Services Partagés (voir note 1.1).

(2) Le secteur comprend la contribution de l'entité Telekom Romania Communications acquise le 30 septembre 2021.

(3) Dont, à fin juin 2022, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 552 millions d'euros, en Espagne pour 8 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 838 millions d'euros et dans les autres pays pour 491 millions d'euros.

Dont, à fin juin 2021, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 547 millions d'euros, en Espagne pour 7 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 813 millions d'euros et dans les autres pays pour 473 millions d'euros.

(4) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 690 millions d'euros à fin juin 2022 et 668 millions d'euros à fin juin 2021.

(5) Dont, à fin juin 2022, 1 473 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services fixes seuls haut débit et 434 millions d'euros au titre des services fixes seuls bas débit. Dont, à fin juin 2021, 1 415 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services fixes seuls haut débit et 529 millions d'euros au titre des services fixes seuls bas débit.

(6) Dont, à fin juin 2022, 514 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services de voix et 1 224 millions d'euros au titre des services de données. Dont, à fin juin 2021, 569 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services de voix et 1 265 millions d'euros au titre des services de données.

Afrique et Moyen- Orient	Entreprises <sup>(3)</sup>	Totem <sup>(1)</sup>	Opérateurs Internationaux et Services Partagés <sup>(1)(4)</sup>	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms/ services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
<b>3 381</b>	<b>3 888</b>	<b>328</b>	<b>772</b>	<b>(1 220)</b>	<b>21 301</b>	-	<b>(4)</b>	<b>21 297</b>
-	-	-	-	-	3 806	-	-	3 806
2 578	325	-	-	(18)	5 454	-	(0)	5 454
384	1 738 <sup>(6)</sup>	-	-	(75)	4 568	-	(1)	4 567
21	1 663	-	-	(96)	1 802	-	(2)	1 799
324	20	328	539	(904)	3 638	-	-	3 638
55	141	-	-	(3)	1 465	-	(0)	1 465
18	-	-	234	(124)	568	-	(1)	567
<b>3 298</b>	<b>3 692</b>	<b>56</b>	<b>511</b>	<b>-</b>	<b>21 297</b>	-	-	<b>21 297</b>
83	196	272	261	(1 220)	4	-	(4)	-
<b>3 043</b>	<b>3 840</b>	<b>n/a</b>	<b>743</b>	<b>(869)</b>	<b>20 870</b>	-	<b>(4)</b>	<b>20 867</b>
-	-	n/a	-	-	3 654	-	-	3 654
2 329	318	n/a	-	(14)	5 189	-	(0)	5 189
318	1 834 <sup>(6)</sup>	n/a	-	(84)	4 533	-	(0)	4 533
13	1 565	n/a	-	(90)	1 646	-	(2)	1 644
310	21	n/a	522	(594)	3 906	-	-	3 906
54	101	n/a	-	(4)	1 392	-	(0)	1 391
18	-	n/a	221	(84)	551	-	(1)	549
<b>2 963</b>	<b>3 639</b>	<b>n/a</b>	<b>493</b>	<b>-</b>	<b>20 867</b>	-	-	<b>20 867</b>
80	201	n/a	250	(869)	4	-	(4)	-

## 1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2022

(en millions d'euros)	France	Europe			Total	Afrique et Moyen- Orient
		Espagne	Autres pays d'Europe <sup>(2)</sup>	Elimina- tions Europe		
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>8 827</b>	<b>2 265</b>	<b>3 065</b>	<b>(5)</b>	<b>5 325</b>	<b>3 381</b>
Achats externes	(3 537)	(1 407)	(1 762)	5	(3 164)	(1 335)
Autres produits opérationnels	618	47	141	(0)	188	21
Autres charges opérationnelles	(250)	(77)	(106)	0	(183)	(113)
Charges de personnel	(1 775)	(128)	(369)	-	(497)	(290)
Impôts et taxes d'exploitation	(664)	(82)	(59)	-	(141)	(324)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations	-	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs financés	(47)	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(130)	(86)	(101)	-	(187)	(95)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(4)</sup>	(1)	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives <sup>(4)</sup>	(5)	(8)	(10)	-	(18)	(31)
<b>EBITDAaL</b>	<b>3 035</b>	<b>524</b>	<b>799</b>	<b>-</b>	<b>1 323</b>	<b>1 214</b>
Principaux litiges	0	-	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(39)	-	-	-	-	-
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	(0)	-	20	-	20	2
Coûts des programmes de restructuration	(13)	(8)	(3)	-	(11)	(4)
Coûts d'acquisition et d'intégration	-	-	(13)	-	(13)	-
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 551)	(543)	(533)	-	(1 076)	(509)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	0	-	(0)	-	(0)	(2)
Résultat des entités mises en équivalence	(3)	-	(1)	-	(1)	7
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(4)</sup>	1	-	-	-	-	-
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives <sup>(4)</sup>	5	8	10	-	18	31
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 436</b>	<b>(19)</b>	<b>278</b>	<b>-</b>	<b>260</b>	<b>739</b>
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés						
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(4)</sup>						
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net						
Gains (pertes) de change						
Intérêts sur dettes locatives <sup>(4)</sup>						
Autres produits et charges financiers						
<b>Résultat financier</b>						
<b>Impôt sur les sociétés</b>						
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>						

(1) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les données relatives à Totem sont présentées dans un segment distinct (voir note 1.1).

(2) Le secteur comprend la contribution de l'entité Telekom Romania Communications acquise le 30 septembre 2021.

(3) Le produit net bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 56 millions d'euros à fin juin 2022. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (22) millions d'euros à fin juin 2022.

(4) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange.

Entreprises	Totem <sup>(1)</sup>	Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles <sup>(3)</sup>	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Total	Ajustements de présentation <sup>(4)</sup>	Comptes consolidés Orange
<b>3 888</b>	<b>328</b>	<b>772</b>	<b>(1 220)</b>	<b>21 301</b>	-	<b>(4)</b>	<b>21 297</b>	-	<b>21 297</b>
(2 041)	(59)	(1 019)	2 172	(8 984)	(64)	9	(9 039)	(11)	(9 050)
90	-	1 020	(1 629)	309	65	(8)	366	0	366
(337)	(0)	(5)	677	(211)	(14)	4	(222)	(9)	(231)
(1 109)	(6)	(644)	-	(4 321)	(40)	-	(4 361)	33	(4 329)
(48)	(4)	(53)	-	(1 234)	(1)	-	(1 235)	0	(1 235)
-	-	-	-	-	-	-	-	36	36
-	-	-	-	-	-	-	-	(47)	(47)
-	-	-	-	(47)	-	-	(47)	-	(47)
(75)	(78)	(195)	-	(761)	(2)	-	(762)	-	(762)
(1)	-	-	-	(1)	-	-	(1)	6	5
-	-	-	-	(1)	-	-	(1)	1	n/a
(2)	(2)	(3)	-	(61)	(0)	-	(61)	61	n/a
<b>364</b>	<b>180</b>	<b>(128)</b>	-	<b>5 989</b>	<b>(56)</b>	<b>0</b>	<b>5 934</b>	<b>70</b>	<b>n/a</b>
-	-	(2)	-	(2)	-	-	(2)	2	n/a
(4)	-	79	-	36	(0)	-	35	(35)	n/a
3	-	12	-	36	-	-	36	(36)	n/a
(11)	-	(2)	-	(41)	-	-	(41)	41	n/a
(0)	(0)	(7)	-	(21)	(1)	-	(21)	21	n/a
(205)	(61)	(161)	-	(3 563)	(23)	-	(3 585)	-	(3 585)
3	-	-	-	3	-	-	3	-	3
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0	(0)	(0)	-	(2)	-	-	(2)	-	(2)
0	-	(2)	-	1	-	-	1	-	1
-	-	-	-	1	-	-	1	(1)	n/a
2	2	3	-	61	0	-	61	(61)	n/a
<b>152</b>	<b>120</b>	<b>(207)</b>	-	<b>2 499</b>	<b>(80)</b>	<b>0</b>	<b>2 420</b>	<b>0</b>	<b>2 420</b>
									(297)
									(1)
									(9)
									(40)
									(61)
									36
									<b>(373)</b>
									<b>(580)</b>
									<b>1 467</b>



## 1.4 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2021

(en millions d'euros)	France <sup>(1)</sup>	Europe			Total	Afrique et Moyen- Orient
		Espagne <sup>(1)</sup>	Autres pays d'Europe	Elimina- tions Europe		
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>8 950</b>	<b>2 368</b>	<b>2 800</b>	<b>(4)</b>	<b>5 164</b>	<b>3 043</b>
Achats externes	(3 440)	(1 381)	(1 563)	4	(2 940)	(1 212)
Autres produits opérationnels	633	59	78	(0)	137	26
Autres charges opérationnelles	(245)	(84)	(81)	0	(165)	(129)
Charges de personnel	(1 867)	(135)	(330)	-	(465)	(265)
Impôts et taxes d'exploitation	(661)	(82)	(52)	-	(134)	(295)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations	-	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs financés	(41)	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(142)	(127)	(97)	-	(224)	(83)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(3)</sup>	(1)	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives <sup>(3)</sup>	(4)	(7)	(8)	-	(15)	(33)
<b>EBITDAaL</b>	<b>3 181</b>	<b>610</b>	<b>749</b>	<b>-</b>	<b>1 359</b>	<b>1 051</b>
Principaux litiges	(31)	-	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(33)	-	(0)	-	(0)	-
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	(0)	-	(4)	-	(4)	1
Coûts des programmes de restructuration	(3)	(145)	(3)	-	(148)	(32)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(1)	-	(5)	-	(5)	-
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 569)	(542)	(556)	-	(1 098)	(479)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	0	-	0	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	(3 702)	-	-	(3 702)	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(1)	-	(2)	-	(2)	0
Résultat des entités mises en équivalence	(0)	-	0	-	0	5
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés <sup>(3)</sup>	1	-	-	-	-	-
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives <sup>(3)</sup>	4	7	8	-	15	33
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 548</b>	<b>(3 773)</b>	<b>189</b>	<b>-</b>	<b>(3 584)</b>	<b>579</b>
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés						
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés <sup>(3)</sup>						
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net						
Gains (pertes) de change						
Intérêts sur les dettes locatives <sup>(3)</sup>						
Autres produits et charges financiers						
<b>Résultat financier</b>						
<b>Impôts sur les sociétés</b>						
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>						

(1) A fin juin 2021, les données relatives à Totem sont intégrées dans les segments France, Espagne et Opérateurs Internationaux et Services Partagés (voir note 1.1).

(2) Le produit net bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 53 millions d'euros à fin juin 2021. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (14) millions d'euros à fin juin 2021.

(3) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange.

Entreprises	Opérateurs Internationaux et Services Partagés <sup>(1)</sup>	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles <sup>(2)</sup>	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Total	Ajustements de présentation <sup>(3)</sup>	Comptes consolidés Orange
<b>3 840</b>	<b>743</b>	<b>(869)</b>	<b>20 870</b>	-	<b>(4)</b>	<b>20 867</b>	-	<b>20 867</b>
(1 943)	(992)	1 846	(8 681)	(56)	5	(8 733)	(4)	(8 736)
83	1 021	(1 632)	268	56	(2)	322	-	322
(312)	(19)	655	(216)	(13)	2	(227)	(68)	(295)
(1 068)	(668)	-	(4 333)	(41)	-	(4 373)	(48)	(4 421)
(46)	(52)	-	(1 187)	(1)	-	(1 188)	(31)	(1 219)
-	-	-	-	-	-	-	12	12
-	-	-	-	-	-	-	(245)	(245)
-	-	-	(41)	-	-	(41)	-	(41)
(68)	(212)	-	(729)	(2)	-	(731)	-	(731)
-	-	-	-	-	-	-	(60)	(60)
-	-	-	(1)	-	-	(1)	1	n/a
(3)	(4)	-	(57)	(0)	-	(58)	58	n/a
<b>484</b>	<b>(182)</b>	-	<b>5 893</b>	<b>(56)</b>	<b>1</b>	<b>5 837</b>	<b>(385)</b>	<b>n/a</b>
-	(58)	-	(89)	-	-	(89)	89	n/a
(3)	(6)	-	(42)	0	-	(41)	41	n/a
1	14	-	12	-	-	12	(12)	n/a
(6)	(114)	-	(304)	(1)	-	(305)	305	n/a
(1)	(11)	-	(17)	(3)	-	(20)	20	n/a
(183)	(153)	-	(3 482)	(17)	-	(3 499)	-	(3 499)
(0)	-	-	(0)	-	-	(0)	-	(0)
-	-	-	(3 702)	-	-	(3 702)	-	(3 702)
0	(2)	-	(4)	-	-	(4)	-	(4)
0	(4)	-	1	-	-	1	-	1
-	-	-	1	-	-	1	(1)	n/a
3	4	-	57	0	-	58	(58)	n/a
<b>295</b>	<b>(514)</b>	-	<b>(1 676)</b>	<b>(77)</b>	<b>1</b>	<b>(1 752)</b>	<b>0</b>	<b>(1 752)</b>
								(461)
								(1)
								(5)
								57
								(58)
								32
								<b>(436)</b>
								<b>(417)</b>
								<b>(2 605)</b>

**1.5 Investissements sectoriels**

(en millions d'euros)	France <sup>(1)</sup>	Europe			Total
		Espagne <sup>(1)</sup>	Autres pays d'Europe <sup>(2)</sup>	Élimina- tions Europe	
<b>30 juin 2022</b>					
eCapex	1 673	465	369	-	835
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	59	-	36	-	36
Licences de télécommunication	8	6	27	-	33
Actifs financés	69	-	-	-	-
<b>Total investissements incorporels et corporels<sup>(6)</sup></b>	<b>1 809</b>	<b>472</b>	<b>432</b>	<b>-</b>	<b>904</b>
<b>30 juin 2021</b>					
eCapex	2 171	457	413	-	870
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	19	-	0	-	0
Licences de télécommunication	207	64	11	-	75
Actifs financés	23	-	-	-	-
<b>Total investissements incorporels et corporels<sup>(6)</sup></b>	<b>2 420</b>	<b>521</b>	<b>424</b>	<b>-</b>	<b>945</b>

(1) A fin juin 2021, les données relatives à Totem sont intégrées dans les segments France, Espagne et Opérateurs Internationaux et Services Partagés (voir note 1.1).

(2) Le secteur comprend la contribution de l'entité Telekom Romania Communications acquise le 30 septembre 2021.

(3) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 100 millions d'euros à fin juin 2022 et pour 104 millions d'euros à fin juin 2021.

(4) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 110 millions d'euros à fin juin 2022 et pour 124 millions d'euros à fin juin 2021.

(5) Dont 991 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 858 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(6) Dont 1 244 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 964 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

Afrique et Moyen- Orient	Entreprises (3)	Totem <sup>(1)</sup>	Opérateurs internationaux et Services partagés <sup>(1)(4)</sup>	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
609	144	44	94	-	3 399	14	-	3 413
3	8	-	19	-	124	-	-	124
203	-	-	-	-	244	-	-	244
-	-	-	-	-	69	-	-	69
<b>815</b>	<b>151</b>	<b>44</b>	<b>113</b>	<b>-</b>	<b>3 836</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>3 850</b>
525	157	n/a	110	-	3 832	13	-	3 845
6	4	n/a	19	0	48	-	-	48
11	-	n/a	-	-	293	-	-	293
-	-	n/a	-	-	23	-	-	23
<b>541</b>	<b>161</b>	<b>n/a</b>	<b>130</b>	<b>-</b>	<b>4 196</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>4 208</b>

## 1.6 Actifs sectoriels

(en millions d'euros)	France <sup>(1)</sup>		Europe		Total
		Espagne <sup>(1)</sup>	Autres pays d'Europe	Éliminations Europe	
<b>30 juin 2022</b>					
Écarts d'acquisition	13 176	2 734	2 928	-	5 662
Autres immobilisations incorporelles	4 424	2 107	1 658	-	3 765
Immobilisations corporelles	16 435	3 684	3 825	0	7 509
Droits d'utilisation	1 837	996	1 057	-	2 054
Titres mis en équivalence	1 073	-	317	-	317
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	8	12	51	-	64
<b>Total de l'actif non courant</b>	<b>36 953</b>	<b>9 534</b>	<b>9 837</b>	<b>-</b>	<b>19 371</b>
Stocks	440	59	176	-	235
Créances clients	1 969	612	1 122	2	1 736
Autres actifs de contrats clients	350	169	408	-	577
Charges constatées d'avance	43	430	96	-	526
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	709	92	165	-	257
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>3 511</b>	<b>1 363</b>	<b>1 966</b>	<b>2</b>	<b>3 331</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>40 464</b>	<b>10 896</b>	<b>11 803</b>	<b>2</b>	<b>22 702</b>
<b>31 décembre 2021</b>					
Écarts d'acquisition	14 364	3 170	2 910	-	6 079
Autres immobilisations incorporelles	4 543	2 259	1 727	-	3 985
Immobilisations corporelles	16 975	3 834	3 967	-	7 801
Droits d'utilisation	2 014	1 093	1 104	-	2 197
Titres mis en équivalence	1 061	-	303	-	303
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	9	16	15	-	31
<b>Total de l'actif non courant</b>	<b>38 966</b>	<b>10 372</b>	<b>10 025</b>	<b>-</b>	<b>20 396</b>
Stocks	438	61	176	-	237
Créances clients	2 125	643	1 147	1	1 791
Autres actifs de contrats clients	379	176	407	-	583
Charges constatées d'avance	35	417	69	-	486
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	737	72	183	-	255
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>3 713</b>	<b>1 368</b>	<b>1 982</b>	<b>1</b>	<b>3 351</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>42 679</b>	<b>11 740</b>	<b>12 007</b>	<b>1</b>	<b>23 747</b>

(1) En 2021, les données relatives à Totem sont intégrées dans les segments France, Espagne et Opérateurs Internationaux et Services Partagés (voir note 1.1).

(2) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 537 millions d'euros en 2022 et 564 millions d'euros en 2021.

(3) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 1 614 millions d'euros en 2022 et 1 687 millions d'euros en 2021. Les immobilisations incorporelles incluent également la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

Afrique et Moyen- Orient	Entreprises	Totem <sup>(1)</sup>	Opérateurs internationaux et Services partagés <sup>(1)</sup>	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
1 473	2 230	1 624	18	-	24 182	28	-	24 211
2 049	596 <sup>(2)</sup>	4	3 730 <sup>(3)</sup>	-	14 568	76	-	14 644
4 310	423 <sup>(2)</sup>	925	1 051 <sup>(3)</sup>	-	30 654	9	-	30 663
905	451	676	2 244	-	8 166	20	-	8 186
78	2	-	13	0	1 484	-	-	1 484
-	-	-	-	1 584	1 584	-	-	1 584
32	62	4	40	1 537	1 747	831 <sup>(4)</sup>	(27)	2 550
<b>8 847</b>	<b>3 764</b>	<b>3 234</b>	<b>7 096</b>	<b>3 121</b>	<b>82 385</b>	<b>963</b>	<b>(27)</b>	<b>83 321</b>
105	101	-	112	0	994	0	-	994
901	1 131	165	1 133	(1 059)	5 978	87	(100)	5 965
14	498	-	-	-	1 438	-	-	1 438
321	84	16	73	(26)	1 037	22	(0)	1 059
-	-	-	-	10 835	10 835	-	-	10 835
1 590	224	3	518	(19)	3 282	2 976 <sup>(5)</sup>	(28)	6 231
<b>2 931</b>	<b>2 038</b>	<b>184</b>	<b>1 836</b>	<b>9 732</b>	<b>23 563</b>	<b>3 086</b>	<b>(128)</b>	<b>26 521</b>
<b>11 777</b>	<b>5 802</b>	<b>3 418</b>	<b>8 932</b>	<b>12 853</b>	<b>105 949</b>	<b>4 049</b>	<b>(155)</b>	<b>109 843</b>
1 465	2 237	n/a	18	-	24 163	28	-	24 192
1 974	622 <sup>(2)</sup>	n/a	3 728 <sup>(3)</sup>	-	14 852	88	-	14 940
4 113	466 <sup>(2)</sup>	n/a	1 125 <sup>(3)</sup>	(0)	30 479	5	-	30 484
918	478	n/a	2 074	-	7 681	21	-	7 702
67	2	n/a	6	(0)	1 440	-	-	1 440
-	-	n/a	-	709	709	-	-	709
32	43	n/a	39	1 725	1 878	919 <sup>(4)</sup>	(27)	2 769
<b>8 569</b>	<b>3 848</b>	<b>n/a</b>	<b>6 990</b>	<b>2 433</b>	<b>81 202</b>	<b>1 062</b>	<b>(27)</b>	<b>82 236</b>
93	70	n/a	114	(0)	951	0	-	952
833	1 162	n/a	904	(774)	6 040	91	(103)	6 029
13	485	n/a	-	-	1 460	-	-	1 460
200	95	n/a	53	(30)	839	14	(1)	851
-	-	n/a	-	10 462	10 462	-	-	10 462
1 484	214	n/a	389	163	3 241	2 848 <sup>(5)</sup>	(9)	6 080
<b>2 623</b>	<b>2 026</b>	<b>n/a</b>	<b>1 460</b>	<b>9 821</b>	<b>22 994</b>	<b>2 953</b>	<b>(113)</b>	<b>25 834</b>
<b>11 192</b>	<b>5 873</b>	<b>n/a</b>	<b>8 450</b>	<b>12 255</b>	<b>104 196</b>	<b>4 015</b>	<b>(140)</b>	<b>108 071</b>

(4) Dont 725 millions d'euros d'actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles en 2022 et 900 millions d'euros en 2021 (voir note 12.1).

(5) Dont 2 552 millions d'euros d'actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles en 2022 (incluant 524 millions d'euros relatifs aux créances cédées par Orange Espagne) et 2 385 millions d'euros en 2021 (incluant 433 millions d'euros relatifs aux créances cédées par Orange Espagne) - (voir note 12.1).

## 1.7 Passifs sectoriels

(en millions d'euros)	France <sup>(1)</sup>	Europe			Total
		Espagne <sup>(1)</sup>	Autres pays d'Europe	Éliminations Europe	
<b>30 juin 2022</b>					
<b>Capitaux propres</b>	-	-	-	-	-
Dettes locatives non courantes	1 608	930	899	-	1 829
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	644	435	163	-	598
Avantages du personnel non courants	1 433	4	21	-	25
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	401	7	268	-	275
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>4 085</b>	<b>1 376</b>	<b>1 351</b>	-	<b>2 727</b>
Dettes locatives courantes	223	177	196	-	373
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 360	490	310	-	800
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 811	811	931	2	1 745
Passifs de contrats clients	956	231	506	-	737
Avantages du personnel courants	1 183	40	116	-	156
Produits constatés d'avance	-	75	20	-	95
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	1 123	167	473	-	640
<b>Total des passifs courants</b>	<b>7 656</b>	<b>1 991</b>	<b>2 551</b>	<b>2</b>	<b>4 545</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>11 742</b>	<b>3 367</b>	<b>3 902</b>	<b>2</b>	<b>7 272</b>
<b>31 décembre 2021</b>					
<b>Capitaux propres</b>	-	-	-	-	-
Dettes locatives non courantes	1 668	1 015	941	-	1 956
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	639	462	165	-	627
Avantages du personnel non courants	1 643	5	21	-	26
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	578	57	327	-	385
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>4 528</b>	<b>1 539</b>	<b>1 454</b>	-	<b>2 993</b>
Dettes locatives courantes	312	193	198	-	391
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 402	551	450	-	1 001
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 804	782	992	1	1 774
Passifs de contrats clients	942	182	518	-	700
Avantages du personnel courants	1 210	43	111	-	154
Produits constatés d'avance	-	84	20	-	104
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	795	218	266	-	485
<b>Total des passifs courants</b>	<b>7 465</b>	<b>2 053</b>	<b>2 555</b>	<b>1</b>	<b>4 609</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>11 993</b>	<b>3 592</b>	<b>4 009</b>	<b>1</b>	<b>7 602</b>

(1) En 2021, les données relatives à Totem sont intégrées dans les segments France, Espagne et Opérateurs Internationaux et Services Partagés (voir note 1.1).

(2) Dont 28 millions d'euros de passifs financiers non courants en 2022 et 86 millions d'euros en 2021.

(3) Dont 3 199 millions d'euros de passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles en 2022 et 3 161 millions d'euros en 2021 (voir note 12.1).



Afrique et Moyen- Orient	Entreprises	Totem <sup>(1)</sup>	Opérateurs interna- tionaux et Services partagés <sup>(1)</sup>	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms/ services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
-	-	-	-	36 327	36 327	(519)	-	35 807
846	335	499	1 983	-	7 101	26	-	7 126
161	-	-	-	-	1 402	-	-	1 402
84	257	2	626	(0)	2 427	11	-	2 438
-	-	-	-	33 351	33 351	-	-	33 351
75	20	136	43	1 301	2 250	102 <sup>(2)</sup>	(27)	2 325
<b>1 166</b>	<b>612</b>	<b>637</b>	<b>2 653</b>	<b>34 652</b>	<b>46 531</b>	<b>139</b>	<b>(27)</b>	<b>46 643</b>
135	125	143	447	-	1 445	4	-	1 449
571	45	6	103	(0)	2 885	4	-	2 888
1 371	796	152	985	(1 059)	6 801	194	(100)	6 895
123	573	10	180	(24)	2 554	-	(0)	2 554
101	447	3	387	0	2 276	27	-	2 303
36	33	-	8	(1)	171	4	-	174
-	-	-	-	3 193	3 193	-	(4)	3 189
1 989	259	19	561	(823)	3 768	4 197 <sup>(3)</sup>	(24)	7 941
<b>4 326</b>	<b>2 278</b>	<b>332</b>	<b>2 670</b>	<b>1 285</b>	<b>23 091</b>	<b>4 429</b>	<b>(128)</b>	<b>27 393</b>
<b>5 491</b>	<b>2 890</b>	<b>969</b>	<b>5 323</b>	<b>72 263</b>	<b>105 949</b>	<b>4 049</b>	<b>(155)</b>	<b>109 843</b>
-	-	n/a	-	35 806	35 806	(445)	-	35 361
805	378	n/a	1 863	-	6 669	27	-	6 696
104	-	n/a	-	-	1 370	-	-	1 370
80	277	n/a	760	(0)	2 787	11	-	2 798
-	-	n/a	-	32 083	32 083	-	-	32 083
74	20	n/a	52	1 312	2 421	93 <sup>(2)</sup>	(27)	2 487
<b>1 063</b>	<b>676</b>	<b>n/a</b>	<b>2 675</b>	<b>33 395</b>	<b>45 330</b>	<b>131</b>	<b>(27)</b>	<b>45 434</b>
181	106	n/a	375	-	1 364	4	-	1 369
543	58	n/a	107	(0)	3 110	1	-	3 111
1 139	771	n/a	969	(774)	6 684	157	(103)	6 738
130	599	n/a	170	(28)	2 513	-	(1)	2 512
82	446	n/a	395	(0)	2 289	27	-	2 316
31	35	n/a	9	(2)	176	3	(0)	180
-	-	n/a	-	3 549	3 549	-	(4)	3 545
1 833	278	n/a	570	(587)	3 374	4 136 <sup>(3)</sup>	(5)	7 505
<b>3 939</b>	<b>2 294</b>	<b>n/a</b>	<b>2 595</b>	<b>2 158</b>	<b>23 060</b>	<b>4 329</b>	<b>(113)</b>	<b>27 276</b>
<b>5 002</b>	<b>2 970</b>	<b>n/a</b>	<b>5 270</b>	<b>71 360</b>	<b>104 196</b>	<b>4 015</b>	<b>(140)</b>	<b>108 071</b>

## 1.8 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités des services financiers mobiles

(en millions d'euros)	30 juin 2022			
	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>				
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 546	(80)	(0)	1 467
Éléments non monétaires et reclassements de présentation	6 249	(35)	0	6 215
<i>Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles</i>				
Diminution (augmentation) des stocks bruts	(41)	0	-	(40)
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	98	4	(3)	99
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	50	37	3	90
Variation des actifs et passifs de contrats clients	75	-	1	75
Variation des autres éléments d'actif et de passif	(146)	(83)	-	(229)
<i>Autres décaissements nets</i>				
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(962)	4	-	(958)
Dividendes encaissés	2	-	-	2
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(504) <sup>(1)</sup>	0	(0)	(504)
Impôts sur les sociétés décaissés	(580)	(1)	-	(581)
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité (a)</b>	<b>5 789<sup>(2)</sup></b>	<b>(153)</b>	<b>-</b>	<b>5 636</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>				
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(3)</sup>	(3 880)	(11)	-	(3 892)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(4)</sup>	(3 767)	(14)	-	(3 781)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(239)	3	-	(237)
Avances sur subventions d'investissement	-	-	-	-
Cessions des actifs corporels et incorporels	126	-	-	126
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(12)	-	-	(12)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	(8)	-	-	(8)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur	(17)	-	-	(17)
Cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée	0	-	-	0
Cessions de titres de participation évalués à la juste valeur	2	-	-	2
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	(707)	114	(0)	(593)
<b>Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (b)</b>	<b>(4 622)</b>	<b>103</b>	<b>(0)</b>	<b>(4 519)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	985	0	(0)	985
Remboursements d'emprunts moyen et long terme <sup>(5)</sup>	(331)	-	-	(331)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	(892)	8	0	(884)
Variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>	922	(23)	-	899
Effet change des dérivés net	(103)	-	-	(103)
<i>Autres flux</i>				
Remboursements des dettes locatives	(734)	(2)	-	(737)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	-	-	-	-
Coupons sur titres subordonnés	(121)	-	-	(121)
Cessions (rachats) d'actions propres	20	-	-	20
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	0	0	-	0
Variations de capital - activités Télécoms / Services Financiers Mobiles	(23)	23	-	-
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	1	-	-	1
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 063)	-	-	(1 063)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(177)	-	-	(177)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (c)</b>	<b>(1 517)</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>(1 510)</b>

(en millions d'euros)	30 juin 2022			
	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture</b>	<b>8 188</b>	<b>433</b>	-	<b>8 621</b>
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	(349)	(45)	-	(394)
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires	32	-	-	32
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture</b>	<b>7 871</b>	<b>388</b>	-	<b>8 259</b>

30 juin 2021

	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>				
Résultat net de l'ensemble consolidé	(2 528)	(77)	(0)	(2 605)
Eléments non monétaires et reclassements de présentation	9 795	22	1	9 817
<i>Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles</i>				
Diminution (augmentation) des stocks bruts	9	(0)	-	9
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	118	(13)	30	136
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	41	11	(30)	22
Variation des actifs et passifs de contrats clients	163	-	0	164
Variation des autres éléments d'actif et de passif	50	(103)	-	(54)
<i>Autres décaissements nets</i>				
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(983)	(2)	-	(985)
Dividendes encaissés	7	-	-	7
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(649) <sup>(1)</sup>	(2)	(1)	(651)
Impôts sur les sociétés décaissés	(500)	(0)	-	(500)
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité (a)</b>	<b>5 523<sup>(2)</sup></b>	<b>(164)</b>	<b>-</b>	<b>5 360</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>				
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(3)</sup>	(4 245)	(13)	-	(4 258)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles <sup>(4)</sup>	(4 173)	(13)	-	(4 186)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(227)	-	-	(227)
Avances sur subventions d'investissement	20	-	-	20
Cessions des actifs corporels et incorporels	135	-	-	135
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	0	(0)	(0)	0
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	(2)	-	-	(2)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur	(41)	(1)	-	(42)
Cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée	0	-	-	0
Cessions de titres de participation évalués à la juste valeur	90	(0)	0	90
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	881	68	5	954
<b>Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (b)</b>	<b>(3 317)</b>	<b>54</b>	<b>5</b>	<b>(3 258)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	1 526	-	-	1 526
Remboursements d'emprunts moyen et long terme <sup>(5)</sup>	(3 072)	-	-	(3 072)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	626	34	(5)	655
Variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>	568	7	-	574
Effet change des dérivés net	50	-	-	50
<i>Autres flux</i>				
Remboursements des dettes locatives	(880)	(2)	-	(882)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	(311)	-	-	(311)
Coupons sur titres subordonnés	(163)	-	-	(163)
Cessions (rachats) d'actions propres	(3)	-	-	(3)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	0	3	-	3
Variations de capital - activités Télécoms / Services Financiers Mobiles <sup>(6)</sup>	(81)	81	-	-
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	(333)	-	-	(333)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 330)	-	-	(1 330)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(190)	-	-	(190)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (c)</b>	<b>(3 594)</b>	<b>122</b>	<b>(5)</b>	<b>(3 477)</b>

	30 juin 2021			
	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms/ services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture</b>	<b>7 891</b>	<b>254</b>	-	<b>8 145</b>
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	(1 386)	12	-	(1 375)
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires	19	2	-	21
<b>Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture</b>	<b>6 523</b>	<b>268</b>	-	<b>6 791</b>

(1) Dont (60) millions d'euros au 30 juin 2022 et (59) millions d'euros au 30 juin 2021 d'intérêts décaissés sur les dettes locatives.

(2) Dont principaux litiges (décaissés) et encaissés pour (13) millions d'euros au 30 juin 2022 et (354) millions d'euros au 30 juin 2021.

(3) Dont licences de télécommunications décaissées pour (302) millions d'euros au 30 juin 2022 et (129) millions d'euros au 30 juin 2021.

(4) Les investissements d'actifs financés pour un montant de 69 millions d'euros au 30 juin 2022 et 23 millions d'euros au 30 juin 2021 sont sans effet sur le tableau de flux de trésorerie lors de l'acquisition.

(5) Dont décaissements au titre des dettes liées aux actifs financés de (44) millions d'euros au 30 juin 2022 et de (41) millions d'euros au 30 juin 2021.

(6) Dont 70 millions d'euros au 30 juin 2021 de capital d'Orange Bank souscrit par le groupe Orange.

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le flux net de trésorerie généré par les activités télécoms tel que présenté dans le tableau simplifié des flux de trésorerie et le cash-flow organique des activités télécoms.

(en millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)</b>	<b>5 789</b>	<b>5 523</b>
Acquisitions (cessions) d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 880)	(4 245)
Remboursements des dettes locatives	(734)	(880)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(44)	(41)
Neutralisation des licences de télécommunications décaissées	302	129
Neutralisation des principaux litiges décaissés / (encaissés)	13	354
<b>Cash-flow organique des activités télécoms</b>	<b>1 445</b>	<b>840</b>

## Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés

Cette note décrit l'évolution des principes comptables appliqués par Orange ("le Groupe") pour l'arrêté intermédiaire au 30 juin 2022 depuis l'établissement de ses comptes consolidés au titre de l'exercice 2021.

### 2.1 Base de préparation des informations financières

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2022 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 27 juillet 2022.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, ces comptes sont établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34 "Information financière intermédiaire", telle qu'adoptée par l'Union européenne et publiée par l'IASB.

Les comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes que les comptes annuels, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 et de l'application de nouvelles normes mentionnées en note 2.4.

Les données sont présentées sur la base de données en millions d'euros, sans décimale. Les arrondis au million d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*), à l'exception des textes en cours d'adoption, ce qui est sans effet sur les comptes du Groupe. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

En l'absence d'une norme ou interprétation applicable à une transaction spécifique ou un événement, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

## 2.2 Recours à des estimations et au jugement

La direction d'Orange exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions et procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent pas être précisément évalués ou lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience.

## 2.3 Conflit armé en Ukraine

Le jugement et les estimations réalisés par le Groupe tiennent aussi compte d'événements particuliers. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le Groupe a porté une attention particulière :

- aux éventuels impacts sur les tests de dépréciation, que ce soit sur l'évolution des données de marché (taux d'actualisation, évolution de l'inflation) ou sur les flux utilisés ;
- aux conséquences de l'évolution des données de marché sur l'évaluation de certains actifs et passifs du Groupe ;
- à la volatilité des prix ou aux risques de difficultés d'approvisionnement, notamment d'électricité, dans certains pays.

Sous réserve que le conflit n'évolue pas vers d'autres zones géographiques et compte tenu de la présence limitée du Groupe en Ukraine ainsi qu'en Russie et Biélorussie, les impacts directs sur les comptes du Groupe restent limités.

## 2.4 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1<sup>er</sup> janvier 2021

### 2.4.1 Décision du comité d'interprétation IFRS IC sur le calcul de certains engagements relatifs à certains régimes à prestations définies

L'IFRS *Interpretations Committee* (IC) avait été saisi sur les modalités de calcul d'engagements de régimes de retraite à prestations définies pour lesquels l'attribution de droits est conditionnée par la présence dans le Groupe au moment du départ en retraite (avec perte de tout droit en cas de départ anticipé) et dont les droits dépendent de l'ancienneté, tout en étant plafonnés à un certain nombre d'années d'ancienneté. Pour les régimes revus par l'IFRS IC, le plafond peut intervenir à une date antérieure au départ en retraite.

En France, la lecture de la norme IAS 19, avait conduit à une pratique consistant à évaluer et comptabiliser l'engagement de manière linéaire sur la carrière du salarié dans le Groupe. L'engagement ainsi calculé correspond au prorata des droits acquis par le salarié au moment de son départ à la retraite.

La décision de l'IFRS IC, publiée le 24 mai 2021, concluant, au cas d'espèce, qu'aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et que les droits sont plafonnés après un certain nombre d'années d'ancienneté ("X"), l'engagement ne serait comptabilisé que sur les X dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise.

Cette décision avait été mise en œuvre par le Groupe au 31 décembre 2021 sur les régimes entrant dans le champ d'application de la décision du comité d'interprétation. L'effet de cette mise en œuvre est principalement circonscrit à des régimes d'indemnités de départs à la retraite en France. Du fait de la date de publication de cette décision, le Groupe n'avait pas publié les impacts de cette décision dans son rapport semestriel du 30 juin 2021.

L'application de cette décision constituant un changement de méthode comptable, les effets de la mise en œuvre avaient été calculés de façon rétrospective et avaient affecté les capitaux propres d'ouverture. L'effet au compte de résultat de la mise en œuvre de cette décision n'était pas matériel sur les périodes présentées.

- Effets sur l'état consolidé de la situation financière :

(en millions d'euros)	Données au 30 juin 2021	Effet de la décision IFRS IC	Données retraitées au 30 juin 2021
<b>Actif</b>			
Impôts différés actifs	739	(54)	685
<b>Total de l'actif non courant</b>	<b>79 234</b>	<b>(54)</b>	<b>79 180</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>102 867</b>	<b>(54)</b>	<b>102 812</b>
<b>Passif</b>			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	29 902	156	30 057
Dont réserves	(2 601)	114	(2 487)
Dont autres éléments du résultat global	(494)	42	(452)
<i>Dont impôts différés</i>	138	(15)	123
<i>Dont gains et pertes actuariels</i>	(574)	57	(517)
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	2 469	-	2 469
<b>Total capitaux propres</b>	<b>32 370</b>	<b>156</b>	<b>32 527</b>
Avantages du personnel non courants	1 926	(211)	1 715
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>43 930</b>	<b>(211)</b>	<b>43 720</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>102 867</b>	<b>(54)</b>	<b>102 812</b>

## 2.5 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1<sup>er</sup> janvier 2022

Ne sont décrits ci-après que les amendements de normes applicables au Groupe et dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### 2.5.1 Amendement IAS 16 : Produits générés avant l'utilisation prévue d'une immobilisation

L'amendement précise qu'une entité n'est pas autorisée à comptabiliser les revenus de la vente d'éléments manufacturés en diminution du coût de l'immobilisation pendant la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Ces produits de la vente sont à comptabiliser au compte de résultat. Cet amendement est sans effet sur les comptes consolidés du Groupe. Cet amendement est appliqué par le Groupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### 2.5.2 Amendement IAS 37 : Contrat déficitaire – Coûts d'exécution du contrat

Les précisions apportées par l'amendement concernent les coûts marginaux d'exécution d'un contrat onéreux à prendre en compte dans le montant de la provision, à savoir les coûts de main d'œuvre directe et des matières ainsi que l'allocation d'autres coûts directement liés au contrat comme par exemple la charge d'amortissement relative à une immobilisation utilisée pour l'exécution du contrat. Le Groupe applique cet amendement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et n'a pas identifié d'impacts significatifs lors de la mise en œuvre de cet amendement.

## Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre

### 3.1 Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités

(en millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
Résultat de cession des actifs immobilisés <sup>(1)</sup>	41	15
Résultat de cession de titres et d'activités	(5)	(3)
<b>Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités</b>	<b>36</b>	<b>12</b>

(1) Dont en 2022, 124 millions d'euros de prix de cession et (83) millions d'euros de valeur nette comptable et en 2021, 48 millions d'euros de prix de cession et (33) millions d'euros de valeur nette comptable.

### 3.2 Principales variations de périmètre et transactions en cours

#### Principales variations de périmètre

##### Travaux sur l'allocation du prix d'acquisition de Telekom Romania Communications

Le 30 septembre 2021, Orange Roumanie avait conclu l'acquisition d'un bloc majoritaire de 54 % du capital de Telekom Romania Communications et la reprise d'un contrat de MVNO («*Mobile Virtual Network Operator*») précédemment conclu entre Telekom Romania Communications et Telekom Romania Mobile, pour un montant de 296 millions d'euros.



Conformément à IFRS 3 – Regroupements d'entreprises, le Groupe dispose d'un an à compter de la date d'acquisition pour procéder à l'évaluation à la juste valeur des actifs identifiables acquis et passifs assumés. Ces travaux sont en cours de finalisation et les effets seront comptabilisés sur le second semestre 2022.

Suite à l'acquisition l'entité Telekom Romania Communications a été renommée Orange Romania Communications.

### Transactions en cours au 30 juin 2022

#### Signature d'un accord entre Orange et MásMóvil portant sur le regroupement de leurs activités en Espagne

Suite aux négociations exclusives entamées le 8 mars 2022, Orange et MásMóvil ont signé le 23 juillet un accord portant sur le regroupement de leurs activités en Espagne (hors Totem Espagne et MásMóvil Portugal). Ce regroupement prendrait la forme d'une *joint-venture* 50-50, co-contrôlée par le groupe Orange et MásMóvil.

A l'issue de la transaction, la joint-venture serait alors consolidée selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes du groupe Orange (du fait de la perte du contrôle exclusif d'Orange sur les activités concernées).

L'accord comprend notamment le droit pour les deux parties de lancer une introduction en bourse, après une période prédéfinie et sous certaines conditions, avec l'option pour le groupe Orange de prendre le contrôle et ainsi consolider par intégration globale la nouvelle entité créée en cas d'introduction en bourse. Le Groupe ne pourra pas être contraint de céder sa participation ou d'exercer son option.

La finalisation de l'opération reste soumise à l'approbation des autorités compétentes en matière administrative, réglementaire et de concurrence et aux conditions suspensives de réalisation afférentes et/ou contractuelles.

Au regard de l'état d'avancement de l'opération et de la nécessité d'obtenir le feu vert des autorités de concurrence et des autorités administratives compétentes, le Groupe estime que les critères de la norme IFRS 5 relatifs au classement des actifs concernés en "activités abandonnées" ne sont pas remplis au 30 juin 2022.

#### I2PO et Deezer ont conclu un accord définitif de rapprochement afin de coter en bourse la plateforme mondiale de streaming musical

Le 19 avril 2022, I2PO (une SPAC - « *Special Purpose Acquisition Company* »), cotée en bourse depuis juillet 2021, et Deezer (plateforme mondiale de streaming musical et audio) dont le groupe Orange détient 10,42 % du capital, ont annoncé avoir conclu un accord définitif pour un rapprochement d'entreprises.

La réalisation effective de la fusion a eu lieu le 4 juillet 2022. Les effets de l'opération seront par conséquent comptabilisés dans les comptes du groupe Orange sur le second semestre 2022.

L'entité fusionnée, renommée Deezer, est cotée sur le Compartiment Professionnel du marché réglementé d'Euronext Paris. En amont de l'introduction en bourse, l'opération valorisait les titres Deezer à hauteur de 1,05 milliard d'euros.

Le Groupe détenait avant l'opération une participation de 10,42 % dans Deezer et exerçait une influence notable sur l'entité du fait de sa présence au conseil d'administration.

Le 4 juillet 2022, les actionnaires de Deezer ont apporté leurs titres à la SPAC en contrepartie de titres nouvellement émis de cette dernière et concomitamment il a été réalisé une augmentation de capital.

A l'issue de ces opérations, Orange détiendra 8,13 % de la nouvelle entité et n'exercera plus d'influence notable. Conformément aux dispositions des normes IAS 28 et IFRS 9, l'opération se traduira comme une cession totale des titres mis en équivalence de Deezer et l'acquisition à la juste valeur de 9 561 723 titres de la nouvelle entité.

Les titres Deezer avaient été totalement dépréciés dans les comptes du Groupe et la juste valeur des titres I2PO a été déterminée sur la base du prix proposé pour l'entrée en bourse le 5 juillet 2022, soit 8,50 euros par titre.

L'apport conduira donc le groupe Orange à comptabiliser sur le second semestre un gain de cession au compte de résultat d'environ 76 millions d'euros. Les titres de la nouvelle entité seront comptabilisés au bilan en titres à la juste valeur par capitaux propres.

## Note 4 Créances clients

(en millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
<b>Valeur nette des créances clients - en début de période</b>	<b>6 029</b>	<b>5 620</b>
Variations liées à l'activité	(59)	(53)
Variations de périmètre	-	389
Ecarts de conversion	(8)	36
Reclassements et autres	3	36
<b>Valeur nette des créances clients - en fin de période</b>	<b>5 965</b>	<b>6 029</b>

(en millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
Créances clients nettes, dépréciées sur la base de l'ancienneté	1 118	1 204
Créances clients nettes, dépréciées sur la base d'autres critères	312	422
<b>Créances clients nettes échues</b>	<b>1 430</b>	<b>1 627</b>
<b>Créances clients nettes non échues <sup>(1)</sup></b>	<b>4 535</b>	<b>4 402</b>
<b>Créances clients nettes</b>	<b>5 965</b>	<b>6 029</b>
Dont part à court terme	5 728	5 793
Dont part à long terme <sup>(2)</sup>	236	236

(1) Les créances non échues sont présentées nettes du solde des pertes anticipées sur créances clients, qui s'élève à (31) millions d'euros au 30 juin 2022 et (54) millions d'euros au 31 décembre 2021.

(2) Comprend les créances de terminaux mobiles sur vente à paiement différé dont l'échéance est au-delà de 12 mois ainsi que les créances issues des offres de location-financement d'équipements aux entreprises.

Le Groupe a apprécié le risque de non-recouvrement des créances clients au 30 juin 2022 et a comptabilisé des dépréciations de créances clients pour un montant de (74) millions d'euros sur la période au compte de résultat ((115) millions d'euros au 30 juin 2021).

Pour les Services Financiers Mobiles, l'appréciation du risque de crédit bancaire est décrite en note 12.2.

De manière inchangée par rapport au 31 décembre 2021, Orange considère que la concentration du risque de contrepartie lié aux comptes clients est limitée du fait du grand nombre de clients, de leur diversité (résidentiels, professionnels et grandes entreprises), de leur appartenance à des secteurs divers de l'économie et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger.

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la variation de la dépréciation sur créances clients dans l'état de la situation financière pour les activités télécoms :

(en millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
<b>Dépréciation sur créances clients - en début de période</b>	<b>(1 012)</b>	<b>(983)</b>
Dotations nettes comptabilisées au résultat	(74)	(212)
Pertes réalisées sur créances clients	115	283
Variations de périmètre	-	(91)
Ecarts de conversion	1	(7)
Reclassements et autres	(6)	(1)
<b>Dépréciations sur créances clients - en fin de période</b>	<b>(977)</b>	<b>(1 012)</b>

### Programmes de cession sans recours de créances commerciales

Orange a mis en place des programmes de cession sans recours de ses créances à paiements étalés dans plusieurs pays. Celles-ci ne sont plus inscrites au bilan. Les créances cédées concernent principalement l'Espagne (dont une partie a été cédée à Orange Bank - voir note 12.1), la Roumanie, la Pologne et la France et s'élèvent à environ 513 millions d'euros au premier semestre 2022 contre environ 740 millions d'euros au 31 décembre 2021.

## Note 5 Achats et autres charges

### 5.1 Achats externes

(en millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus	(3 681)	(3 483)
<i>dont coûts des terminaux et autres équipements vendus</i>	<i>(1 844)</i>	<i>(1 810)</i>
<i>dont dépenses de publicité, promotion, sponsoring et rebranding</i>	<i>(398)</i>	<i>(367)</i>
Achats et reversements aux opérateurs	(2 104)	(2 198)
<i>dont coûts d'interconnexions</i>	<i>(1 346)</i>	<i>(1 500)</i>
Autres charges de réseau, charges informatiques	(1 784)	(1 766)
Autres achats externes	(1 481)	(1 289)
<i>dont coût de construction de réseau pour revente à autrui</i>	<i>(572)</i>	<i>(483)</i>
<i>dont frais généraux</i>	<i>(566)</i>	<i>(461)</i>
<i>dont charges de loyers</i>	<i>(116)</i>	<i>(113)</i>
<b>Total achats externes</b>	<b>(9 050)</b>	<b>(8 736)</b>

### 5.2 Autres charges opérationnelles

(en millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
Dépréciations et pertes sur créances clients - activités télécoms	(74)	(115)
Litiges	(41)	(84)
Coût du risque de crédit bancaire	(23)	(16)
Résultat de change opérationnel	(12)	(2)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(7)	(10)
Autres charges	(73)	(68)
<b>Total autres charges opérationnelles</b>	<b>(231)</b>	<b>(295)</b>

Les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms sont détaillées en note 4.

Le coût du risque de crédit concerne uniquement les Services Financiers Mobiles et comprend les dotations et reprises sur les dépréciations des titres à revenus fixes, des prêts et créances à la clientèle ainsi que les dotations et reprises de dépréciations relatives aux engagements de garantie donnés, les pertes sur créances et les récupérations de créances amorties (voir note 12.2).

Les paiements relatifs à certains litiges sont enregistrés directement en autres charges opérationnelles. Les principaux litiges du Groupe sont décrits en note 14.1.

### 5.3 Coûts des restructurations

(en millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
Plans de départs des salariés	(11)	(193) <sup>(1)</sup>
Immobilier	0	(5)
Réseaux de distribution	(11)	(1)
Autres	(25)	(46)
<b>Total coûts des restructurations</b>	<b>(47)</b>	<b>(245)</b>

(1) Principalement le plan de départs volontaires d'Orange Espagne (environ 400 personnes concernées).

### 5.4 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs

#### Extension des délais de règlement de fournisseurs

Les délais de règlement fournisseurs sont fixés d'un commun accord entre ces derniers et Orange conformément à la réglementation en vigueur. Depuis plusieurs années, certains fournisseurs clés et Orange ont convenu de la possibilité d'une flexibilité du délai de paiement qui peut atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures.

Le montant des dettes de fournisseurs de biens et services et de fournisseurs d'immobilisations, qui ont fait l'objet d'une extension du délai de règlement et qui ont généré à la clôture un effet sur la variation des besoins en fonds de roulement, s'établit à environ 410 millions d'euros au 30 juin 2022. Le montant au 31 décembre 2021 était d'environ 460 millions d'euros.

## Note 6 Charges de personnel

(en millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
Salaires et charges	(4 241)	(4 333)
<i>dont accords Temps Partiel Senior<sup>(1)</sup></i>	62	(9)
Autres	(87)	(88)
<b>Total charges de personnel</b>	<b>(4 329)</b>	<b>(4 421)</b>

(1) Au 30 juin 2022, les charges liées aux accords Temps Partiel Senior incluent un gain actuariel de 84 millions d'euros lié à la courbe de taux d'actualisation en forte hausse dans le contexte macroéconomique actuel (perte actuarielle de (1) million d'euros au 30 juin 2021).

## Note 7 Pertes de valeur

(en millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
Espagne	-	(3 702)
<b>Total des pertes de valeur des écarts d'acquisition</b>	<b>-</b>	<b>(3 702)</b>

Le Groupe réalise des tests de perte de valeur annuellement et lorsque des indicateurs de dépréciation se manifestent.

L'évolution du contexte économique et financier, les différentes capacités de résistance des acteurs du marché des télécommunications face à la dégradation des environnements économiques locaux, la baisse des capitalisations boursières des opérateurs de télécommunications, et les niveaux de performance économique constituent des indicateurs de dépréciation potentiels.

Par rapport aux éléments décrits au 31 décembre 2021, le Groupe a également tenu compte des effets de la guerre en Ukraine (voir note 2.3) dans le cadre de sa revue des indicateurs de dépréciation au 30 juin 2022.

Les travaux de planification pluriannuelle étant réalisés au second semestre, les réexamens semestriels induits par l'identification d'indicateurs de dépréciation sont conduits sur la base de révisions préliminaires des trajectoires de flux de trésorerie retenues et de l'évolution des paramètres financiers à la fin de l'année précédente.

### Au 30 juin 2022

Au 30 juin 2022, la revue des indicateurs n'a pas conduit le Groupe à comptabiliser de perte de valeur.

### Au 30 juin 2021

La perte de valeur de (3 702) millions d'euros en Espagne reflétait principalement l'évolution du contexte concurrentiel qui continuait de se dégrader malgré les opérations de consolidation du marché (marqué par l'érosion du revenu moyen par utilisateur) et les incertitudes liées au prolongement de la crise sanitaire (décalage sur l'horizon attendu de reprise économique).

La valeur nette comptable testée des actifs avait été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants au 30 juin 2021, soit 7,7 milliards d'euros.

## Note 8 Titres mis en équivalence

### 8.1 Variation des titres mis en équivalence

Le tableau ci-dessous présente la valeur des principaux titres mis en équivalence :

Société (en millions d'euros)	Principale activité	Principal co- actionnaire	% d'intérêt	30 juin 2022	31 décembre 2021
<b>Entités sous contrôle conjoint</b>					
Orange Concessions et ses filiales	Exploitation / maintenance des Réseaux d'Initiative Publique	Consortium HIN (50%)	50%	1 060	1 049
Swiatlowod Inwestycje Sp. z o.o. ( <i>FiberCo</i> en Pologne)	Construction / exploitation en Pologne	APG Group (50%)	50%	311	298
Mauritius Telecom	Opérateur de télécommunications à Maurice	Etat Mauricien (34%)	40%	71	65
Autres				18	10
<b>Entités sous influence notable</b>					
Orange Tunisie	Opérateur de télécommunications en Tunisie	Investec (51%)	49%	7	2
Savoie connectée	Opérateur d'infrastructures réseau de fibre optique	Covage (70%)	30%	7	7
IRISnet	Opérateur de télécommunications en Belgique	MRBC (54%)	22%	6	6
Odyssey Music Group (Deezer)	Plateforme de streaming	AI European Holdings SARL (43%)	10%	-	-
Autres				3	3
<b>Total</b>				<b>1 484</b>	<b>1 440</b>

La variation des titres mis en équivalence est la suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
<b>Titres mis en équivalence - en début de période</b>	<b>1 440</b>	<b>98</b>
Dividendes	(0)	(3)
Quote-part du résultat net	1	3
Variation des autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>	39	3
Variations de périmètre <sup>(2)</sup>	(3)	1 345
Ecart de conversion	(3)	(4)
Reclassements et autres	10	(3)
<b>Titres mis en équivalence - en fin de période</b>	<b>1 484</b>	<b>1 440</b>

(1) La variation des autres éléments du résultat global comprend principalement les instruments de couverture mis en place par Orange Concessions et Swiatlowod Inwestycje Sp. z o.o. (*FiberCo* en Pologne).

(2) Les variations de périmètre concernaient principalement Orange Concessions et Swiatlowod Inwestycje Sp. z o.o. (*FiberCo* en Pologne) en 2021.

## 8.2 Principales données des entités mises en équivalence

Les principales données relatives à Orange Concessions et Swiatlowod Inwestycje Sp. z o.o. (*FiberCo* en Pologne) sont les suivantes (données des états financiers des entités à 100%) :

(en millions d'euros)	30 juin 2022	
	Orange Concessions	Swiatlowod Inwestycje Sp. z o.o.
<b>Actif<sup>(1)</sup></b>		
Actifs non courants	3 194	279
Actifs courants	360	169
<b>Total de l'actif</b>	<b>3 554</b>	<b>447</b>
<b>Passif</b>		
Capitaux propres	2 023	291
Passifs non courants	1 089	110
Passifs courants	441	46
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>3 554</b>	<b>447</b>
<b>Compte de résultat</b>		
Chiffre d'affaires	343	13
Résultat d'exploitation	7	(1)
Résultat financier	(11)	(2)
Impôts sur les sociétés	(0)	1
<b>Résultat net</b>	<b>(6)</b>	<b>(2)</b>

(1) Les actifs sont comptabilisés chez Orange Concessions conformément aux dispositions d'IFRIC 12 "Accords de concession de services".

### 8.3 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions entre le Groupe et les parties liées sont essentiellement composées des transactions avec les sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence dont notamment Orange Concessions et Swiatlowod Inwestycje Sp. z o.o. (*FiberCo* en Pologne). Par ailleurs, les montants des transactions avec les parties liées n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2021.

## Note 9 Impôts sur les sociétés

(en millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
<b>Total Impôts sur les sociétés</b>	<b>(580)</b>	<b>(417)</b>
Impôt exigible	(555)	(182)
Impôt différé	(25)	(236)

L'augmentation de la charge d'impôt exigible au 30 juin 2022 s'explique notamment par le contre-effet d'un produit d'impôt de 372 millions d'euros constaté au 30 juin 2021 suite à la réestimation d'une charge d'impôt comptabilisée antérieurement aux périodes présentées.

La diminution de la charge d'impôt différé au 30 juin 2022 s'explique principalement par les contre-effets suivants :

- la charge de (188) millions d'euros comptabilisée au 30 juin 2021 au titre des impôts différés passifs comptabilisés au Royaume-Uni sur la marque Orange suite à l'évolution du taux d'impôt à 25 % à partir de 2023 ;
- et la dépréciation de (140) millions d'euros comptabilisée au 30 juin 2021 des impôts différés actifs de l'Espagne.

#### Recouvrabilité des impôts différés actifs

A chaque clôture, le Groupe procède à une revue de la valeur recouvrable des impôts différés actifs. La recouvrabilité est appréciée au regard des derniers plans d'affaires utilisés pour les tests de pertes de valeur (voir note 7), ces plans pouvant éventuellement être retraités de spécificités fiscales.

Au 30 juin 2022, l'analyse menée sur la base des plans d'affaires n'a pas conduit à comptabiliser d'effet matériel dans les comptes.

Au 30 juin 2021, en lien avec la révision des flux futurs de trésorerie de l'Espagne, une charge d'impôt différé de (140) millions d'euros avait été constatée afin de refléter l'effet négatif sur la valeur recouvrable des impôts différés actifs de la dégradation des plans d'affaires.

#### Evolution des contentieux et contrôles fiscaux

Les contentieux et contrôles fiscaux du Groupe n'ont pas connu d'évolutions majeures sur la période.

**Note 10 Actifs, passifs et résultat financiers (activités télécoms)****10.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms**

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activités.

Ainsi la note 10 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 12 est dédiée aux activités des Services Financiers Mobiles pour ses actifs et passifs, le résultat financier étant non significatif.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et les activités des Services Financiers Mobiles ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2022.

(en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Services Financiers Mobiles	Note	dont éliminations activités télécoms / services financiers mobiles
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	725	-		725	12.1.1	-
Actifs financiers non courants	968	995	10.5	-		(27) <sup>(1)</sup>
Dérivés actifs non courants	1 655	1 555	10.3	100		-
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	2 548	-		2 552	12.1.1	(4)
Actifs financiers courants	3 008	3 008	10.5	-		(1)
Dérivés actifs courants	14	14	10.3	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	8 259	7 872	10.3	387		-
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	0	-		28	12.1.2	(27) <sup>(1)</sup>
Passifs financiers non courants	33 191	33 191	10.3	-		-
Dérivés passifs non courants	231	160	10.3	70		-
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	3 199	-		3 199	12.1.2	(1)
Passifs financiers courants	3 178	3 182	10.3	-		(4)
Dérivés passifs courants	10	10	10.3	-		-

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank

**10.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers**

Le coût de l'endettement financier net est constitué des produits et charges relatifs aux éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période.

Les gains et pertes de change incluent notamment l'effet de la revalorisation des dérivés de transaction détenus en couverture économique des nominaux des titres subordonnés libellés en livres sterling et enregistrés en capitaux propres pour leur valeur historique (voir note 13.4).

A fin juin 2022, l'état du résultat global consolidé présente un gain sur les couvertures de flux de trésorerie de 488 millions d'euros (dont 438 millions d'euros liés aux entités consolidées selon la méthode de l'intégration globale), contre 193 millions d'euros au premier semestre 2021. Ces variations correspondent essentiellement aux couvertures de coupons futurs des emprunts en devises étrangères du Groupe par des *cross currency swaps*. Le gain sur le premier semestre 2022 s'explique principalement par l'appréciation du dollar américain contre l'euro et par la réduction des *spreads* de taux long terme. Le gain sur le premier semestre 2021 s'expliquait principalement par l'appréciation de la livre sterling et du dollar américain contre l'euro.

**10.3 Endettement financier net**

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il se décompose comme suit :



(en millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
TDIRA <sup>(1)</sup>	636	636
Emprunts obligataires	29 913	29 010
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	3 303	3 206
Dettes sur actifs financés	268	245
Dépôts reçus de <i>cash collateral</i>	1 303	389
<i>NEU Commercial Papers</i> <sup>(2)</sup>	664	1 457
Banques créditrices	209	342
Autres passifs financiers	76	64
<b>Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net</b>	<b>36 373</b>	<b>35 348</b>
Dérivés passifs courants et non courants <sup>(3)</sup>	171	285
Dérivés actifs courants et non courants <sup>(3)</sup>	(1 569)	(689)
Éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couverture en vie	252	(192)
<b>Endettement financier brut après dérivés (a)</b>	<b>35 227</b>	<b>34 751</b>
Dépôts versés de <i>cash collateral</i> <sup>(4)</sup>	(20)	(27)
Placements à la juste valeur <sup>(5)</sup>	(2 958)	(2 266)
Quasi-disponibilités	(5 523)	(5 479)
Disponibilités	(2 349)	(2 709)
<b>Éléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)</b>	<b>(10 849)</b>	<b>(10 481)</b>
<b>Endettement financier net (a) + (b)</b>	<b>24 377</b>	<b>24 269</b>

(1) Titres à durée indéterminée remboursables en actions.

(2) *Negotiable European Commercial Papers* (anciennement appelés "billets de trésorerie").

(3) Au 30 juin 2022, l'effet change sur les *cross currency swaps* couvrant le risque de change sur nominaux de la dette brute représente un gain latent de 974 millions d'euros.

(4) Seuls les dépôts versés de *cash collateral*, inclus dans les actifs financiers non courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

(5) Seuls les placements à la juste valeur, inclus dans les actifs financiers courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

#### 10.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires

Au cours du premier semestre 2022, Orange SA n'a procédé à aucun remboursement significatif d'emprunts obligataires et bancaires.

Le 18 mai 2022, Orange SA a émis un emprunt obligataire durable de 500 millions d'euros à échéance 18 mai 2032 avec un coupon de 2,375 %.

Le 3 juin 2022, Médi Telecom a émis deux tranches d'emprunts obligataires :

- une tranche de 300 millions de dirhams marocains (soit 28 millions d'euros au cours indicatif du jour) avec un coupon de 2,60 % ;
- et une tranche de 1 200 millions de dirhams marocains (soit 114 millions d'euros au cours indicatif du jour) avec un coupon variable BDT (Bon du trésor marocain) 1 an augmenté de 55 points de base.

#### 10.5 Actifs financiers

Les actifs financiers se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2022			31 décembre 2021
	Non courant	Courant	Total	Total
<b>Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclables en résultat</b>	<b>412</b>	<b>-</b>	<b>412</b>	<b>431</b>
Titres de participation	412	-	412	431
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>251</b>	<b>2 957</b>	<b>3 208</b>	<b>2 496</b>
Placements à la juste valeur <sup>(1)</sup>	-	2 958	2 958	2 266
Titres de participation	231	-	231	203
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	20	-	20	27
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>332</b>	<b>50</b>	<b>382</b>	<b>363</b>
Créances rattachées à des participations <sup>(2)</sup>	85	39	123	105
Autres	248	11	259	258
<b>Total Actifs financiers</b>	<b>995</b>	<b>3 008</b>	<b>4 003</b>	<b>3 290</b>

(1) Exclusivement des *NEU Commercial Papers* et des titres obligataires.

(2) Dont prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank pour 27 millions d'euros.

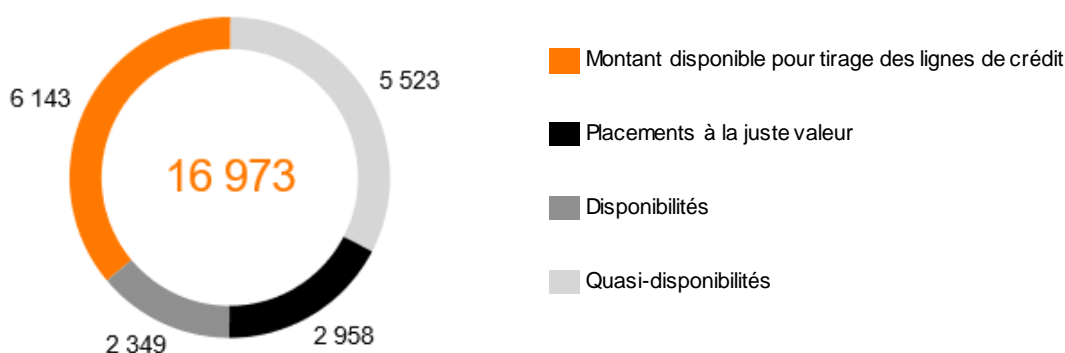
## Note 11 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (activités télécoms)

### 11.1 Politique de gestion des risques

Au premier semestre 2022, dans la continuité de l'exercice 2021, la crise sanitaire n'a pas remis en cause la politique de gestion des risques relatifs aux instruments financiers. Le conflit armé qui a débuté le 24 février de cette année et ses conséquences sur le marché financier n'a pas remis en cause la politique de gestion des risques relatifs aux instruments financiers. Ainsi, le Groupe a continué à mettre en place et gérer des instruments de couverture afin de limiter son exposition aux risques de taux et de change opérationnel et financier. Les couvertures de flux de trésorerie en place n'ont pas été remises en cause malgré les crises en cours. Par ailleurs, le Groupe a maintenu une politique de financement diversifié lui permettant de présenter au 30 juin 2022 la position de liquidité suivante :

#### Position de liquidité

(en millions d'euros)



Pour la gestion spécifique du risque de contrepartie lié aux créances clients, voir note 4.

### 11.2 Évolution de la notation d'Orange

La notation d'Orange n'a pas évolué au premier semestre 2022 par rapport au 31 décembre 2021.

Au 30 juin 2022, la notation d'Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+
Perspective	Stable	Stable	Stable
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2

### 11.3 Ratios financiers

Les ratios financiers décrits au 31 décembre 2021 demeurent respectés au 30 juin 2022.

### 11.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers

Aucun événement ayant un impact significatif sur la détermination des niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers n'est intervenu au cours du premier semestre 2022.

## Note 12 Activités des Services Financiers Mobiles

### 12.1 Éléments des actifs et passifs financiers des Services Financiers Mobiles

Les comptes des activités des Services Financiers Mobiles ont été adaptés au format des comptes consolidés du groupe Orange et divergent d'une présentation conforme au format bancaire.

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activités.

Ainsi la note 10 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 12 est dédiée aux activités des Services Financiers Mobiles pour les actifs et passifs financiers, le résultat financier qui y est associé étant non significatif.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et les activités des Services Financiers Mobiles ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2022.

(en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Services Financiers Mobiles	Note	dont éliminations activités télécoms / services financiers mobiles
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	725	-		725	12.1.1	-
Actifs financiers non courants	968	995	10.5	-		(27) <sup>(1)</sup>
Dérivés actifs non courants	1 655	1 555	10.3	100		-
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	2 548	-		2 552	12.1.1	(4)
Actifs financiers courants	3 008	3 008	10.5	-		(1)
Dérivés actifs courants	14	14	10.3	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	8 259	7 872	10.3	387		-
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	0	-		28	12.1.2	(27) <sup>(1)</sup>
Passifs financiers non courants	33 191	33 191	10.3	-		-
Dérivés passifs non courants	231	160	10.3	70		-
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	3 199	-		3 199	12.1.2	(1)
Passifs financiers courants	3 178	3 182	10.3	-		(4)
Dérivés passifs courants	10	10	10.3	-		-

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank

Le secteur Services Financiers Mobiles regroupe Orange Bank et d'autres entités. La contribution des autres entités à l'état de la situation financière du secteur Services Financiers Mobiles et a fortiori du Groupe n'étant pas matérielle, seules les données d'Orange Bank font l'objet d'une présentation détaillée ci-dessous.

### 12.1.1 Actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank (hors dérivés)

Les actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2022			31 décembre 2021
	Non courant	Courant	Total	Total
<b>Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclables en résultat</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Titres de participation	3	-	3	3
<b>Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat</b>	<b>322</b>	<b>5</b>	<b>327</b>	<b>441</b>
Titres de dettes	322	5	327	441
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>73</b>
Placements à la juste valeur	-	-	-	-
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	8	-	8	59
Autres	9	-	9	14
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>383</b>	<b>2 523</b>	<b>2 906</b>	<b>2 752</b>
Titres à revenu fixe	383	2	385	387
Prêts et créances auprès de la clientèle	-	2 363	2 363	2 297
Prêts et créances auprès des établissements de crédit	-	133	133	66
Autres	-	26	26	1
<b>Total Actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank</b>	<b>725</b>	<b>2 528</b>	<b>3 253</b>	<b>3 268</b>

### Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat

(en millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
<b>Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat en début de période</b>	<b>441</b>	<b>540</b>
Acquisitions	385	732
Remboursements et cessions	(495)	(839)
Variation de juste valeur	(1)	-
Autres effets	(3)	7
<b>Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat en fin de période</b>	<b>327</b>	<b>441</b>

### Prêts et créances d'Orange Bank

Les prêts et créances d'Orange Bank sont constitués des prêts et créances auprès de la clientèle et des établissements de crédit.

Dans le cadre de la retranscription des comptes de la banque dans le plan comptable Groupe, ont été rassemblés au sein des opérations avec la clientèle : les valeurs non imputées et autres sommes dues ainsi que les montants associés aux opérations sur titres pour le compte de la clientèle.

A fin juin 2022, les prêts et créances d'Orange Bank auprès de la clientèle sont constitués principalement de crédits de trésorerie (844 millions d'euros), de crédits à l'habitat (994 millions d'euros) et de rachat de créances entre Orange Bank Espagne et Orange Espagne (524 millions d'euros).

Les prêts et créances d'Orange Bank auprès des établissements de crédit sont constitués principalement d'actifs courants correspondant à des comptes et prêts au jour le jour.

#### 12.1.2 Passifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank (hors dérivés)

Les dettes liées aux opérations d'Orange Bank sont constituées principalement par des dettes de la banque auprès de la clientèle pour 1 774 millions d'euros, des établissements de crédit pour 1 028 millions d'euros ainsi que par des certificats de dépôts pour 364 millions d'euros.

A fin juin 2022, les dettes de la banque auprès de la clientèle sont constituées de comptes sur livrets et d'épargne à régime spécial pour 1 056 millions d'euros et de comptes ordinaires de la clientèle pour 718 millions d'euros.

Les dettes auprès des établissements de crédit sont constituées principalement de comptes et emprunts à terme.

### 12.2 Informations sur la gestion du risque de crédit lié aux activités d'Orange Bank

La crise sanitaire Covid-19 et la guerre en Ukraine ont généré un environnement inflationniste. Dans ce contexte, Orange Bank maintient une politique de provisionnement prudente face aux incertitudes économiques.

Au 30 juin 2022 Orange Bank n'observe pas de dégradation de son portefeuille de crédits avec un maintien du taux de défaut inférieur à 4 % (part des crédits ayant plus de 90 jours d'impayés sur l'ensemble des crédits). Les incertitudes liées à la guerre en Ukraine et l'inflation en France et en Espagne sont prises en compte au travers d'une provision de 11 millions d'euros.

Orange Bank affiche un coût du risque de 21 millions d'euros (soit 1,7 % de l'encours moyen) dont 5 millions d'euros en France (soit 0,6 % de l'encours moyen).

En Espagne, Orange Bank provisionne les encours issus du programme de cession de créances avec Orange Espagne sur la base des impayés observés. A ce titre, au 30 juin 2022, Orange Bank a comptabilisé une dotation nette de 15 millions d'euros (6 % de l'encours moyen), contre 20 millions d'euros (7 % de l'encours moyen) sur l'année 2021. La progression du coût du risque sur l'Espagne par rapport à 2021 s'explique par l'augmentation du volume des encours sur la période.

### 12.3 Informations sur la gestion du risque de taux d'Orange Bank

Dans le contexte actuel d'évolution des taux, et compte tenu de la structure du bilan d'Orange Bank, la Marge Nette d'intérêt (MNI ou différence entre produits et charges d'intérêts) devrait être positivement impactée à long terme par une hausse des taux, et en particulier par une pentification de la courbe des taux.

Par ailleurs, Orange Bank immunise partiellement la sensibilité de la marge nette d'intérêt à travers la mise en place de *swaps* emprunteur taux fixe / payeur taux variable, en couverture des crédits à long terme.

## Note 13 Capitaux propres

Au 30 juin 2022, le capital social d'Orange SA s'élève à 10 640 226 396 euros : il est divisé en 2 660 056 599 actions d'un nominal de 4 euros.

Les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire bénéficiaire de droits de vote double. Au 30 juin 2022, la sphère publique détient ainsi 22,95 % du capital et 29,26 % des droits de vote, et les salariés du Groupe détiennent dans le cadre du plan d'épargne Groupe ou sous forme nominative 7,65 % du capital et 11,48 % des droits de vote.

### 13.1 Evolution du capital

Aucune action nouvelle n'a été émise au cours du premier semestre 2022.

### 13.2 Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée générale du 19 mai 2022, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions (Programme de Rachat 2022) et mis fin avec effet immédiat au Programme de Rachat 2021. Cette autorisation a une période de validité de 18 mois à compter de l'Assemblée générale susnommée. Le descriptif du Programme de Rachat 2022 figure dans le document d'enregistrement universel (DEU) déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 31 mars 2022.

Au 30 juin 2022, la société détient 1 289 818 actions propres (dont 1 000 au titre du contrat de liquidité et 1 288 818 au titre des plans d'attribution gratuite d'actions LTIP (*Long Term Incentive Plan*) 2020-2022 et 2021-2023).

Au cours du premier semestre 2022, Orange a livré 720 682 actions propres aux bénéficiaires du plan d'attribution gratuite d'actions LTIP 2019-2021.

Au 31 décembre 2021, la société détenait 2 009 500 actions propres (exclusivement au titre des plans d'attribution gratuite d'actions LTIP 2019-2021, 2020-2022 et 2021-2023).

### 13.3 Distributions

L'Assemblée Générale du 19 mai 2022 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,70 euro par action au titre de l'exercice 2021. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,30 euro par action, mis en paiement le 15 décembre 2021 pour un montant total de 797 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,40 euro par action a été mis en paiement le 9 juin 2022 pour un montant de 1 063 millions d'euros.

### 13.4 Titres subordonnés

#### Nominal des titres subordonnés

Au cours du premier semestre 2022, Orange n'a procédé à aucune émission, aucun rachat et remboursement de titres subordonnés.

Le montant présenté dans la colonne "titres subordonnés" du tableau de variation des capitaux propres de 5 497 millions d'euros correspond au nominal enregistré en valeur historique (les tranches libellées en livres sterling ne faisant pas l'objet de réévaluation depuis leur émission en 2014).

#### Rémunération des titres subordonnés

Au cours du premier semestre 2022, la rémunération des titres subordonnés a été la suivante :

Date d'émission d'origine	Nominal résiduel (en millions de devises)	Nominal résiduel (en millions d'euros)	Devise d'origine	Taux	30 juin 2022		30 juin 2021	
					(en millions de devises)	(en millions d'euros)	(en millions de devises)	(en millions d'euros)
07/02/2014	1 000	1 000	EUR	5,25 %	(53)	(53)	(53)	(53)
07/02/2014	-	-	GBP	5,88 %	-	-	(32)	(36)
01/10/2014	-	-	EUR	4,00 %	-	-	(3)	(3)
01/10/2014	1 250	1 250	EUR	5,00 %	-	-	-	-
01/10/2014	426	547	GBP	5,75 %	(24)	(29)	(33)	(38)
15/04/2019	1 000	1 000	EUR	2,38 %	(24)	(24)	(24)	(24)
19/09/2019	500	500	EUR	1,75 %	(9)	(9)	(9)	(9)
15/10/2020	700	700	EUR	1,75 %	-	-	-	-
11/05/2021	500	500	EUR	1,38 %	(7)	(7)	-	-
<b>Rémunération sur titres subordonnés en capitaux propres</b>						<b>(121)</b>	<b>(163)</b>	

La rémunération des porteurs est enregistrée dans les capitaux propres cinq jours ouvrés avant la date de tombée annuelle sauf exercice par Orange de son droit à différer le paiement des coupons.

L'effet impôt afférent à la rémunération des titres subordonnés pour 34 millions d'euros est constaté en résultat sur la période.

L'effet impôt associé aux écarts de conversion des titres subordonnés dont le nominal est libellé en livres sterling s'élève à (3) millions d'euros sur la période. Cet effet est présenté dans les "autres mouvements" du tableau des variations des capitaux propres consolidés.

### 13.5 Ecarts de conversion

(en millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
Profit (perte) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global au cours de la période	(33)	103
Reclassement dans le résultat de la période	(4)	(1)
<b>Total écarts de conversion</b>	<b>(37)</b>	<b>102</b>

La variation des écarts de conversion comptabilisée en autres éléments du résultat global comprend principalement :

- sur le premier semestre 2022, la diminution de (37) millions d'euros est liée à la dépréciation de plusieurs devises dont notamment la livre égyptienne et le zloty;
- sur le premier semestre 2021, l'augmentation de 102 millions d'euros était liée à l'appréciation de plusieurs devises dont notamment la livre égyptienne, le zloty et le dinar jordanien.

### 13.6 Participations ne donnant pas le contrôle

(en millions d'euros)	30 juin 2022	30 juin 2021
<b>Distribution de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>277<sup>(1)</sup></b>	<b>216</b>
<i>dont sous-groupe Sonatel</i>	185	166
<i>dont Orange Polska</i>	35	-
<i>dont Médi Telecom</i>	33	-
<i>dont Jordan Telecom</i>	17	11
<i>dont sous-groupe Orange Côte d'Ivoire</i>	-	29
<i>dont groupe Orange Belgium</i>	-	7

<sup>(1)</sup> Dont 177 millions d'euros de dividendes décaissés au 30 juin 2022.

(en millions d'euros)	30 juin 2022	31 décembre 2021
Capitaux propres créditeurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	3 064	3 030
<i>dont groupe Orange Polska</i>	1 226	1 170
<i>dont sous-groupe Sonatel</i>	783	826
<i>dont sous-groupe Orange Côte d'Ivoire</i>	287	257
<i>dont sous-groupe Roumanie<sup>(1)</sup></i>	253	267
<i>dont Jordan Telecom</i>	179	171
<i>dont Médi Telecom</i>	128	148
<i>dont groupe Orange Belgium</i>	142	138
Capitaux propres débiteurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(10)	(10)
<b>Total capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)</b>	<b>3 054</b>	<b>3 020</b>

<sup>(1)</sup> Intègre notamment la contribution de l'entité Orange Romania Communications (voir note 3.2)

## Note 14 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

### 14.1 Litiges

Au 30 juin 2022, le montant des provisions pour risques enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges dans lesquels il est impliqué (hors passifs liés à des désaccords entre Orange et les administrations fiscales ou sociales en matière de taxes, d'impôts sur les sociétés ou de cotisations sociales qui sont comptabilisés au bilan dans les rubriques correspondantes) s'élève à 394 millions d'euros (405 millions d'euros au 31 décembre 2021). Orange considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

La présente note décrit les litiges apparus ou ayant évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2021.

- Dans le cadre des procédures en cours sur le marché de la clientèle « entreprises » opposant SFR, Céleste et Adista à Orange, Orange et Céleste ont conclu un protocole d'accord mettant fin à ce litige. Ce litige est désormais clos. L'instruction de la procédure avec Adista est en cours.
- Dans le litige les opposant à propos du remboursement de trop-perçus sur des prestations d'interconnexion d'Orange, Orange et Verizon ont conclu un protocole d'accord mettant fin notamment à ce litige. Verizon s'est désisté de sa demande devant la Cour d'appel de Paris le 8 avril 2022. Ce litige est désormais clos.
- Dans le cadre de la réclamation indemnitaire les opposant à l'opérateur polonais P4 pour 316 millions de zlotys (soit 70 millions d'euros), Polkomtelt et Orange Polska s'étaient chacun pourvus en cassation contre la décision de la Cour d'appel qui avait infirmé le jugement du tribunal ayant rejeté la réclamation de P4. Par décision en date du 25 janvier 2022, la Cour suprême a rejeté le pourvoi de Polkomtelt. La procédure suit son cours.
- Dans le litige opposant Orange Roumanie et le Conseil de la concurrence roumain, ce dernier s'est pourvu en cassation à la suite de l'infirmité de sa décision par la Cour d'appel le 24 juin 2021. La procédure suit son cours.
- Dans le litige opposant Orange Mali et Sotelma SA à l'association Remacotem, l'association Remacotem a effectué une saisie-attribution de créances qu'Orange Mali a contestée. Le juge de l'exécution a annulé la saisie-attribution. Cette annulation a été confirmée le 6 mai 2022 par la Cour d'appel de Bamako qui a accordé un délai de grâce de 6 mois aux opérateurs. Parallèlement, la procédure devant la Cour suprême malienne se poursuit.
- Le Comité de suivi et de réparation mis en place dans le cadre du procès dit de la crise sociale de France Telecom a clôturé l'analyse et le traitement de l'intégralité des demandes reçues. Le réexamen de certaines demandes considérées hors mandat a été confié par Orange à des experts du Groupe assistés de deux membres du Comité de suivi et de réparation.

Il n'existe pas d'autres procédures administratives, judiciaires ou arbitrales dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacé) qui soit apparue ou qui ait évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2021 et qui ait eu depuis cette publication ou qui soit susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

### 14.2 Engagements contractuels non comptabilisés

Au 30 juin 2022, à l'exception de l'engagement mentionné ci-dessous, aucun événement majeur n'a affecté les engagements contractuels non comptabilisés décrits dans les comptes consolidés du 31 décembre 2021.

À la suite des enchères des licences 2G, 3G, 4G et 5G ayant eu lieu au premier semestre en Belgique, l'entité Orange Belgium est désormais engagée à payer à hauteur de 294 millions d'euros, soit 322 millions d'euros diminués des 28 millions d'euros décaissés au titre d'une caution permettant de participer aux enchères.



## Note 15 Événements postérieurs à la clôture

### Orange SA : versement d'un acompte sur le dividende

Le Conseil d'administration du 27 juillet 2022 a décidé le versement d'un acompte sur le dividende ordinaire de l'exercice 2022 de 0,30 euro par action. Cet acompte sera payé en numéraire le 7 décembre 2022. Le montant du décaissement estimé s'élève à 797 millions d'euros sur la base du nombre d'actions ayant droit à dividende au 30 juin 2022.

### Fusion absorption de Deezer par la SPAC I2PO et introduction en bourse

Le 4 juillet 2022, la société Deezer, dont le Groupe détenait 10,42 %, a été absorbée par la SPAC (« Special Purpose Acquisition Company ») I2PO et introduite en bourse le 5 juillet 2022 (voir note 3.2).

### Signature d'un accord entre Orange et MásMóvil portant sur le regroupement de leurs activités en Espagne

Suite aux négociations exclusives entamées le 8 mars 2022, Orange et MásMóvil ont signé le 23 juillet un accord portant sur le regroupement de leurs activités en Espagne.

La transaction est basée sur une valeur d'entreprise de 18,6 milliards d'euros, dont 7,8 milliards d'euros pour Orange Espagne et 10,9 milliards d'euros pour MásMóvil, et sera accompagnée d'une levée de dette sans recours de 6,6 milliards d'euros qui financera, entre autres, un paiement de 5,85 milliards d'euros versé en amont à Orange et aux actionnaires de MásMóvil (Lorca JVCo). La distribution de ces fonds aux actionnaires sera asymétrique car elle intègre un principe d'égalisation en faveur d'Orange. La dette existante de MásMóvil sera maintenue.

Cette transaction est soumise à l'approbation de la Commission européenne et d'autres autorités administratives compétentes et devrait être conclue au cours du second semestre 2023 au plus tard.

Le regroupement des activités d'Orange Espagne et de MásMóvil prendra la forme d'une co-entreprise contrôlée conjointement par Orange et Lorca JVCo, avec des droits de gouvernance égaux dans cette nouvelle entreprise.

L'accord entre les deux sociétés comprend notamment un droit de déclencher une introduction en bourse après une période prédéfinie et sous certaines conditions ainsi qu'un droit de prise de contrôle par Orange, lui permettant de consolider le nouvel opérateur dans le cadre d'une introduction en bourse. Orange n'est soumis à aucune obligation, ni de céder sa participation, ni d'exercer ces options.

Cette co-entreprise entre MásMóvil et Orange permettra de créer un acteur durable doté d'une capacité financière et de l'envergure nécessaire pour continuer d'investir et de soutenir le niveau de concurrence par les infrastructures en Espagne au profit des consommateurs et des entreprises.

Cette co-entreprise entre deux acteurs complémentaires conduira à des gains d'efficacité significatifs. En particulier, cela permettra d'accélérer les investissements dans le FTTH et la 5G, ce qui sera bénéfique pour les consommateurs et entreprises en Espagne.

### Retour attendu de la direction générale de la concurrence de la Commission européenne (DG COMP) concernant la prise de contrôle de l'opérateur VOO en Belgique

Le 24 décembre 2021, Orange Belgium a annoncé la signature d'un accord portant sur l'acquisition de 75 % du capital moins une action de VOO SA.

La réalisation de la transaction est soumise à des conditions suspensives usuelles, notamment l'approbation de la Commission européenne dont le retour suite au premier examen (phase 1) est attendu le 28 juillet 2022.

Si le Groupe ne proposait pas les engagements requis par la DG COMP pour obtenir une autorisation en phase 1, l'autorité ouvrirait alors une procédure d'examen approfondi, dite de phase 2, dont les conclusions seront attendues fin 2022.

### 3. Déclaration de la personne responsable

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés du premier semestre de l'exercice 2022 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Paris, le 28 juillet 2022

Le Directeur Général Délégué  
Directeur Général Finance, Performance et Développement  
**Ramon Fernandez**

# 4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

## Orange S.A.

Siège social : 111, quai du Président Roosevelt - 92130 Issy-les-Moulineaux  
Capital social : € 10 640 226 396

## Période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 30 juin 2022

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Orange S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration le 27 juillet 2022. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

### II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 28 juillet 2022

Paris-La Défense, le 28 juillet 2022

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Jacques Pierre  
Associé

Deloitte & Associés

Christophe Patrier  
Associé